

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : La situation économique et financière actuelle de la Belgique : Comparaison avec la récession et la haute conjoncture précédente — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE ACTUELLE DE LA BELGIQUE : COMPARAISON AVEC LA RECESSION ET LA HAUTE CONJONCTURE PRECEDENTE

Plus de deux ans se sont écoulés depuis que la conjoncture belge est passée par un minimum dans le courant de 1958. Il paraît intéressant, à l'occasion de la chronique que ce *Bulletin* consacre périodiquement à la situation économique et financière, de comparer la conjoncture actuelle au fond de la récession et aussi au sommet de la précédente haute conjoncture. Les chiffres du deuxième trimestre de 1960 seront, en général, utilisés pour caractériser la période présente; ceux du troisième trimestre sont souvent influencés par les vacances et ceux des mois ultérieurs sont encore très fragmentaires. Dans la mesure du possible cependant, on essaiera d'indiquer les tendances qui se dégagent, pour la période depuis le 30 juin dernier, des renseignements disponibles. Pour caractériser le fond de la récession et le sommet de la précédente haute conjoncture, on utilisera respectivement les chiffres du deuxième trimestre de 1958 et du deuxième trimestre de 1957; inversement, les expressions « récession » et « précédente haute conjoncture » se référeront, sauf indications contraires, respectivement à ces deux trimestres.

1. Evolution de la demande extérieure et intérieure.

L'évolution conjoncturelle de la Belgique s'est poursuivie depuis le début de l'année en cours dans un contexte économique international encore favorable, bien que l'expansion de la demande globale ait marqué durant les derniers mois une nette tendance au ralentissement dans plusieurs pays industriels.

Aux Etats-Unis, l'accroissement du produit national brut a été faible pendant les trois premiers trimestres de 1960. Alors que la consommation privée a encore progressé, les investissements privés ont légèrement diminué, le taux d'utilisation relativement peu élevé des capacités de production n'incitant pas à étendre les installations ou à accroître les stocks.

Dans ces conditions, la demande américaine pour les produits des pays du Marché Commun a sensiblement fléchi. D'après les rapports de la Commission de la Communauté Economique Européenne, ce fait ainsi que le ralentissement des exportations de la Communauté vers les pays en voie de développement ont freiné le rythme de croissance de la demande globale à l'intérieur du Marché Commun. Celle-ci a été soutenue davantage par le développement de la demande intérieure qui a été assez vif sous l'action de deux facteurs. En premier lieu, la consommation privée, spécialement celle de biens durables, a connu une vive impulsion à la suite de la hausse des revenus dans la plupart des pays membres. En second lieu, dans la plupart des pays également, les investissements fixes tant privés que publics ont enregistré de fortes augmentations qui se manifestent par les accroissements des commandes intérieures reçues par les industries de construction mécanique et électrique, et par la progression des importations de biens d'équipement. Les autres composantes de la demande intérieure ont évolué de manière plus modérée : la formation des stocks a eu

tendance à se ralentir, tandis que la consommation publique s'est maintenue à un niveau élevé.

L'évolution divergente de la demande pour les produits étrangers aux Etats-Unis et dans la Communauté Economique Européenne a exercé une forte influence sur la demande pour les exportations belges. La diminution de la demande américaine a été particulièrement ressentie par l'économie belge qui, entre autres, a perdu cette année l'appoint que lui avaient donné durant l'été de 1959 les livraisons massives d'acier aux Etats-Unis en raison de la grève dans la sidérurgie américaine. Cette situation ainsi d'ailleurs que le bas niveau des exportations à destination du Congo expliquent le ralentissement de l'expansion de la demande étrangère globale en dépit d'un accroissement de la demande en provenance de la Communauté Economique Européenne, et en particulier de l'Allemagne. Ce ralentissement doit cependant être envisagé dans une perspective à plus long terme; il fait suite, en effet, à une période d'expansion vigoureuse, de sorte que les exportations belgo-luxembourgeoises du deuxième trimestre de 1960 ont dépassé de 31,1 p.c. le niveau du trimestre correspondant de 1958 et de 18 p.c. celui du deuxième trimestre de 1957.

La demande intérieure a continué de se raffermir au cours des trois premiers trimestres de 1960.

La consommation privée a atteint un très haut niveau au premier semestre de l'année, sous l'influence de l'accroissement des revenus distribués à la suite de l'évolution favorable de l'activité économique. Déjà en 1959, d'après les estimations du Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles, la consommation privée à prix constants avait dépassé de 5,1 p.c. le niveau de 1958 et de 2,5 p.c. celui de 1957. Pour 1960, on ne dispose encore que d'indications fragmentaires. Les importations de biens de consommation, qui s'étaient vigoureusement redressées entre le deuxième trimestre de 1958 et le quatrième trimestre de 1959, se sont maintenues ensuite à un palier fort élevé au début de 1960. Au deuxième trimestre de 1960, les indices de la consommation alimentaire et des livraisons de tissus sur le marché intérieur ont atteint des niveaux supérieurs, respectivement de 5,4 et 13,7 p.c., à ceux du deuxième trimestre de 1958, mais seul le premier de ces indices a dépassé son niveau du deuxième trimestre de 1957.

En ce qui concerne les investissements, la demande a été soutenue pour les habitations. Au deuxième

Tableau I.

Consommation privée

Périodes	D'après le produit national brut aux prix de 1950 ¹	Importations de biens de consommation (moyennes trimestrielles ou trimestres) ²	Indices de la consommation alimentaire, variations saisonnières éliminées ³	Volume des livraisons de tissus sur le marché intérieur ²
	(en milliards de francs)		(base 1953 = 100)	
1957	330,5	8,6	109	125
1958	322,5	8,3	111	111
1959	338,9	8,9	114	117
1957 2 ^e trimestre		8,4 ⁴	108	117
1958 2 ^e trimestre		8,5	111	102
1959 1 ^{er} trimestre		8,4	113	111
2 ^e »		8,7	115	108
3 ^e »		8,5	113	120
4 ^e »		10,0	115	129
1960 1 ^{er} trimestre		9,1	120	124
2 ^e »		9,2	117	116

¹ Source : Cahiers D.U.L.B.E.A.

² Source : Institut National de Statistique — Calculs du Département d'Etudes et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique.

³ Source : Institut de Recherches Economiques et Sociales.

⁴ Moyenne trimestrielle du premier semestre.

trimestre de 1960, le nombre d'autorisations de bâtir a atteint 32,6 p.c. de plus qu'au deuxième trimestre de 1958 et 13,5 p.c. de plus qu'au deuxième trimestre de 1957. Au cours des neuf premiers mois de 1960, 32.000 autorisations de bâtir ont été accordées : ce chiffre constitue un maximum depuis 1956, année à partir de laquelle il existe des renseignements mensuels en la matière. Si l'on tient compte, en outre, du nombre de bâtiments commencés ou achevés au cours de l'année, on doit conclure que la construction d'habitations s'est maintenue à peu près au niveau fort élevé de l'an passé. Le nombre de pri-

mes De Taeye accordées reste, il est vrai, légèrement en deçà du chiffre correspondant de 1959, mais il ne faut pas oublier que, au cours de cette dernière année, le nombre des primes avait atteint un maximum depuis l'instauration du système en 1948. Enfin, l'intervention des institutions parastatales de crédit en matière de financement du logement ne semble pas avoir beaucoup changé d'une année à l'autre.

Pour les immeubles à usage professionnel ou utilitaire, les autorisations de bâtir ont augmenté de 29 p.c. entre le deuxième trimestre de 1958 et celui

de 1960; toutefois, elles sont restées, au cours de cette dernière période, inférieures de 11 p.c. au chiffre du deuxième trimestre de 1957.

Au deuxième trimestre de 1960, les commandes d'outillage à l'industrie belge en provenance du marché intérieur avaient progressé de 17 p.c. depuis le deuxième trimestre de 1958 et de 1,5 p.c. depuis le

premier trimestre de 1957 (c'est-à-dire depuis le maximum atteint au cours de la période de haute conjoncture précédente). Le développement des investissements en outillage s'est également manifesté par un accroissement des importations de biens d'équipement qui ont subi l'influence de l'amélioration de la conjoncture à partir du deuxième trimestre

Tableau II.

Investissements

Périodes	Construction d'habitations : Autorisations de bâtir 1	Construction à d'autres usages que l'habitation : Autorisations de bâtir 1	Commandes d'outillage du marché intérieur à l'industrie belge (indice base 1953 = 100) 2	Importations de biens d'équipement 3	Décaissements de l'Etat pour immobilisations nouvelles 4
	(en milliers)				
1957 Moyenne trimestrielle	8,7	1,8	142	4,7	
1958 Moyenne trimestrielle	8,1	1,4	127	4,9	3,9
1959 Moyenne trimestrielle	9,7	1,5	144	5,1	4,5
1957 2 ^e trimestre	10,8	2,2	141	4,7 ⁵	
1958 2 ^e trimestre	9,3	1,5	133	4,9	3,6
1959 1 ^{er} trimestre	8,7	1,2	130	4,7	4,9
2 ^e »	11,7	1,8	140	5,2	4,3
3 ^e »	9,6	1,7	147	4,7	4,5
4 ^e »	8,8	1,5	159	5,7	4,5
1960 1 ^{er} trimestre	9,7	1,5	p 156	6,4	4,7
2 ^e »	12,3	2,0	p 156	5,6	4,5
3 ^e »	p 9,8	p 1,7			4,5

1 Source : Institut National de Statistique.

2 Source : Ministère des Affaires Economiques.

3 Source : Institut National de Statistique — Calculs du Département d'Etudes et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique.

4 Source : Exposé général du Budget pour 1961, p. 9, y compris le financement par le Crédit Communal de la part subsidée par l'Etat dans les travaux communaux, les opérations du Fonds des Constructions scolaires, le Fonds des Routes, les paraétatiques du logement.

5 Moyenne trimestrielle du premier semestre.

de 1959, pour marquer une pointe tout au début de 1960 et pour revenir ensuite, au deuxième trimestre, à un palier quelque peu plus bas.

La baisse relativement accusée des engagements du secteur public au cours des trois premiers trimestres de l'année n'a pas affecté les paiements.

En conclusion, on peut se demander dans quelle mesure l'expansion de la demande globale qui s'est produite depuis la récession et depuis la phase précédente de haute conjoncture est due respectivement aux exportations, à la consommation et aux investissements. Il est difficile de répondre de manière précise à cette question parce que les chiffres du produit national brut sont annuels et sont publiés avec assez bien de retard et parce que les indications récentes dont on dispose concernant la consommation et les investissements sont très fragmentaires. On peut affirmer, cependant, que les exportations et les investissements en immeubles d'habitation sont parmi les composantes de la demande globale qui se sont le plus développées tant depuis la récession que depuis la précédente haute conjoncture. Il semble également que depuis la récession les investissements fixes des entreprises ont progressé plus rapidement que la consommation privée; ceci est conforme à ce qu'on pouvait s'attendre *a priori* à constater, étant donné le principe d'accélération. Il est plus difficile de dire si, depuis la précédente haute conjoncture,

ce sont les investissements fixes des entreprises ou la consommation privée qui se sont le plus développés; il est, cependant, intéressant de constater que, entre le premier semestre de 1957 et le deuxième trimestre de 1960, les importations de biens d'équipement se sont accrues de 19 p.c., tandis que celles de biens de consommation n'augmentaient que de 10 p.c.

2. Production industrielle.

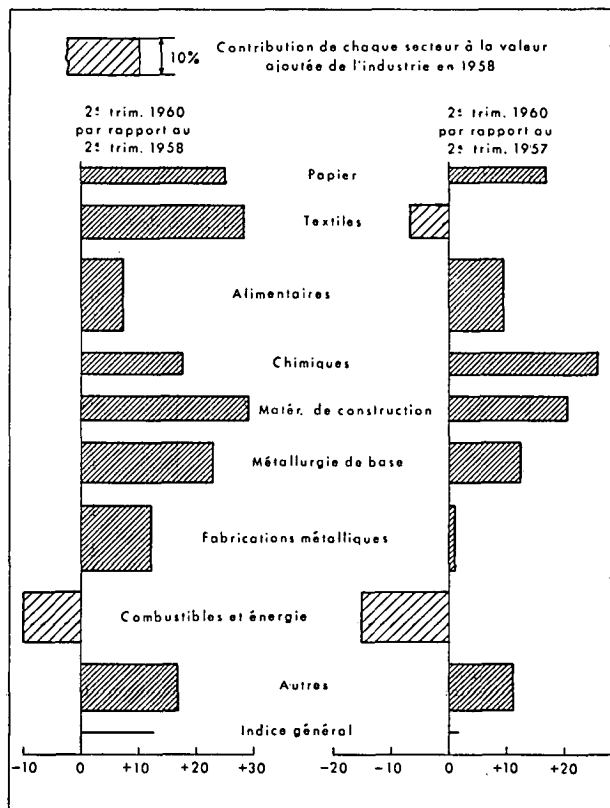
La plupart des secteurs industriels ont amené leur production à un niveau supérieur à celui du deuxième trimestre de 1957. Seuls les secteurs du textile et des combustibles et énergie connaissent une situation moins favorable. Dans ce dernier secteur, la production est même inférieure à celle du deuxième trimestre de 1958.

La production de l'industrie textile est bien plus élevée qu'au deuxième trimestre de 1958, mais encore inférieure à celle du deuxième trimestre de 1957. Par rapport à cette période, la production s'est réduite au niveau des filatures et des tissages; l'ampleur prise par les importations de tissus depuis la fin de 1958 a contribué dans une mesure importante à freiner la production textile. En bonneterie, par contre, le deuxième trimestre de 1960 a dépassé le niveau de la précédente haute conjoncture.

Graphique 1.

Evolution de la production industrielle depuis la récession et la précédente haute conjoncture
(Exprimée en pour cent)

Sources : D.U.L.B.E.A.
Institut de Recherches Economiques et Sociales.



En sidérurgie, la production se maintient depuis la fin de 1959 à un niveau sensiblement supérieur à celui du deuxième trimestre de 1957 et *a fortiori* du même trimestre de 1958. Ceci s'explique surtout par l'importance des commandes en provenance des marchés européens. Le marché américain, par contre, n'est presque plus demandeur. L'indice de la production du deuxième trimestre de 1960 dans le secteur des métaux non ferreux est supérieur à celui de la période précédente de haute conjoncture. Comme pour l'industrie sidérurgique, l'origine de ce mouvement se trouve dans l'intense demande extérieure, commandée elle-même par la grande activité conjoncturelle qui règne en Europe occidentale.

En fabrications métalliques, la production se maintient à un niveau élevé depuis la fin de 1959. Par rapport à la période précédente de haute conjoncture, la progression est cependant plus faible que dans les autres secteurs. Elle s'explique par une augmentation de la demande, surtout à l'exportation, pour les biens d'équipement et les produits de première transformation.

La production de matériaux de construction n'a cessé de se développer depuis le début de 1958.

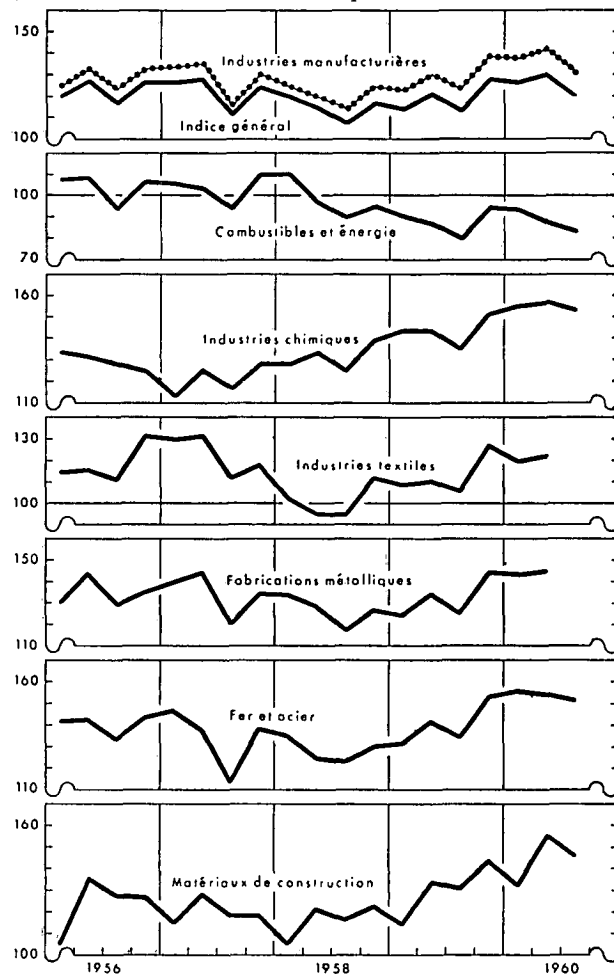
L'industrie chimique confirme le caractère structurel de la progression qui l'a amenée de l'indice 125

(base 1953 = 100) au deuxième trimestre de 1957 à 157 au deuxième trimestre de 1960. Le graphique 2 ci-dessous montre avec une clarté suffisante l'importance du mouvement.

Graphique 2.

Indices de la production dans différents secteurs industriels
(Base 1953 = 100)

Source : Institut de Recherches Economiques et Sociales.



Au total, depuis le minimum conjoncturel jusqu'au deuxième trimestre de 1960, la hausse a été de 12 p.c. pour la production industrielle dans son ensemble et de 17 p.c. dans les industries manufacturières. Par rapport à la précédente période de haute conjoncture, le progrès n'est pas très marqué : la production industrielle du deuxième trimestre de 1960 a à peine dépassé celle du deuxième trimestre de 1957; dans le cas des industries manufacturières, la production a augmenté de 5 p.c. entre ces deux périodes. Il est cependant intéressant de remarquer que les chiffres du produit national brut établis par le Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles donnent, pour les années récentes disponibles, une évolution plus favorable; de 1957 à 1959, en effet, la production industrielle comprise dans ce produit a progressé de 0,4 p.c. à prix constants, alors que l'indice de la production industrielle a fléchi de 2,9 p.c.

D'après certains renseignements recueillis, la production a continué à progresser légèrement au cours des derniers mois, sauf dans certains secteurs comme la sidérurgie. Il semble donc que, dans l'ensemble, la production se soit maintenue à un niveau élevé depuis le deuxième trimestre de 1960.

3. Emploi et chômage.

Le niveau élevé de l'activité industrielle exerce une influence favorable sur le marché de l'emploi. La résorption du chômage se poursuit dans la plupart des secteurs. Par rapport au deuxième trimestre de 1957, et bien que l'indice de la production industrielle se trouve à peu près au même niveau, le

chômage reste cependant nettement plus élevé dans tous les secteurs. En effet, la moyenne journalière du nombre total de chômeurs, y compris les chômeurs occupés par les pouvoirs publics, s'élevait à 101.980 unités au deuxième trimestre de 1957 contre 161.520 unités au deuxième trimestre de 1960.

Cette évolution résulte en partie des difficultés particulières que connaît l'industrie charbonnière belge. Tandis que la moyenne journalière du nombre de chômeurs dans les charbonnages s'élevait à 1.073 unités au deuxième trimestre de 1957, elle était de 18.507 au deuxième et de 9.784 au troisième trimestre de 1960. Dans ces totaux, le chômage partiel et accidentel représentait respectivement 159, 14.188 et 5.019 unités.

Tableau III.

Nombre de chômeurs

(Moyenne journalière, en milliers)

Source : Office National du Placement et du Chômage.

	2 ^e trimestre 1957	2 ^e trimestre 1958	2 ^e trimestre 1959	2 ^e trimestre 1960	3 ^e trimestre 1960	Octobre 1960
Chômeurs complets et partiels	96	166	182	148	123	121
Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	6	11	22	13	13	8
Chômage « économique »	102	177	204	161	136	129
Chômage dans les mines ¹	- 1	-11	-26	-18	-10	- 8
Chômage « économique » sans les mines	101	166	178	143	126	121

¹ Le chômage dans les mines comprend le chômage partiel, le plus important, et le chômage complet.

La résorption du chômage se heurte à une autre difficulté, à savoir l'existence d'un assez grand nombre de chômeurs difficilement employables ainsi qu'il ressort du tableau IV. A cet égard, la statistique établie par l'Office National du Placement et du Chômage relative aux chômeurs handicapés permet, pour la première fois, de dégager avec plus de précision l'importance réelle du chômage résultant de facteurs économiques. Le nombre de chômeurs handicapés s'élève, en effet, à la moitié environ du total des chômeurs complets. Cette masse de travailleurs est difficilement réadaptable et influence assez sensiblement le niveau du chômage.

Tableau IV.

Chômeurs complets difficilement employables

(En pour cent du total des chômeurs complets)

Source : Recensements semestriels de l'Office National du Placement et du Chômage.

Au 15 mai	Chômeurs âgés de 50 ans et plus	Manœuvres	Chômeurs handicapés
1957	58	45	39
1958	45	45	30
1959	41	44	28
1960	56	45	48

Toutefois, on doit également relever que la reprise conjoncturelle en Belgique n'a pas entraîné jusqu'à présent un mouvement d'embauche comparable à celui de la précédente phase ascendante de la conjoncture. Depuis 1958, l'indice des offres d'emploi n'a guère dépassé 80, c'est-à-dire un niveau de loin inférieur au maximum conjoncturel du premier semestre de 1955 où il était à 112. Il en résulte que l'indice général de l'emploi (1953=100), qui était de 109,3 au deuxième trimestre de 1957, n'est guère que de 101,2 au deuxième trimestre de 1960; d'une période à l'autre, le niveau de l'emploi a diminué dans tous les secteurs, sauf dans la construction où il n'a pratiquement pas varié.

Les efforts de modernisation et de rationalisation consentis par les entreprises belges spécialement au cours de la récession de 1958 et l'accroissement concomitant de leur productivité ⁽¹⁾ leur ont donc permis de produire, au deuxième trimestre de 1960, avec une main-d'œuvre moindre, le même volume qu'au deuxième trimestre de 1957.

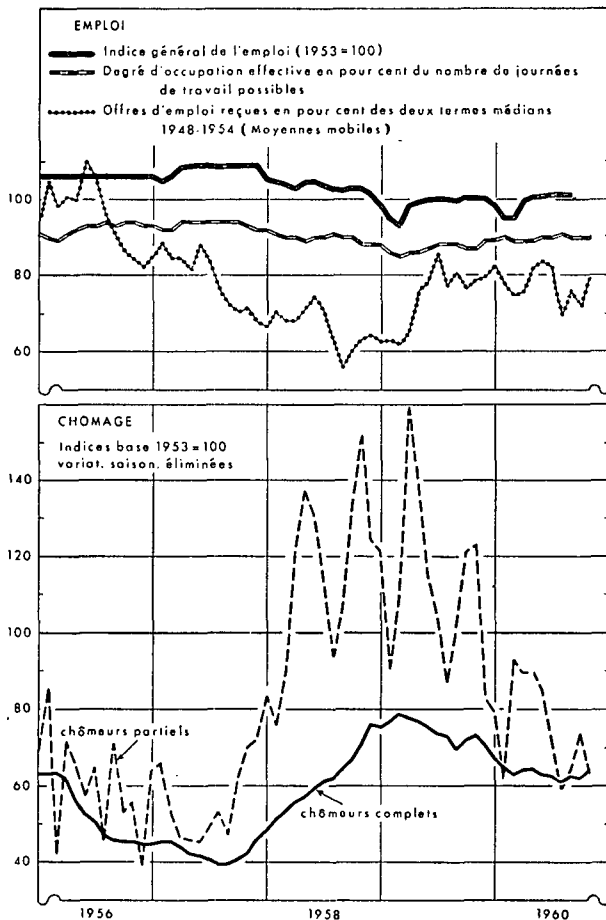
(1) Un indice de la productivité horaire du travail dans l'industrie a été calculé en divisant l'indice de la production par l'indice du nombre d'heures-ouvriers. Sur base 1953 = 100, il a atteint successivement en 1956 : 119, en 1957 : 121, en 1958 : 124, en 1959 : 135 et au premier semestre de 1960 : 141.

Par rapport au deuxième trimestre de 1958, époque où l'indice de la production industrielle se situait à un niveau très faible, le chômage « économique » a diminué de 15.150 unités au deuxième

Graphique 3.

Emploi et chômage ¹

Sources : Institut de Recherches Economiques et Sociales.
Banque Nationale de Belgique.



¹ La courbe « Degré d'occupation effective en pour cent du nombre de journées de travail possibles » est établie comme suit par l'Institut de Recherches Economiques et Sociales : Le nombre de jours d'occupation effective est obtenu en faisant la différence entre l'ensemble des journées de travail possibles (effectif ouvrier inscrit comme demandeur d'emploi X nombre de jours ouvrables du mois) et l'ensemble des journées de chômage des chômeurs complets et partiels. Ce nombre de jours d'occupation effective est alors exprimé en pour cent du nombre de journées de travail possibles tel qu'il est défini ci-dessus.

La courbe « Offres d'emploi reçues en pour cent des deux termes médians 1948-1954 (moyennes mobiles) » est établie comme suit par l'Institut de Recherches Economiques et Sociales : Les emplois offerts par les industriels au cours du mois sont rapportés à la médiane élargie (2 ou 3 termes) des emplois offerts pendant le même mois au cours des années 1948-1954. L'indice des offres d'emploi est donc établi selon la

$$\text{formule : } I = \frac{\text{offres d'emploi au cours du mois} \times 100}{\text{médiane des offres d'emploi du même mois de 1948-1954}}$$

En outre, cet indice est ajouté aux indices des deux mois précédents et la somme obtenue est divisée par 3. On obtient ainsi un indice basé sur une moyenne mobile des trois derniers mois.

trimestre de 1960. La baisse ne se manifeste qu'en matière de chômage partiel et accidentel puisque le chômage complet accuse une légère hausse au deuxième trimestre de 1960 par rapport à la même période de 1958 (118.100 unités contre 110.100 unités).

Cette hausse paradoxale résulte de ce qu'un décalage s'est produit entre le moment où la production industrielle a atteint son minimum et le moment où

le chômage a atteint son maximum : après que la production industrielle eut atteint son minimum au deuxième trimestre de 1958, le chômage a encore continué à augmenter pendant près d'un an; les entreprises ont sans doute mis un certain temps à adapter leur main-d'œuvre à leur activité et, pendant une grande partie de l'année 1958, l'Exposition de Bruxelles doit avoir procuré un emploi à un certain nombre de personnes que l'évolution conjoncturelle aurait sinon réduites au chômage. Il s'ensuit que pour mesurer la résorption du chômage qu'a entraînée la phase actuelle d'expansion économique, il faut comparer le deuxième trimestre de 1960 au trimestre correspondant de 1959 et non de 1958. Entre ces deux périodes, le chômage complet a diminué de 23.160 unités et le chômage partiel de 19.500 unités.

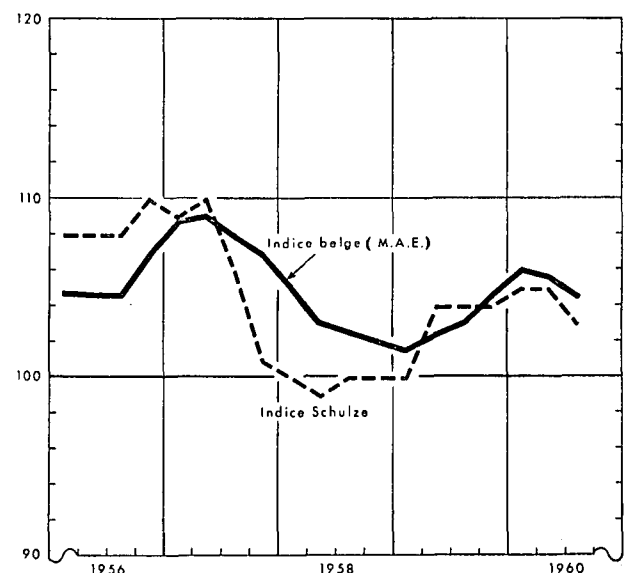
Afin d'éviter l'incidence des variations saisonnières, la situation en matière de chômage durant la récession et la précédente haute conjoncture a été comparée ci-dessus, non aux derniers chiffres disponibles, mais à ceux du deuxième trimestre de 1960. Depuis lors, une nouvelle amélioration s'est produite : le nombre total de chômeurs, y compris ceux qui sont occupés par les pouvoirs publics, a fléchi de 25.250 unités entre le deuxième et le troisième trimestre de 1960; en octobre, une nouvelle diminution de 6.650 unités s'était produite.

4. Prix et salaires.

L'indice global des prix de gros des produits industriels est orienté à la baisse depuis le milieu du premier trimestre de 1960. Il suit ainsi les tendances dominantes des marchés mondiaux de produits de base. Sur ceux-ci, les cotations des matières premières reprises dans l'indice Schulze se sont infléchies depuis le début de l'année, l'approvisionnement

Graphique 4.

Indices des prix de gros des produits industriels (Base 1953 = 100)



en matières premières étant resté très facile malgré l'expansion de la production industrielle dans le monde.

L'indice des prix de gros des produits industriels finis s'est à peine redressé par rapport au niveau atteint au deuxième trimestre de 1958. Il est passé de 109,5 (Ministère des Affaires Economiques 1953=100) au deuxième trimestre de 1957 à 108,4 au trimestre correspondant de 1958, mais il a continué à décroître pour atteindre un minimum de 106,9 en septembre 1959. Il s'est ensuite redressé pour arriver à 108,7 au deuxième trimestre de 1960 et à 109,2 en octobre 1960. Il apparaît donc que, mal-

gré le raffermissement de la demande globale au cours de l'actuelle haute conjoncture, la concurrence a continué à exercer une forte pression sur les prix, les maintenant pratiquement au niveau atteint pendant la dernière récession.

Dans les principaux secteurs industriels, on note des caractéristiques similaires à celles signalées ci-dessus quant à l'évolution des prix de gros, tant pour l'ensemble des trois stades de production que pour les seuls produits finis.

En sidérurgie, la tendance générale se retrouve; néanmoins, l'indice des prix des produits finis se situe, au deuxième trimestre de 1960, à un niveau

Tableau V.

Indices des prix de gros par secteurs industriels

(Base 1953 = 100)

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Secteurs industriels	2 ^e trimestre 1957	2 ^e trimestre 1958	2 ^e trimestre 1960	3 ^e trimestre 1960	Octobre 1960
Métaux et produits métalliques	115,5	108,5	110,1	110,7	109,6
dont : sidérurgie	125,1	112,9	113,7	115,2	114,0
fabrications métalliques ...	112,4	113,1	111,9	112,2	112,2
Produits textiles	99,3	88,8	93,4	90,0	92,7
Produits chimiques	109,5	107,9	107,6	105,5	105,0
Matériaux de construction	112,1	115,1	121,3	121,3	121,7
Charbon	119,7	120,8	109,2	111,2	112,3
Pétrole	116,5	101,8	115,7	118,3	118,9
Papier et cartons	121,0	113,8	109,7	109,8	111,7

sensiblement plus élevé qu'au deuxième trimestre de 1958, tout en restant inférieur à celui du deuxième trimestre de 1957.

En fabrications métalliques, les prix restent stables entre 1957 et 1960.

Dans l'industrie textile, la reprise qui s'est manifestée depuis le deuxième trimestre de 1959 n'a cependant pas encore ramené les prix à leur niveau du deuxième trimestre de 1957. L'industrialisation des pays neufs et la création d'usines textiles dans ces territoires sont de nature à concurrencer fortement les productions des pays industrialisés et à empêcher une hausse importante des prix des produits finis.

Les produits chimiques manifestent une grande stabilité entre 1957 et 1960.

Par contre, sous l'influence du développement prononcé de la construction immobilière, les prix des matériaux de construction ont augmenté de manière appréciable entre 1957 et 1960 et manifestent une très grande fermeté pour l'année en cours.

Par rapport à 1957, la baisse des prix de gros des matières brutes en ce qui concerne les combustibles et l'énergie est notablement plus forte que la diminution moyenne des prix de gros des matières brutes industrielles dans leur ensemble. Le prix des demi-produits est non seulement inférieur au prix pratiqué

au deuxième trimestre de 1957, mais il est également sensiblement au-dessous du prix du deuxième trimestre de 1958. Pour ce qui est des produits finis, les prix, après une hausse passagère entre le deuxième trimestre de 1957 et le deuxième trimestre de 1958, ont suivi depuis lors la tendance générale à la baisse.

Les prix des papier et cartons ont baissé par paliers entre 1957 et 1960. Pour l'instant, ils semblent stabilisés à un niveau inférieur tant à celui de 1957 qu'à celui de 1958.

L'index des prix de détail se situe à 109,84 au deuxième trimestre de 1960 contre 108,39 au deuxième trimestre de 1958 et 106,29 au deuxième trimestre de 1957. Par rapport à 1959, une faible tendance à la baisse est apparue; elle semble toutefois se renverser d'après les premières indications relatives au quatrième trimestre de 1960.

Les gains réels ont encore progressé, bien qu'à un rythme plus lent que précédemment, pendant la phase descendante de la conjoncture. L'indice du gain moyen brut par heure prestée divisé par l'index des prix de détail a, en effet, haussé de 2,4 p.c. entre juin ⁽¹⁾ 1957 et le mois correspondant de 1958.

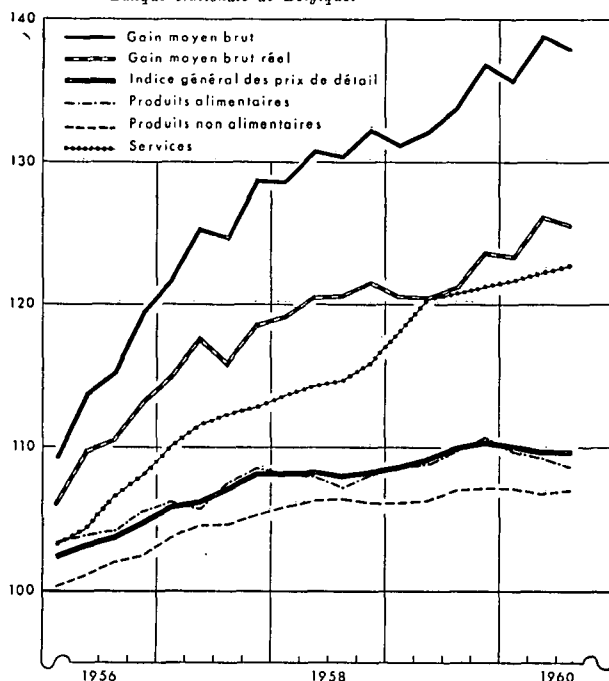
(1) Les indices du gain moyen brut ne sont pas calculés par trimestre, mais aux mois de mars, juin, septembre et décembre; il a semblé préférable pour cette raison de diviser par l'index des prix de détail du mois correspondant (en l'occurrence juin).

Durant les douze mois suivants, le gain moyen brut réel n'a plus guère varié, mais de juin 1959 à juin 1960, il a augmenté de 4,8 p.c.; cette augmentation a contribué à l'accroissement notable de la consommation privée qui s'est produit en 1960, ainsi qu'il a été dit au début de l'article.

Graphique 5.

Indices des prix de détail et du gain moyen brut par heure prestée
(Base 1953 = 100)

Sources : Ministère des Affaires Economiques.
Calculs du Département d'Etudes et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique.



L'évolution du gain moyen brut par heure prestée ne peut guère fournir d'indication valable concernant l'évolution des prix de revient. Celle-ci est, en effet, influencée également par d'autres facteurs et, en particulier, par les progrès de la productivité au sujet desquels quelques renseignements ont été donnés plus haut.

5. Commerce extérieur.

L'attention a déjà été attirée plus haut, dans la première section traitant de l'évolution de la demande, sur l'ampleur de l'augmentation qu'ont enregistrée les exportations à la fois depuis la récession et depuis la précédente haute conjoncture. L'expansion des importations mérite également d'être soulignée; en valeur, elle a été de 25 p.c. entre le deuxième trimestre de 1958 et la période correspondante de 1960, et de près de 10 p.c. entre le deuxième trimestre de 1957 et le même trimestre de 1960.

Les prix ayant baissé tant à l'importation qu'à l'exportation au cours des trois dernières années, le développement du commerce extérieur depuis la pré-

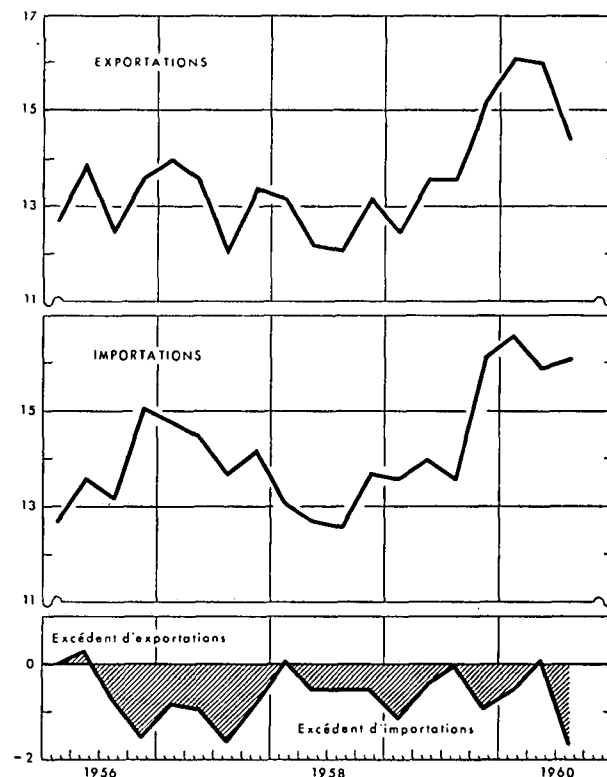
cedente haute conjoncture a encore été plus marqué en volume qu'en valeur.

En volume, l'augmentation des exportations et des importations, depuis la précédente haute conjoncture, paraît avoir été nettement plus accusée que celle du produit national. Ce phénomène s'explique

Graphique 6.

Commerce extérieur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
(Moyennes mensuelles en milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.



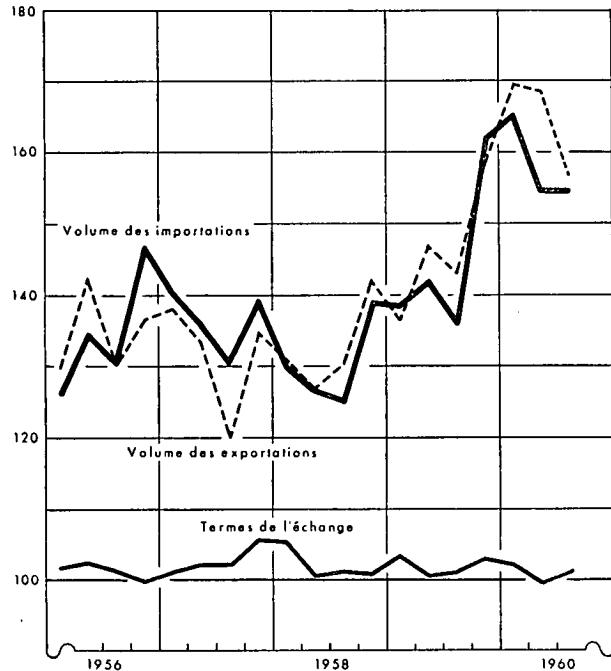
sans doute en partie par la création de la Communauté Economique Européenne. Il signifie que l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise devient une économie de plus en plus ouverte qui écoule sur les marchés étrangers une part de plus en plus grande de sa production et qui s'y procure une fraction de plus en plus importante des produits dont elle a besoin.

En valeur comme en volume, depuis la récession comme depuis la précédente haute conjoncture, les exportations ont progressé plus que les importations. L'explication pourrait être qu'au deuxième trimestre de 1960, la haute conjoncture n'avait pas encore atteint un stade aussi avancé qu'au deuxième trimestre de 1957; on sait, en effet, que dans la dernière phase d'une conjoncture ascendante, les importations s'accroissent relativement aux exportations; les premières sont influencées par un gonflement de la consommation intérieure provoqué par une diffusion des revenus de haute conjoncture dans

Graphique 7.

**Volume des exportations et des importations
et termes de l'échange**
(Indices base 1953 = 100)

Source : Institut de Recherches Economiques et Sociales.



l'économie, alors que les secondes plafonnent par suite du ralentissement conjoncturel qui s'amorce à l'étranger.

Tableau VI.

Répartition géographique du commerce extérieur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

(Moyennes mensuelles, en milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique — Calculs du Département d'Etudes et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique.

Pays	Importations					Exportations				
	2 ^e trimestre 1957	2 ^e trimestre 1958	1 ^{er} trimestre 1960	2 ^e trimestre 1960	3 ^e trimestre 1960	2 ^e trimestre 1957	2 ^e trimestre 1958	1 ^{er} trimestre 1960	2 ^e trimestre 1960	3 ^e trimestre 1960
Pays industrialisés ¹	10,6	9,4	12,0	11,7	11,9	9,8	8,7	12,2	12,0	11,3
dont : Communauté Economique Européenne	6,2	6,0	7,7	7,6	7,9	6,3	5,6	7,6	7,9	7,6
Royaume-Uni	1,2	0,9	1,2	1,2	1,1	0,7	0,7	0,9	0,9	0,8
Amérique du Nord	2,0	1,5	1,9	1,8	1,7	1,4	1,1	2,1	1,6	1,5
Pays de l'Est ²	0,3	0,2	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,7	0,8	0,5
Autres pays, principalement sous- développés	3,6	3,1	4,2	3,8	4,0	3,5	3,1	3,2	3,2	2,7
dont : Amérique latine	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8	0,6	0,6
Congo et Ruanda-Urundi	0,9	0,6	1,0	1,0	1,1	0,6	0,5	0,4	0,4	0,1
Total ...	14,5	12,7	16,6	15,9	16,3	13,6	12,2	16,1	16,0	14,5

¹ Communauté Economique Européenne, pays scandinaves, Royaume-Uni, Irlande, Amérique du Nord, Suisse, Autriche, Japon.

² Zone soviétique, Yougoslavie, Chine, Nord-Vietnam, Corée du Nord.

ensuite produite en octobre. Il s'agit là, dans une large mesure, de mouvements saisonniers, mais, à travers ceux-ci, le ralentissement du rythme d'expansion comparativement au début de l'année est manifeste. La raison doit en être recherchée principale-

L'augmentation de la valeur du commerce extérieur au cours des dernières années n'a pas affecté également toutes les zones géographiques. L'accroissement des importations entre le deuxième trimestre de 1957 et le deuxième trimestre de 1960 s'est fait essentiellement en provenance de la Communauté Economique Européenne; par contre, entre le deuxième trimestre de 1958 et le deuxième trimestre de 1960, toutes les zones géographiques importantes ont participé à l'accroissement. A l'exportation, l'expansion constatée au deuxième trimestre de 1960 par rapport au même trimestre de 1957 ou de 1958 a eu lieu vers les pays industrialisés et vers les pays de l'Est; les exportations à destination des autres pays ont diminué entre le deuxième trimestre de 1957 et la période correspondante de 1958 et celles à destination de l'Amérique latine et du Congo se sont encore réduites par la suite.

Les indications disponibles concernant l'évolution du commerce extérieur depuis la fin de juin montrent que les importations n'ont guère varié au cours du troisième trimestre et pendant le mois d'octobre. La moyenne mensuelle des importations a été de 16,4 milliards durant cette période contre 16,3 milliards au premier semestre.

A l'inverse, les exportations ont accusé un net fléchissement au troisième trimestre. Au cours de cette période, leur moyenne mensuelle a été de 14,5 milliards contre 16 milliards au premier semestre. Une progression importante des ventes s'est

ment dans le recul des ventes aux Etats-Unis et au Congo. Il apparaît ainsi que la demande extérieure a cessé d'être l'élément moteur de l'expansion conjoncturelle en Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

6. Aspects monétaires et financiers ⁽¹⁾.

Les sections antérieures ont retracé l'évolution des divers aspects réels de l'économie belge depuis la récession et la précédente haute conjoncture. Dans la présente section, on commencera par examiner comment cette évolution se reflète dans les paiements. Ceux-ci ne sont connus que dans la mesure où ils sont effectués par le débit d'un dépôt en banque ou d'un avoir à l'Office des Chèques Postaux, aucune donnée n'étant disponible concernant les paiements effectués au moyen de pièces ou de billets. Par ailleurs, une partie des débits en comptes représente des transactions financières, par exemple des souscriptions aux emprunts des pouvoirs publics. Sous réserve de ce que les chiffres couvrent donc à la fois plus et moins que les transactions économiques discutées plus haut, les paiements du premier semestre de 1960 par le débit de dépôts bancaires à vue ont dépassé de 16 p.c. ceux du premier semestre de 1958 et de 10 p.c. ceux du premier semestre de 1957. Pour les paiements effectués au moyen d'avoirs en comptes de chèques postaux, les pourcentages sont respectivement de 7,5 et de 15 et pour le total des paiements de 11,9 et de 12,3.

Les coefficients de rotation avaient commencé à baisser quelque temps après le sommet de la précédente haute conjoncture. Ce mouvement s'est inversé au cours des derniers mois de 1959 pour les dépôts bancaires; le même renversement n'apparaît pas encore nettement dans le cas des avoirs en comptes de chèques postaux.

Les renseignements les plus complets concernant les aspects monétaires de l'évolution conjoncturelle en Belgique sont fournis par la statistique des origines des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires. Dans les tableaux annexés au présent article, cette statistique a été regroupée en un certain nombre de périodes raisonnablement homogènes. La plus récente en date de ces périodes est constituée par le dernier trimestre de 1959 et le premier semestre de 1960.

Au cours de cette période, le stock monétaire s'est accru de 1,1 milliard en moyenne par mois. Pour les liquidités quasi monétaires, l'accroissement a été de 0,6 milliard; il pourrait s'expliquer par les taux plus élevés payés par les banques pour les dépôts en devises, à la suite de la hausse des taux à l'étranger, et pour les dépôts à terme, à la suite de la majoration du taux d'escompte de la Banque Nationale, le 24 décembre 1959, et de la fixation, à partir du 1^{er} janvier 1960, du taux des certificats de trésorerie « B » et des certificats du Fonds des Rentes à un niveau inférieur de 0,25 p.c., contre 0,75 p.c. antérieurement, au taux d'escompte; il faut noter cependant que les dépôts à terme avaient augmenté plus rapidement encore durant les trois premiers trimestres de 1959 à une époque où ils portaient intérêt à un taux relativement bas.

(1) Les tableaux relatifs à cette section de l'article figurent en annexe.

Au total, l'ensemble du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires s'est accru de 1,7 milliard en moyenne par mois, du 1^{er} octobre 1959 au 30 juin 1960. Cet accroissement est nettement supérieur à celui des deux dernières années et demie (1^{er} janvier 1955 - 30 juin 1957) de la précédente phase de conjoncture ascendante. Son importance s'explique par le fait que les opérations avec l'étranger, les crédits aux entreprises et particuliers résidents et le financement monétaire des pouvoirs publics ont tous laissé des soldes positifs non négligeables.

Les cessions de devises au système monétaire résultant d'opérations avec l'étranger autres que les opérations en capital des pouvoirs publics et les donations officielles ont atteint 0,8 milliard en moyenne par mois, de fin septembre 1959 à fin juin 1960. Dans la mesure où elles proviennent du niveau élevé des excédents réalisés sur l'étranger au titre des transactions sur biens et services, elles indiquent que la conjoncture ascendante a atteint le point où les exportations sont considérables, mais où les revenus qui en proviennent ne se sont pas encore entièrement diffusés dans l'économie, entraînant une hausse parallèle des importations. A cet égard, la période sous revue peut être comparée à la période comprenant l'année 1955 et le premier semestre de 1956 pendant laquelle les opérations avec l'étranger avaient donné lieu à un boni mensuel moyen de 0,5 milliard. Ce boni est inférieur à celui de 0,8 milliard enregistré entre le 1^{er} octobre 1959 et le 30 juin 1960, mais il faut se rappeler que ce dernier chiffre est gonflé par des apports nets de capitaux privés et un montant plus élevé de donations privées en provenance du Congo.

L'encours des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés aux entreprises et particuliers résidant en Belgique par les organismes monétaires et financés par eux a augmenté de 0,5 milliard en moyenne par mois, entre le 1^{er} octobre 1959 et le 30 juin 1960. Compte tenu des crédits de même nature financés en dehors des organismes monétaires, l'augmentation a été de 0,6 milliard. A cet égard, la période sous revue doit être rapprochée, non pas, comme pour les opérations avec l'étranger, de la période 1955 - premier semestre de 1956, car, pendant cette période, l'accroissement des crédits aux entreprises et particuliers n'avait été que de 0,2 milliard, mais de la période deuxième semestre de 1956 - premier semestre de 1957, pendant laquelle il avait été de 0,7 milliard. Il est vrai que la progression des crédits aux entreprises et particuliers durant la phase actuelle de conjoncture ascendante a été précédée d'une forte contraction, ce qui n'avait pas été le cas pendant le cycle précédent; en raison de cette contraction antérieure, le gonflement des crédits aux entreprises et particuliers pourrait avoir débuté cette fois à un stade moins avancé de l'expansion conjoncturelle.

Sur un point cependant, la situation au 30 juin 1960 ressemble à celle du 30 juin 1956 et non à celle

du 30 juin 1957 : les crédits aux entreprises et particuliers résidant en Belgique logés à la Banque Nationale atteignaient en 1960 2,8 milliards, soit sensiblement autant qu'en 1956 (3,9 milliards) et nettement moins qu'en 1957 (12,3 milliards). Ceci signifie que, par solde, entre le 30 juin 1956 et le 30 juin 1960, les banques n'ont pas dû avoir recours à la Banque pour financer l'augmentation des crédits qu'elles accordent aux entreprises et particuliers; la raison principale en est que cette augmentation n'a atteint entre les deux dates que 17 p.c. (1), alors que les moyens d'action des banques, sous forme de dépôts à vue et à terme, s'accroissaient pendant le même temps de 28 p.c.

Un autre fait mérite d'être signalé : le total des crédits aux entreprises et particuliers résidant en Belgique se situe pratiquement au même niveau le 30 juin 1960 (61,2 milliards) que le 30 juin 1957 (61 milliards). Comme les crédits pour le financement des ventes à tempérament ont diminué de près de un milliard, les crédits aux entreprises ont sans doute enregistré un certain accroissement, mais celui-ci doit avoir été faible; il est possible que les stocks n'aient guère progressé d'une date à l'autre, mais il est peut-être plus probable qu'une progression s'est produite, mais qu'elle a été financée par d'autres ressources que les crédits accordés par les organismes monétaires, par exemple au moyen de bénéfices non distribués.

Parmi les secteurs qui ont augmenté leur utilisation de crédit bancaire entre la fin de septembre 1959 et la fin de juin 1960, on relève les suivants : entreprises financières, fabrications métalliques, industrie textile, industrie du ciment et de la chaux et commerce de détail. Par contre, la métallurgie du fer, l'industrie du charbon et l'industrie chimique ont diminué leur endettement vis-à-vis des banques.

Le financement monétaire des pouvoirs publics s'est accru de 0,5 milliard en moyenne par mois pendant la période constituée par le dernier trimestre de 1959 et le premier semestre de 1960, soit au total de 4,4 milliards.

Dans le chef de l'Etat, l'accroissement a été de 2,8 milliards; le Trésor a obtenu des organismes monétaires pour 8,6 milliards de crédits directs, mais leur a acheté 5,8 milliards de devises pour financer ses donations et ses dépenses en capital à l'étranger. Il s'agit principalement de donations et d'avances au Congo et au Ruanda-Urundi, de versements de quotes-parts à différentes institutions de la Communauté Economique Européenne et de remboursements de certificats de trésorerie au Congo, au Ruanda-Urundi et à des banques étrangères.

L'importance des crédits directs accordés par les organismes monétaires au Trésor entre le 30 septem-

bre 1959 et le 30 juin 1960 s'explique en partie par le fait qu'à la première de ces deux dates, par suite de l'émission récente d'un emprunt d'Etat, les avances de la Banque Nationale n'atteignaient que 5,3 milliards, alors qu'à la seconde, elles s'élevaient à 8,4 milliards. Les 8,6 milliards de crédits monétaires directs nouveaux, joints aux 17 milliards que le Trésor s'est procurés auprès de prêteurs non monétaires, ont servi à rembourser 2,1 milliards de dette flottante logée à l'étranger (1) et à couvrir le déficit de 23,5 milliards résultant des opérations budgétaires. Le déficit budgétaire qui avait considérablement augmenté en 1958 lorsque la conjoncture a atteint son point le plus bas, a encore légèrement progressé en 1959 et, d'après les chiffres des huit premiers mois, ne fléchira sans doute pas très sensiblement en 1960. De ce fait, et malgré la conjoncture favorable, il se situe actuellement à un niveau trois fois supérieur à celui de 1956 ou de 1957.

Le financement monétaire des pouvoirs publics autres que le Trésor a augmenté de 1,6 milliard pendant la période sous revue. Ce montant représente essentiellement les 120 millions de Deutsche Mark empruntés à 15 ans par le Fonds des Routes en Allemagne fédérale en janvier 1960.

Pour l'ensemble de la période, la monétisation d'effets publics n'a porté que sur un montant dérisoire.

On ne dispose pas encore de la statistique des origines des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires au cours du troisième trimestre de 1960. Les indices partiels actuellement disponibles montrent cependant qu'au cours des mois de juillet et août, l'évolution monétaire et financière a été fortement affectée par la spéculation contre le franc belge suscitée par les événements qui se sont produits au Congo et, au cours des trois mois suivants, par le renversement de cette spéculation.

Les dépôts bancaires en francs belges à vue et à un mois au plus ont baissé en juillet et en août dans une proportion excédant nettement l'ampleur habituelle de la baisse saisonnière. Cette évolution des dépôts doit être rapprochée des achats de devises par des entreprises et particuliers. Ces demandes de devises répondaient vraisemblablement à diverses intentions : placements à l'étranger et auprès de banques belges, paiements plus rapides d'importations de marchandises. Il est d'ailleurs probable que certaines exportations belges et luxembourgeoises n'ont pas donné lieu à des rentrées de devises durant les deux mois sous revue.

Pour financer les retraits de dépôts, les banques ont encaissé une partie des certificats du Fonds des Rentes qu'elles détiennent dans le cadre des obligations de couverture, augmenté leur recours à la Banque Nationale sous forme de réescompte d'effets

(1) Ce pourcentage a été calculé sur base du total des crédits accordés à leur origine par les banques, y compris donc les crédits aux entreprises et particuliers résidant à l'étranger.

(1) Ce remboursement correspond à une partie des 5,8 milliards d'achats de devises mentionnés à l'alinéa précédent. Le solde de ces 5,8 milliards correspond à des dépenses budgétaires.

commerciaux et d'avances sur nantissement et réduit le montant de leurs apports nets sur le marché de l'argent au jour le jour. De son côté, le Fonds des Rentes s'est procuré les moyens nécessaires pour rembourser ses certificats et financer ses achats de fonds publics en bourse, en prélevant sur son compte courant créditeur à la Banque Nationale et en diminuant au mois d'août ses apports sur le marché de l'argent au jour le jour.

Au total, la demande de monnaies étrangères de la part des entreprises et des particuliers est la cause principale de la réduction de 8,7 milliards qui s'est produite dans les avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale en juillet et août.

La détente qui s'est manifestée à partir de septembre sur le marché des changes au comptant de Bruxelles a ramené le cours du franc belge par rapport aux principales monnaies étrangères à un niveau proche des cotations enregistrées à fin juin.

Simultanément, les avoirs extérieurs nets de la Banque se sont partiellement reconstitués : l'augmentation est de 1,6 milliard pour septembre, de 2,3 milliards pour octobre et de 2,8 milliards pour novembre. Toutefois, dans cet accroissement global de 6,7 milliards, les cessions de devises par le Trésor interviennent pour environ un tiers.

Un autre signe de détente réside dans la réduction des effets commerciaux et des avances sur nantissement aux situations de la Banque : de 8,2 milliards à la fin d'août, le total de ces deux rubriques est revenu à 1,8 milliard à la fin de novembre. Cette évolution résulte à la fois d'une diminution des crédits accordés aux banques et à l'Institut de Réescompte et de Garantie. Cette dernière institution, qui avait dû réescompter en juillet, août et septembre une partie de son portefeuille, a pu se dégager vis-à-vis de la Banque en octobre, ayant pu emprunter au cours de ce mois un montant plus important d'argent au jour le jour.

Depuis plus d'un an, les taux d'intérêt sont orientés à la hausse. Les événements exceptionnels de juillet et d'août ont accentué ce mouvement, mais leur incidence n'a été que passagère; une détente s'est produite ultérieurement.

Le relèvement du taux d'escompte officiel le 24 décembre 1959 a été commenté dans la chronique de la situation monétaire publiée dans l'édition de mai de ce *Bulletin*. Nous n'y reviendrons pas si ce n'est pour rappeler que la raison principale de cette mesure résidait dans le souci de maintenir à la disposition de l'économie un montant de ressources suffisant pour ne pas entraver l'expansion conjoncturelle. La hausse de 1 p.c. des taux d'escompte de la Banque, appliquée à partir du 4 août 1960, répond, dans une certaine mesure, à la même préoccupation. Elle a, en effet, été décidée en relation avec les opérations de change auxquelles donnaient lieu, à l'époque, certaines interprétations de la situation politique.

En raison des hésitations qui se sont manifestées dans la demande de certains de nos clients étrangers,

et compte tenu de la nécessité pour l'économie belge de compenser la diminution probable de ses recettes résultant de ses opérations avec le Congo, la Banque a réduit le 10 novembre de 1 p.c. son taux d'escompte pour les acceptations de banque visées représentatives d'exportations.

La majoration du taux d'escompte officiel du 4 août 1960 pour les traites acceptées domiciliées en banque a fait passer de 3,75 à 4,75 p.c. le taux des certificats de trésorerie « B » et des certificats du Fonds des Rentes et de 3 à 3,45 p.c. le taux des dépôts bancaires en francs belges à 3 mois de terme. A la suite de la réforme intervenue en novembre 1957, ce dernier taux a, au cours de la phase actuelle d'expansion, haussé de 1,85 p.c. par rapport au minimum de 1,60 p.c. auquel il était descendu en 1959, alors que, pendant la phase d'expansion précédente, il était resté inchangé à 1,40 p.c.

A la date du 4 août 1960, les taux des certificats de trésorerie à très court terme ont également été accrus de 1 p.c.

Les adjudicataires de certificats de trésorerie ont réagi au relèvement du taux d'escompte officiel en augmentant substantiellement les taux d'intérêt demandés au Trésor. Lors de l'adjudication du 4 octobre 1960, la première qui suit chronologiquement la hausse des taux officiels d'escompte d'août 1960, le taux moyen des certificats de trésorerie à 12 mois et celui des certificats à 9 mois ont été supérieurs respectivement de 0,513 p.c. et 0,559 p.c. à ceux de l'adjudication du 5 juillet.

Sur le marché de l'argent au jour le jour, la moyenne pondérée des taux journaliers moyens est passée en avril 1960 par un minimum pour la période postérieure à la réforme de ce marché qui a eu lieu le 17 novembre 1959. Le mouvement de hausse qui a suivi et qui a été largement influencé par l'obligation pour les banques et le Fonds des Rentes de financer le retrait des dépôts bancaires, a porté cette moyenne pondérée à 4,14 p.c. en septembre, soit 2,39 p.c. de plus que le minimum d'avril. La moyenne de septembre constitue un maximum pour les onze premiers mois de 1960 : des réductions de 0,22 p.c. et de 1,11 p.c. se sont, en effet, produites respectivement en octobre et en novembre.

Sous l'influence des événements du Congo, le rendement moyen des emprunts d'Etat de 5 à 20 ans est passé de 5,29 p.c. en juin 1960 à 5,79 p.c. en juillet. Par la suite, il a subi des variations en plus et en moins sans grande ampleur.

La réforme du marché monétaire de novembre 1957 et celle du marché de l'argent à très court terme de novembre 1959 rendent difficile une comparaison entre les taux d'intérêt actuels et ceux de la précédente haute conjoncture. Seuls, les taux d'escompte de la Banque Nationale et les taux de rendement des emprunts d'Etat de 5 à 20 ans sont pleinement comparables. Pour les certificats de trésorerie à très court terme et les certificats de trésorerie émis par adjudication, la comparaison doit se faire sur base des premiers taux cotés après la

réforme de novembre 1957. Enfin, pour l'argent à très court terme, aucune comparaison n'est possible.

L'évolution du taux d'escompte officiel en Belgique et dans quelques pays étrangers depuis la précédente haute conjoncture a été la suivante, en pour cent :

	Maximum de la précédente haute conjoncture	Maximum de la haute conjoncture actuelle	Taux au 9 décembre 1960
Belgique ¹	4,5	5,0	5,0
Etats-Unis ²	3,5	4,0	3,0
Royaume-Uni	7,0	6,0	5,0
Allemagne	5,5	5,0	4,0
Pays-Bas	5,0	3,5	3,5

¹ Taux des traites acceptées domiciliées en banque.
² Federal Reserve Bank of New York.

Durant la haute conjoncture actuelle, le taux d'escompte a atteint un niveau plus élevé que durant la haute conjoncture précédente en Belgique et aux Etats-Unis et moins élevé dans les autres pays. Aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Allemagne, le taux d'escompte est actuellement inférieur au maximum qu'il a atteint pendant la présente haute conjoncture, ce qui n'est pas le cas aux Pays-Bas et en Belgique. Il faut se rappeler à cet égard que les Etats-Unis ont abaissé leur taux pour soutenir la conjoncture et que le Royaume-Uni et l'Allemagne ont réduit le leur pour freiner les importations de capitaux; la Belgique, au contraire, a dû faire face à une détérioration de sa balance des paiements provoquée par les événements du Congo; par ailleurs, elle a abaissé le taux pour les acceptations de banque visées représentatives d'exportations.

Le taux des certificats de trésorerie à très court terme à 4 mois, qui est assez fortement influencé par le taux d'escompte officiel, dépasse actuellement les niveaux enregistrés immédiatement après la réforme de novembre 1957.

Par contre, les taux des plus récentes adjudications de certificats de trésorerie sont inférieurs à ceux de la première adjudication qui eut lieu le 6 janvier 1958.

De même, pour les emprunts d'Etat de 5 à 20 ans, le taux de rendement de 5,85 p.c. en novembre 1960 est inférieur au maximum de 6,85 p.c. atteint en octobre 1957.

7. Conclusions.

En Belgique, comme dans beaucoup de pays étrangers, la conjoncture est devenue hésitante depuis quelques mois. Il n'est pas encore possible de dire si l'on se trouve en présence d'une simple pause dans le cours d'une expansion cyclique ou, au contraire, d'un point de retournement qui précéderait une récession.

Suivant qu'il s'agit de l'une ou de l'autre, le jugement que l'on portera sur la situation économique de la Belgique sera différent. En soi, cette situation

présente la plupart des caractéristiques propres à un stade encore quelque peu éloigné du maximum conjoncturel : le chômage n'est pas encore tombé au minimum de la précédente haute conjoncture; les augmentations des prix de gros et de détail depuis la dernière récession ont été jusqu'à présent très limitées; le pourcentage de couverture des importations par les exportations et le boni laissé par les opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital et des donations des pouvoirs publics) se situent à des niveaux élevés; la vitesse de rotation de la monnaie scripturale commence à peine à se redresser; l'encours, au 30 juin 1960, des crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers résidant en Belgique ne dépassait guère celui du 30 juin 1957. Il s'ensuit que, si la phase actuelle de conjoncture ascendante se poursuit pendant un certain temps encore, la production et l'emploi pourront se développer de façon sensible sans que des tensions anormales se manifestent et atteindre ainsi des niveaux pleinement satisfaisants pour un maximum conjoncturel. Si, par contre, nous nous trouvons à la veille d'une récession, le cycle actuellement en cours serait un cycle tronqué, c'est-à-dire que le mouvement d'expansion se renverserait à un moment où il existe encore une certaine capacité de production inutilisée.

Si c'était la seconde de ces deux hypothèses qui devait s'avérer la bonne, la situation serait peu satisfaisante, non seulement d'un point de vue conjoncturel, mais aussi d'un point de vue structurel. Dans ce cas, en effet, l'évolution entre le deuxième trimestre de 1957 et le deuxième trimestre de 1960 pourrait être considérée comme donnant des indications valables concernant les tendances à long terme. Or, de l'un de ces trimestres à l'autre, les progrès enregistrés par l'économie belge n'ont pas été considérables. Il importe de souligner, cependant, qu'ils ont très probablement été plus importants que ne semble l'indiquer l'indice de la production industrielle. Comme on l'a vu plus haut, celui-ci n'était guère plus élevé au deuxième trimestre de 1960 qu'au deuxième trimestre de 1957, mais il donne vraisemblablement une vue trop pessimiste des choses, comme semblent le montrer l'évolution du produit national et celle des paiements effectués au moyen de monnaie scripturale. Même compte tenu de cette réserve cependant, l'expansion structurelle de l'économie belge ne pourra être considérée comme réellement satisfaisante que si l'expansion conjoncturelle qui s'est produite depuis le deuxième trimestre de 1958 se poursuit pendant un an ou deux encore.

A supposer qu'il n'en soit pas ainsi et que l'économie belge ne dépasse pas, durant le cycle en cours, les niveaux actuellement atteints, on devrait se demander pourquoi ces niveaux n'ont pas été plus élevés. Il serait évidemment prématuré d'essayer de répondre dès à présent à cette question hypothétique. D'une manière négative cependant, on peut déjà écarter un élément possible d'explication :

une action restrictive de la part des pouvoirs publics. Loin d'avoir été restrictive, l'action des pouvoirs publics aura, en effet, été au moins aussi expansionniste en 1960 qu'en 1958. C'est ainsi qu'en 1960, le déficit résultant des opérations budgétaires sera du même ordre de grandeur qu'en 1958, année au cours de laquelle il avait atteint plus de trois fois le niveau des années de haute conjoncture 1956 et 1957. En outre, la construction d'habitations, qui est fortement influencée par la politique d'encouragement de l'Etat et notamment par l'octroi des primes De Taeye, a atteint un rythme particulièrement élevé en 1959 et 1960.

Quand on connaîtra le niveau auquel se situera le maximum du cycle en cours, il sera sans doute possible, en comparant ce niveau à celui du maximum précédent, de faire certaines constatations concernant les tendances à long terme de l'économie belge. Une constatation peut, cependant, être faite dès à présent. C'est que le commerce extérieur tend à croître plus rapidement que les autres données macro-économiques. Il importe, à cet égard, de ne

pas dissocier l'évolution des exportations de celle des importations. A ne considérer que les seules exportations, on pourrait croire, en voyant leur vigoureux développement, qu'elles constituent le seul facteur d'expansion dans l'économie belge. Le gonflement rapide des importations pourrait, de son côté, donner à penser que l'industrie nationale résiste mal sur le marché intérieur à la concurrence étrangère. Il faut, au contraire, semble-t-il, considérer la vive augmentation des exportations et celle des importations comme reflétant l'une et l'autre la politique plus libérale suivie par la Belgique et la plupart des autres pays en matière de commerce extérieur, notamment dans le cadre du G.A.T.T., de l'O.E.C.E. et du Marché Commun. Considérées de ce point de vue, elles fournissent un enseignement pour l'avenir plutôt qu'au sujet du passé, à savoir que l'industrie belge devra désormais affronter de plus en plus la concurrence étrangère à la fois sur son propre marché et sur les marchés extérieurs et qu'il importe plus que jamais, pour cette raison, qu'elle reste compétitive.

*
**

Tableau VII.

Vitesse de rotation des dépôts bancaires à vue et des avoirs en comptes de chèques postaux
Montants globaux des paiements effectués au moyen de ces avoirs ¹
(Moyennes mensuelles par mois type de 25 jours)

Périodes	Coefficient de rotation des :		Montants globaux des paiements effectués au moyen de :		
	Dépôts bancaires à vue	Avoirs en C.C.P. ²	Dépôts bancaires à vue	Avoirs en C.C.P. ²	Total
			<i>(en milliards de francs)</i>		
1957	2,08	3,25	89,8	76,6	166,4
1958	1,99	3,25	85,7	80,4	166,1
1959	1,91	3,13	90,3	83,4	173,7
1957 1 ^{er} semestre	2,10	3,20	91,8	76,1	167,9
1958 1 ^{er} semestre	2,07	3,32	86,9	81,5	168,4
1959 1 ^{er} semestre	1,95	3,23	90,9	82,1	173,0
2 ^e »	1,87	3,02	89,8	84,5	174,3
1960 1 ^{er} semestre	2,02	3,09	100,8	87,7	188,5

¹ Approximations données par le total des débits en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements de compte à compte constituant double emploi, qui résultent de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

Tableau VIII.

Variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires

Moyenne mensuelle pour chaque période
(En milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires				Total (6) = (1) + (5)
		Dépôts à terme et en carnets ou livrets (2)	Dépôts en devises de résidents (3)	Liquidités du Trésor (4)	Total (5) = (2) + (3) + (4)	
Année 1955 et 1 ^{er} semestre 1956	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,1	—	+ 0,3	+ 0,9
2 ^e semestre 1956 et 1 ^{er} semestre 1957 ...	+ 0,6	- 0,2	—	—	- 0,2	+ 0,4
3 ^e trimestre 1957	- 2,5	+ 0,1	+ 0,2	—	+ 0,3	- 2,2
4 ^e trimestre 1957 et année 1958	+ 1,0	+ 0,4	- 0,1	—	+ 0,3	+ 1,3
3 premiers trimestres 1959	—	+ 0,4	+ 0,1	—	+ 0,5	+ 0,5
4 ^e trimestre 1959 et 1 ^{er} semestre 1960 ...	+ 1,1	+ 0,3	+ 0,3	—	+ 0,6	+ 1,7

Tableau IX.

Origines des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires

Moyenne mensuelle pour chaque période
(En milliards de francs)

Périodes	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital et des donations des pouvoirs publics) (1)	Crédits aux entreprises et particuliers résidents (encours dans le système monétaire) * (2)	Financement monétaire des pouvoirs publics (3)	Monétisation d'effets publics (4)	Divers (5)	Total (6) = (6) du tableau VIII
2 ^e semestre 1956 et 1 ^{er} semestre 1957 ...	- 0,3	+ 0,7	- 0,1	+ 0,1	—	+ 0,4
3 ^e trimestre 1957	- 0,9	—	- 1,0	- 0,1	- 0,2	- 2,2
4 ^e trimestre 1957 et année 1958	+ 1,3	- 0,5	+ 0,3	+ 0,2	—	+ 1,3
3 premiers trimestres 1959	- 0,2	+ 0,1	—	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,5
4 ^e trimestre 1959 et 1 ^{er} semestre 1960 ...	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,5	—	- 0,1	+ 1,7

* Le mouvement du total des crédits aux entreprises et particuliers résidents pour chacune des six périodes se mesure par les moyennes mensuelles suivantes : + 150 millions, + 700 millions, - 300 millions, - 250 millions, - 45 millions et + 500 millions.

Tableau X.

Variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires

(En milliards de francs)

Périodes	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital et des donations des pouvoirs publics) (1)	Opérations en capital et donations des pouvoirs publics (2)	Augmentation (-) ou diminution (+) des engagements envers les sociétés congolaises et ajustements divers (3)	Mouvement des avoirs extérieurs nets dans la balance des paiements (4) = (1) + (2) + (3)
2 ^e semestre 1956 et 1 ^{er} semestre 1957 ...	- 3,6	- 3,0	+ 2,2	- 4,4
3 ^e trimestre 1957	- 2,5	+ 0,5	+ 0,3	- 1,7
4 ^e trimestre 1957 et année 1958	+ 20,1	+ 2,4	- 0,6	+ 21,9
3 premiers trimestres 1959	- 2,1	- 0,9	+ 0,6	- 2,4
4 ^e trimestre 1959 et 1 ^{er} semestre 1960 ...	+ 7,3	- 4,4	+ 0,5	+ 3,4

Tableau XI. **Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers**

(En milliards de francs)

Fin de mois	Crédits aux entreprises et particuliers résidant en Belgique							Crédits aux entreprises et particuliers résidant à l'étranger			Total général (11) = (6)+(10)	dont : crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts (12)
	financés par les organismes monétaires				financés en dehors des organismes monétaires (5)	Total (6) = (4) + (5)	dont : crédits pour le financement des ventes à tempérament * (7)	financés par les organismes monétaires (8)	financés en dehors des organismes monétaires (9)	Total (10) = (8) + (9)		
	logés dans les banques de dépôts (1)	logés à la B.N.B. (2)	logés dans les autres organismes (3)	Total (4) = (1) + (2) + (3)								
1954 Décembre .	30,5	9,2	2,0	41,7	8,1	49,8	3,2	1,7	1,6	3,3	53,1	51,0
1955 Décembre .	35,5	7,4	1,5	44,4	7,6	52,0	3,6	3,1	1,0	4,1	56,1	53,8
1956 Juin	36,4	3,9	1,8	42,1	10,6	52,7	3,9	3,1	2,0	5,1	57,8	55,9
Décembre .	36,3	10,7	2,0	49,0	9,4	58,4	3,9	3,2	1,1	4,3	62,7	60,6
1957 Juin	36,4	12,3	2,2	50,9	10,1	61,0	4,2	3,2	1,3	4,5	65,5	63,5
Décembre .	37,8	13,4	1,2	52,4	9,1	61,5	4,0	3,2	1,2	4,4	65,9	63,3
1958 Décembre .	39,4	2,9	1,6	43,9	12,4	56,3	3,4	4,4	1,6	6,0	62,3	60,3
1959 Juin	39,9	3,2	1,7	44,8	11,0	55,8	3,4	4,5	1,7	6,2	62,0	59,6
Septembre .	40,3	3,6	1,2	45,1	10,8	55,9		4,5	1,9	6,4	62,3	60,5
Décembre .	41,0	5,6	1,5	48,1	11,5	59,6	3,2	4,7	1,4	6,1	65,7	63,8
1960 Mars	44,5	2,5	1,5	48,5	11,6	60,1		4,3	2,4	6,7	66,8	65,0
Juin	43,9	2,8	2,5	49,2	12,0	61,2	3,3	4,3	2,3	6,6	67,8	65,8

* Source : Institut National de Statistique.

Tableau XII. **Financement monétaire des pouvoirs publics**

(En milliards de francs)

Périodes	Financement monétaire du Trésor			Financement monétaire d'autres pouvoirs publics (4)	Total (5) = (3) + (4)
	par crédits directs (1)	par cession de devises (2)	total (3)		
Année 1955 et 1 ^{er} semestre 1956 ...	+ 2,1	+ 0,6	+ 2,7	+ 0,4	+ 3,1
2 ^e semestre 1956 et 1 ^{er} semestre 1957	+ 2,5	- 3,0	- 0,5	- 0,5	- 1,0
3 ^e trimestre 1957	- 3,5	+ 0,5	- 3,0	+ 0,1	- 2,9
4 ^e trimestre 1957 et année 1958	+ 2,9	+ 2,4	+ 5,3	—	+ 5,3
3 premiers trimestres 1959	- 0,6	- 0,9	- 1,5	+ 1,4	- 0,1
4 ^e trimestre 1959 et 1 ^{er} semestre 1960	+ 8,6	- 5,8	+ 2,8	+ 1,6	+ 4,4

Tableau XIII. **Monétisation d'effets publics**

(En milliards de francs)

Périodes	Par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (1)	Achats sur le marché par des organismes monétaires (2)	Monétisation d'effets publics * (3) = (1) + (2)
	Année 1955 et 1 ^{er} semestre 1956	+ 0,3	+ 3,3
2 ^e semestre 1956 et 1 ^{er} semestre 1957	+ 0,3	+ 1,3	+ 1,6
3 ^e trimestre 1957	- 0,6	+ 0,3	- 0,3
4 ^e trimestre 1957 et année 1958	+ 1,5	+ 2,1	+ 3,6
3 premiers trimestres 1959	+ 1,7	+ 2,3	+ 4,0
4 ^e trimestre 1959 et 1 ^{er} semestre 1960	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2

* Signe + : facteur de création de monnaie; signe - : facteur de destruction de monnaie.

Tableau XIV.

Opérations budgétaires ¹

(En milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde global
	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde	
1956	81,4	87,8	+ 6,4	14,7	0,3	- 14,4	- 8,0
1957	88,0	95,8	+ 7,8	15,3	0,3	- 15,0	- 7,2
1958	101,4	94,3	- 7,1	18,0	0,4	- 17,6	- 24,7
1959	108,5	100,3	- 8,3	17,7	0,2	- 17,5	- 25,8
1959 8 premiers mois	70,7	65,7	- 5,0	13,0	0,1	- 12,9	- 17,9
1960 8 premiers mois	75,4	72,5	- 2,9	15,5	0,1	- 15,4	- 18,3

¹ A l'exclusion des opérations qui ne donnent pas lieu à des rentrées ou sorties de fonds.

Tableau XV.

Variations des créances et engagements « divers » des organismes monétaires
et de leurs fonds propres, immobilisations et emprunts obligataires *

(En milliards de francs)

Périodes	Créances et engagements divers **	Fonds propres et immobilisations ***	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds Monétaire et de la C.N.C.P. et comptes pour balance (4)	Total
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Année 1955 et 1 ^{er} semestre 1956	+ 0,3	- 0,6	- 1,2	+ 0,7	- 0,8
2 ^e semestre 1956 et 1 ^{er} semestre 1957	- 0,9	- 0,6	- 0,3	+ 0,5	- 1,3
3 ^e trimestre 1957	—	- 0,4	- 0,1	- 0,4	- 0,9
4 ^e trimestre 1957 et année 1958	+ 2,0	- 0,7	- 2,1	- 1,5	- 2,3
3 premiers trimestres 1959	+ 1,2	- 0,8	- 0,3	+ 0,9	+ 1,0
4 ^e trimestre 1959 et 1 ^{er} semestre 1960	- 0,2	- 0,6	- 0,2	+ 0,2	- 0,8

* Signe + : facteur de création de monnaie; signe - : facteur de destruction de monnaie.

** Créances et engagements sur et envers des organismes financiers non monétaires; solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux.

*** Banque Nationale, banques de dépôts et Institut de Réescote et de Garantie; à partir de 1959, uniquement Banque Nationale et banques de dépôts.

Tableau XVI.

Taux d'intérêt et de rendement

Périodes	Argent au jour le jour ²	Certificats de trésorerie à très court terme (4 mois) ³	Certificats de trésorerie émis par adjudication (12 mois) ⁴	Emprunts d'Etat de 5 à 20 ans ⁵
Précédente haute conjoncture ¹	—	4,25	5,3875	6,85
1959 Décembre	2,166	3,50	4,354	5,21
1960 Janvier	2,193	3,75	4,393	5,32
Février	2,076	3,75	4,400	5,31
Mars	1,951	3,75	4,397	5,23
Avril	1,745	3,75	—	5,26
Mai	2,193	3,75	4,446	5,28
Juin	2,580	3,75	4,437	5,29
Juillet	3,232	3,75	—	5,79
Août	4,027	4,75	—	5,74
Septembre	4,136	4,75	4,950	5,71
Octobre	3,918	4,75	—	5,73
Novembre	2,807	4,75	—	5,85

¹ Certificats de trésorerie à très court terme et certificats de trésorerie émis par adjudication : premier taux d'intérêt après la réforme du marché monétaire de novembre 1957; emprunts d'Etat de 5 à 20 ans : taux de rendement maximum.² Moyenne pondérée des taux journaliers moyens.³ Fin de mois.⁴ Adjudication du mois suivant.⁵ Début du mois suivant.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* d'octobre 1960. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE — BANQUE

La situation financière de la Belgique. (*Société de Banque Suisse, Bâle, n° 4, septembre 1960, pp. 85-92.*)

MINET P., L'élasticité de l'offre de monnaie scripturale par le système bancaire belge. (*Revue des Sciences économiques, Liège, XXXV, n° 122, juin 1960, pp. 84-111.*)

2. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS

DELEECK H., Verticale inkomensherverdeling en loongrensregeling in het stelsel der kinderbijslagen. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, V, n° 3, 1960, pp. 253-300.*)

La comptabilité nationale de la Belgique, 1948-1959 (Groupe d'études de la Comptabilité nationale). (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 8, octobre 1960, pp. 501-525.*)

3. PRIX — SALAIRES

Traitements, salaires et charges sociales en Belgique, aux Pays-Bas et au Luxembourg, 1948-1958. (*BeneLux, Bulletin trimestriel de Statistique, Bruxelles, VII, n° 22, 2^e trimestre 1960, pp. 12-24.*)

4. BUDGET — FINANCES PUBLIQUES

DEHEM R., Le rôle des finances publiques dans la croissance économique. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 8, octobre 1960, pp. 555-567.*)

DESCHAMPS C., Evolution de la situation financière des provinces, des communes et des commissions d'assistance publique depuis 1949. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 9, septembre 1960, pp. 5-52.*)

GORDON G., Belgium's Triple Crisis. (*The Banker, Londres, CX, n° 417, novembre 1960, pp. 728-732.*)

La situation financière de la Belgique. (*Société de Banque Suisse, Bâle, n° 4, septembre 1960, pp. 85-92.*)

5. ORGANISMES FINANCIERS REGIS PAR DES DISPOSITIONS LEGALES PARTICULIERES OU PLACES SOUS LA GARANTIE OU LE CONTROLE DE L'ETAT

BARTIER J., Fondateurs et créateurs du Crédit Communal de Belgique. (*Bulletin du Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, XIV, n° 54, octobre 1960, pp. 163-162.*)

VAN AUDENHOVE M., La naissance du Crédit Communal de Belgique en 1860. (*Bulletin du Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, XIV, n° 54, octobre 1960, pp. 154-162.*)

7. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

HEXNER E., The New Gold Standard. (*Weltwirtschaftliches Archiv, Kiel, LXXXV, n° 1, 1960, pp. 1-35.*)

8. ASPECTS FINANCIERS DE BENELUX

La politique commerciale et douanière du Benelux. (*Statistiques et Etudes financières, Paris, XII, n° 141, septembre 1960, pp. 962-1.020.*)

9. INTEGRATION EUROPEENNE

ASZKENAZY H., Le secteur nationalisé dans le Marché commun. (*Les Problèmes de l'Europe, Rome, n° 8, 1960, pp. 26-30.*)

BEUTLER W., Problèmes fondamentaux de l'intégration européenne. (*Les Problèmes de l'Europe, Rome, n° 8, 1960, pp. 237-242.*)

COSTANT J.-P., Réflexions sur le sens de la Communauté Economique Européenne. (*Revue économique, Paris, XI, n° 5, septembre 1960, pp. 803-816.*)

de VLEESCHAUWER R., Productivité communautaire. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 28, septembre 1960, pp. 290-296.*)

La production industrielle des pays de la Communauté dans les comparaisons internationales. (*Informations statistiques, Luxembourg, 1960, n° 3, mai-juin 1960, pp. 229-242.*)

LAYTON C., A Super-Bank for Europe? (*The Banker, Londres, CX, n° 415, septembre 1960, pp. 589-592.*)

L'Europe occidentale et le commerce mondial. (*Les Problèmes de l'Europe, Rome, n° 8, 1960, pp. 210-236.*)

MARCHAL A., De quelques faux dogmes en matière d'organisation européenne. (*Revue économique, Paris, XI, n° 5, septembre 1960, pp. 673-704.*)

- MASOIN M., L'harmonisation des politiques monétaires au sein du Marché commun. (*Revue du Marché commun*, Paris, n° 28, septembre 1960, pp. 283-289.)
- MAURY R., La concentration des entreprises dans le Marché commun. (*Revue des Sciences économiques*, Liège, XXXV, n° 122, juin 1960, pp. 67-83.)
- PICARD-BRUNSWICK J., Vers la création d'une Société commerciale de type européen. (*Les Problèmes de l'Europe*, Rome, n° 8, 1960, pp. 243-246.)
- REY J., La politique commerciale de la Communauté Economique Européenne. (*Les Problèmes de l'Europe*, Rome, n° 8, 1960, pp. 193-200.)
- 10. GENERALITES**
- BODDEZ G., De externe economische betrekkingen van Kongo en Ruanda-Urundi. (*Tijdschrift voor Economie*, Louvain, V, n° 3, 1960, pp. 301-323.)
- de FALLEUR R., Le Congo et l'activité économique de la Belgique. (*Cahiers économiques de Bruxelles*, Bruxelles, n° 8, octobre 1960, pp. 569-640.)
- GORDON G., Belgium's Triple Crisis. (*The Banker*, Londres, CX, n° 417, novembre 1960, pp. 728-732.)
- Instituts internationaux de financement et aide aux pays en voie de développement. (*Crédit suisse*, Zurich, n° 3, 1960, pp. 123-133.)
- La Belgique sans le Congo. (*Petroleum Press Service*, Londres, XXVII, n° 10, octobre 1960, pp. 377-380.)
- La production industrielle des pays de la Communauté dans les comparaisons internationales. (*Informations statistiques*, Luxembourg, 1960, n° 3, mai-juin 1960, pp. 229-242.)
- La situation économique de la Belgique, 3^e trimestre 1960. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*, Bruxelles, XV, n° 42, octobre 1960, pp. 401-406.)
- Le financement du développement économique. (*Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Notes d'Information et Statistiques*, Paris, n° 63, octobre 1960, 4 p.)
- TARR R., Bibliographie commentée sur l'aide aux pays en voie de développement. (*Les Problèmes de l'Europe*, Rome, n° 8, 1960, pp. 258-274.)
- VAN WATERSCHOOT J., Prognose en programmatie - « De Belgische economie in 1970 ». (*Tijdschrift voor Economie*, Louvain, V, n° 3, pp. 337-342.)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. — *Législation économique générale*
- II. — *Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière*
- III. — *Législation agricole*
- IV. — *Législation industrielle*
- V. — *Législation du travail*
- VI. — *Législation relative au commerce intérieur*
- VII. — *Législation relative au commerce extérieur*
- VIII. — *Législation des transports*
- IX. — *Législation relative aux prix et aux salaires*
- X. — *Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)*
- XI. — *Législation en matière de dommages de guerre*

I. — LEGISLATION ECONOMIQUE GENERALE

Traité

instituant une Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, annexes I, II et III, protocole sur les privilèges de la Communauté, protocole sur le statut de la Cour de Justice, protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et Convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris, le 18 avril 1952. Article 56 nouveau (Moniteur du 7 octobre 1960, p. 7.822).

Loi du 20 juin 1960

portant approbation du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé à La Haye, le 3 février 1958 (Moniteur du 27 octobre 1960, p. 8.401).

II. — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES (Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES), LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

Accord

relatif à la libération des transferts de capitaux entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et les Pays-Bas, signé à Bruxelles, le 8 juillet 1954 (Moniteur du 27 octobre 1960, p. 8.433).

Décision ministérielle du 21 septembre 1960

Modifications à l'instruction ministérielle du 20 avril 1933, relative au régime fiscal des eaux minérales et limonades gazeuses ou mousseuses (Moniteur du 8 octobre 1960, p. 7.867).

Arrêté royal du 9 septembre 1960

modifiant l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1939 relatif à la réorganisation de l'Office National du Ducroire (Moniteur du 3 octobre 1960, p. 7.607).

Arrêté royal du 11 octobre 1960

réglant, pour l'exercice 1960, la répartition de la tranche du Fonds des communes visée à l'article 16, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois et arrêtés coordonnés concernant les finances provinciales et communales (Moniteur du 22 octobre 1960, p. 8.302).

III. — LEGISLATION AGRICOLE

Arrêté royal du 14 septembre 1960

relatif à la répartition équitable des charges de l'incorporation du froment indigène de la récolte 1959 entre les meuniers industriels (Moniteur du 8 octobre 1960, p. 7.879).

Arrêté ministériel du 30 septembre 1960

fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 8 octobre 1960, p. 7.871). Erratum (Moniteur du 22 octobre 1960, p. 8.310).

Arrêté ministériel du 4 octobre 1960

modifiant celui du 31 août 1960 fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moni-

teur du 8 octobre 1960, p. 7.873). Erratum (Moniteur du 22 octobre 1960, p. 8.310).

Arrêté ministériel du 7 octobre 1960

modifiant l'arrêté ministériel du 19 août 1946, relatif à la distribution de produits laitiers (Moniteur du 25 octobre 1960, p. 8.344).

Arrêté ministériel du 7 octobre 1960

modifiant l'arrêté ministériel du 1^{er} septembre 1949 instituant un contrôle officiel de la qualité du beurre (Moniteur du 25 octobre 1960, p. 8.345).

Arrêté ministériel du 20 octobre 1960

relatif à l'intervention du Fonds agricole en matière de flocons d'avoine destinés à l'alimentation humaine (Moniteur du 29 octobre 1960, p. 8.532).

V. — LEGISLATION DU TRAVAIL

Traité de travail

entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, signé à La Haye, le 7 juin 1956 (Moniteur du 27 octobre 1960, p. 8.435).

Arrêté royal du 26 août 1960

rendant obligatoire la décision du 19 mai 1960 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire concernant le contrat collectif des travailleurs occupés dans les entreprises d'aliments composés pour bétail (Moniteur du 11 octobre 1960, p. 7.973).

Arrêté royal du 22 septembre 1960

modifiant l'arrêté royal du 5 janvier 1957 fixant la dénomination, la compétence et la composition des commissions paritaires instituées en exécution de l'arrêté-loi du 9 juin 1945, fixant le statut des commissions paritaires (Moniteur du 6 octobre 1960, p. 7.664).

Arrêté royal du 30 septembre 1960

pris en exécution de la loi du 14 juin 1921 instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures, rendant obligatoire la décision du 18 mai 1960 de la Commission paritaire nationale de la construction relative aux conditions de travail, à l'exception des articles 41, 44 et 45 de son chapitre III relatif à la durée du travail (Moniteur du 12 octobre 1960, p. 8.022).

VII. — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté royal du 8 avril 1960

modifiant l'arrêté royal du 14 mars 1953 concernant l'importation des viandes (Moniteur du 18 octobre 1960, p. 8.205).

Arrêté ministériel du 2 août 1960

modifiant l'annexe à l'arrêté ministériel du 24 février 1960 suspendant l'obligation de produire une licence pour l'importation de certaines marchandises (Moniteur du 8 octobre 1960, p. 7.868).

Arrêté ministériel du 29 septembre 1960

établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 1^{er} octobre 1960, p. 7.581).

Arrêté ministériel du 7 octobre 1960

modifiant l'arrêté ministériel du 24 février 1960 suspendant l'obligation de produire une licence pour l'importation de certaines marchandises (Moniteur du 13 octobre 1960, p. 8.049).

Arrêté ministériel du 7 octobre 1960

modifiant l'annexe à l'arrêté ministériel du 24 février 1960 suspendant l'obligation de produire une licence pour l'exportation de certaines marchandises (Moniteur du 13 octobre 1960, p. 8.049).

Arrêté ministériel du 20 octobre 1960

établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 29 octobre 1960, p. 8.532).

Arrêté royal du 28 octobre 1960

relatif à l'exemption des droits d'entrée pour les marchandises importées des Pays-Bas (Moniteur du 31 octobre 1960).

VIII. — LEGISLATION DES TRANSPORTS

Arrêté ministériel du 30 septembre 1960

relatif aux frets pour tout contrat d'affrètement conclu à l'intervention de l'Office Régulateur de la Navigation Intérieure (Moniteur du 15 octobre 1960, p. 8.151).

IX. — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES

Arrêté royal du 19 août 1960

rendant obligatoire la décision du 23 mars 1960 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de l'habillement et de la confection concernant la classification professionnelle et la fixation des salaires horaires minimums des ouvrières occupées dans les entreprises de dentellerie à la main, broderie à la main et emperlage (Moniteur du 14 octobre 1960, p. 8.119).

Arrêté royal du 26 août 1960

rendant obligatoire la décision du 6 avril 1960 de la Commission paritaire nationale de l'agriculture concernant les conditions de travail de la campagne 1960 et suivantes des betteraves sucrières (Moniteur du 15 octobre 1960, p. 8.157).

Arrêté royal du 1^{er} septembre 1960

rendant obligatoire la décision du 3 juin 1960 de la Commission paritaire régionale de l'industrie des briques du pays de Waas, fixant les conditions de travail (Moniteur du 8 octobre 1960, p. 7.885).

Arrêté royal du 2 septembre 1960

rendant obligatoire la décision du 27 juin 1960 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire fixant les salaires minimums des ouvriers et ouvrières occupés dans les laiteries, beurreries, fromageries et usines de produits lactés (Moniteur du 11 octobre 1960, p. 7.982).

Arrêté royal du 14 septembre 1960

rendant obligatoire la décision du 30 juin 1960 de la Commission paritaire nationale du commerce alimentaire modifiant la décision du 19 novembre 1959 de la même commission fixant la classification et les salaires des travailleurs de la pâtisserie, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 26 février 1960 (Moniteur du 21 octobre 1960, p. 8.289).

Arrêté royal du 22 septembre 1960

rendant obligatoire la décision du 5 juillet 1960 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire, fixant les salaires minimums des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises d'eaux de boissons, limonades, cidres, jus et vins de fruits (Moniteur du 8 octobre 1960, p. 7.892).

Arrêté royal du 22 septembre 1960

rendant obligatoire la décision du 30 juin 1960 de la Commission paritaire régionale pour le commerce de combustibles d'Anvers, modifiant la décision du 16 mars 1956 concernant la fixation des conditions de travail et des salaires minimums dans le commerce de charbon de la province d'Anvers, ainsi que le rattachement des salaires minimums à

l'indice des prix de détail du Royaume, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 13 septembre 1956 (Moniteur du 11 octobre 1960, p. 7.984).

Arrêté royal du 22 septembre 1960

rendant obligatoire la décision du 26 avril 1960 de la Commission paritaire régionale de l'industrie des briques de la région du Rupel, fixant les conditions de travail (Moniteur du 15 octobre 1960, p. 8.163).

Arrêté royal du 22 septembre 1960

rendant obligatoire la décision du 6 juillet 1960 de la Commission paritaire nationale de la fourrure et de la peau en poil fixant les salaires horaires minimums et les salaires minimums à la pièce dans l'industrie de l'apprêt et de la teinture de peaux de lapins et rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 21 octobre 1960, p. 8.290).

Arrêté royal du 8 octobre 1960

dispensant les employeurs relevant de la Commission paritaire nationale de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, moins les cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith, de certaines obligations relatives au maintien du salaire normal (Moniteur du 12 octobre 1960, p. 8.037).

Arrêté royal du 12 octobre 1960

rendant obligatoire la décision du 12 juillet 1960 de la Commission paritaire nationale des entreprises de garage fixant les conditions de rémunération des travailleurs occupés le dimanche dans les entreprises s'occupant de travaux de dépannage de véhicules automobiles (Moniteur du 25 octobre 1960, p. 8.353).

Arrêté royal du 25 octobre 1960

pris en exécution de l'article 9 de la loi du 20 juillet 1960 instaurant le salaire hebdomadaire garanti (Moniteur du 28 octobre 1960, p. 8.506).

**X. — LEGISLATION SOCIALE
(PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)**

Arrêté royal du 25 octobre 1960

portant modification de la loi du 10 juin 1937, étendant les allocations familiales aux employeurs et aux non-salariés (Moniteur du 29 octobre 1960, p. 8.535).

Arrêté royal du 25 octobre 1960

portant modification des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (Moniteur du 29 octobre 1960, p. 8.536).

STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

(Table des matières, voir dernière page du Bulletin)

MARCHE DE L'ARGENT

Ia. — TAUX OFFICIELS D'ESCOMPTE ET DE PRETS

Epoques	Taux officiels de la Banque Nationale de Belgique							
	Escompte					Avances en compte courant et prêts *		
	Traites acceptées domiciliées en banque. Warrants	Acceptations de banque préalablement visées par la B.N.B.		Traites acceptées, non domiciliées en banque	Traites non acceptées domiciliées en banque	Traites non acceptées et non domiciliées en banque, promesses	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 366 jours	Tous autres effets publics
		Importations	Exportations					
1958 Moyenne	3,95	3,95	4,66	5,37	5,66	(2)	5,66	
1959 Moyenne	3,27	3,27	3,77	4,27	4,77	(2)	4,76	
1959 Septembre	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	(2)	4,75	
Octobre	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	(2)	4,75	
Novembre	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	(2)	4,75	
Décembre (dep. le 24)	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	(2)	5,—	
1960 Janvier	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	(2)	5,—	
Février	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	(2)	5,—	
Mars	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	(2)	5,—	
Avril	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	(2)	5,—	
Mai	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	(2)	5,—	
Juin	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	(2)	5,—	
Juillet	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	(2)	5,—	
Août (dep. le 4)	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	(2)	6,25	
Septembre	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	(2)	6,25	
Octobre	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	(2)	6,25	
Novemb. (dep. le 10)	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	(2)	6,25	

Ib. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME ¹

Moyennes	1 jour	5 jours	10 jours
1958	1,41	1,56	1,69
1959 ³	1,01	1,06	1,11
1959 Septembre	1,—	1,05	1,10
Octobre	1,—	1,05	1,10
Novembre ⁴	1,—	1,05	1,10
Décembre ¹	2,17	—	—
1960 Janvier	2,19	—	—
Février	2,08	—	—
Mars	1,95	—	—
Avril	1,75	—	—
Mai	2,19	—	—
Juin	2,58	—	—
Juillet	3,23	—	—
Août	4,03	—	—
Septembre	4,14	—	—
Octobre	3,92	—	—
Novembre	2,81	—	—

¹ Depuis décembre 1959 : moyenne pondérée des taux journaliers moyens. L'argent à 5 et 10 jours n'est plus prêté ou emprunté depuis le 17 novembre 1959. — ² Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %. — ³ Moyenne du 1er janvier au 16 novembre 1959. — ⁴ Jusqu'au 16 novembre 1959.

* Quotité de l'avance au 30 novembre 1960

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours max. 95 % | Autres effets publics max. 80 %

Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

Ic. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE

Moyennes	Certificats de trésorerie à très court terme					Epoques	Certificats de trésorerie à court terme Taux moyen des adjudications		
	15 jours	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois		6 mois	9 mois	12 mois
1958	1,94	2,18	2,48	2,89	3,45		—	—	—
1959	1,06	1,43	1,68	1,93	2,32		—	—	—
1959 Sept.	1,15	1,35	1,60	1,85	2,25	1959 :			
Oct.	1,15	1,35	1,60	1,85	2,25	1 déc. ...	3,619	3,889	4,067
Nov.	1,24	1,44	1,69	1,94	2,31	1960 :			
Déc.	2,19	2,44	2,69	2,94	3,50	5 janv. ...	4,171	—	4,354
1960 Jan.	—	2,97	3,22	3,47	3,72	2 févr. ...	4,195	4,300	4,393
Févr.	—	3,—	3,25	3,50	3,75	1 mars ...	4,198	4,300	4,400
Mars	—	3,—	3,25	3,50	3,75	5 avril ...	4,190	4,298	4,397
Avril	—	3,—	3,25	3,50	3,75	3 mai ...	4,238	4,340	—
Mai	—	3,—	3,25	3,50	3,75	7 juin ...	4,268	4,348	4,446
Juin	—	3,—	3,25	3,50	3,75	5 juillet ...	4,266	4,350	4,437
Juill.	—	3,—	3,25	3,50	3,75	2 août ...	4,340	4,400	—
Août	—	3,90	4,15	4,40	4,65	6 sept. ...	—	—	—
Sept.	—	4,00	4,25	4,50	4,75	4 oct. ...	—	4,909	4,950
Oct.	—	4,00	4,25	4,50	4,75	8 nov. ...	—	—	—
Nov.	—	4,00	4,25	4,50	4,75	6 déc. ...	—	—	—

II. — TAUX DES DEPOTS EN BANQUE ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ⁴

Epoques	Banques — ¹ Comptes de dépôts à					Caisse générale d'Epargne (dépôts d'épargne des particuliers)	
	vue	15 jours de préavis	1 mois	3 mois	6 mois	jusqu'à fr. 250.000	au-delà de 250.000 fr.
1958 Moyenne	0,50	1,04	1,77	2,17	2,59	3,— ²	2,—
1959 Moyenne	0,50	0,85	1,20	1,62	1,95	3,—	2,—
1959 Septembre	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—
Octobre	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—
Novembre	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—
Décembre	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—
1960 Janv. (dep. le 1)	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,— ²	2,— ³
Février	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,—	2,—
Mars	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,—	2,—
Avril	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,—	2,—
Mai	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,—	2,—
Juin	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,—	2,—
Juillet	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,—	2,—
Août (dep. le 4)	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,—	2,—
Septembre	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,—	2,—
Octobre	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,—	2,—
Novembre	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,—	2,—

¹ Moyenne de quatre banques. — ² Depuis le 1er janvier 1958, majoration d'intérêts de 0,30 % pour les sommes qui sont restées inscrites toute l'année civile — Cette majoration a été supprimée pour l'année 1959 — Elle est rétablie pour 1960. — ³ Depuis le 1er janvier 1960, majoration d'intérêts de 0,20 % pour les sommes qui sont restées inscrites pendant l'année civile entière.

MARCHE DE L'ARGENT (suite)
8
**III. — Marché de l'argent au jour le jour
et à très court terme *
(millions de francs)**

Moyennes journalières	Capitaux prêtés		Capitaux empruntés		Total (5) = (1)+(2) ou (3)+(4)
	Banques de dépôts (1)	Autres organismes 1 (2)	Banques de dépôts (3)	Autres organismes 2 (4)	
1958	2.078	1.829			3.907
1959 ^s	2.176	1.164			3.340
1960 Février	2.357	2.839	591	4.605	5.196
Mars	2.729	2.002	716	4.015	4.731
Avril	2.920	1.769	681	4.008	4.689
Mai	2.259	3.232	1.085	4.406	5.491
Juin	2.405	2.940	1.290	4.055	5.345
Juillet	2.166	4.372	1.400	5.138	6.538
Août	2.217	2.871	1.021	4.067	5.088
Septembre ...	2.312	2.356	933	3.735	4.668
Octobre :	2.649	2.224	1.000	3.873	4.873
18 au 24 ...	2.750	2.255	979	4.026	5.005
25 au 31 ...	2.510	2.344	1.402	3.452	4.854
Novembre :					
2 au 7 ...	2.184	2.725	1.572	3.337	4.909
8 au 14 ...	2.503	2.103	1.732	2.874	4.606
15 au 21 ...	2.661	1.123	1.024	2.760	3.784

METAUX PRECIEUX
9
**Cours de l'or et de l'argent
à Londres ⁴**

Moyennes journalières	Or en sh./d. par oz. fin	Argent en pence par oz. fin
1958	249/ 9 ³ / ₈	76
1959	249/ 5 ³ / ₄	79
1959 Août	249/11 ³ / ₈	79
Septembre	250/ 6 ¹ / ₂	79
Octobre	250/ 1 ⁵ / ₈	80
Novembre	250/ 2	80
Décembre	250/ 5 ³ / ₄	80
1960 Janvier	250/ 7 ¹ / ₂	80
Février	250/ 4 ¹ / ₄	79
Mars	250/ 1 ¹ / ₂	79
Avril	249/11 ³ / ₈	79
Mai	250/ 1 ⁷ / ₈	79
Juin	250/ 5	79
Juillet	249/11 ⁷ / ₈	79
Août	250/ 0 ¹ / ₂	79
Septembre	250/ 5 ¹ / ₄	79
Octobre	254/ 6 ⁵ / ₈	79

* Jusqu'au 16 novembre 1959, les chiffres comprennent l'encours de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours, s'il y a lieu. — Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours.

¹ Notamment le Crédit Communal de Belgique, la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et depuis le 17 novembre 1959, le Fonds des Rentes. — ² Notamment l'Institut de Récompte et de Garantie, l'Office National du Ducroire, la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, et, depuis le 17 novembre 1959, le Fonds des Rentes. — ³ Moyenne du 1^{er} janvier au 16 novembre 1959. — ⁴ Prix de l'oz d'or fin à New-York : 35 \$ depuis le 1^{er} février 1934.

MARCHE DES CHANGES
**Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles ¹⁰¹
(francs belges)**

Moyennes	1 franc suisse	1 \$ U.S.A.	100 fr. français ou 1 NF	1 \$ canadien		1 Livre Sterling	100 Escudos	1 fl. P.B.	1 Cr. suéd.	1 Cr. dan.	1 D.M.	1 Cr. norv.	100 liras italien.	100 schillings autrichiens
				Câble	Courrier									
1958	11,40	49,89	11,84 ¹	51,397	51,395	139,41	174,04	13,17	9,63	7,21	11,90	6,97	7,99	192,21
1959	11,56	49,96	10,19	52,110	52,108	140,33	174,98	13,24	9,66	7,25	11,96	7,01	8,05	193,14
1959 Août	11,58	49,96	10,19	52,334	52,333	140,37	174,98	13,22	9,66	7,25	11,94	7,01	8,05	193,65
Septembre ..	11,57	50,02	10,20	52,562	52,560	140,25	174,85	13,24	9,67	7,25	11,96	7,01	8,06	193,89
Octobre ...	11,53	50,00	10,19	52,766	52,765	140,34	174,96	13,25	9,66	7,26	11,97	7,01	8,06	193,65
Novembre ..	11,52	50,02	10,20	52,637	52,635	140,20	174,78	13,24	9,66	7,25	11,99	7,01	8,06	193,17
Décembre ..	11,57	50,01	10,19	52,576	52,575	139,95	174,45	13,26	9,65	7,24	11,99	7,00	8,06	192,72
1960 Janvier ...	11,54	49,90	10,16	52,361	52,356	139,72	174,14	13,23	9,63	7,22	11,97	6,98	8,04	192,01
Février ...	11,50	49,87	10,16	52,397	52,396	139,80	174,23	13,22	9,63	7,22	11,96	6,98	8,03	191,83
Mars	11,50	49,87	10,16	52,446	52,443	139,91	174,34	13,22	9,63	7,23	11,96	6,99	8,03	191,82
Avril	11,49	49,84	10,16	51,771	51,768	140,02	174,46	13,22	9,65	7,23	11,95	7,00	8,03	191,53
Mai	11,53	49,86	10,17	51,012	51,011	139,91	174,33	13,22	9,64	7,22	11,96	6,99	8,03	191,48
Juin	11,56	49,86	10,17	50,757	50,755	139,74	174,12	13,22	9,66	7,23	11,96	6,98	8,03	191,97
Juillet ...	11,57	49,88	10,18	50,959	50,959	140,08	174,49	13,23	9,66	7,24	11,96	6,99	8,04	192,62
Août	11,63	50,10	10,22	51,656	51,656	140,79	175,44	13,28	9,72	7,27	12,02	7,03	8,07	194,09
Septembre ..	11,59	49,93	10,19	51,358	51,354	140,45	174,98	13,24	9,68	7,26	11,97	7,01	8,05	193,34
Octobre ...	11,57	49,84	10,16	50,918	50,916	140,10	174,53	13,22	9,65	7,24	11,95	6,99	8,03	192,29

¹ Moyenne du 1^{er} au 28 pour le mois de décembre 1958.

MARCHE DES CAPITAUX

I. — COURS COMPARES DE QUELQUES FONDS PUBLICS

14

Désignation des titres	Cotation pour	Cours au				
		1 juillet 1960	1 août 1960	1 septembre 1960	8 octobre 1960	2 novembre 1960
I. — Dette intér. dir. de l'Etat Belge (Intérêts à bonif.)						
Dette 3 ½ %, 1937	100,—	88,40	87,90	87,90	87,10	87,10
Dette 3 ½ %, 1943	100,—	83,60	83,20	83,30	83,30	82,80
Dette Unifiée 4 % 1 ^{re} s.	100,—	93,60	92,—	92,—	92,10	92,10
Emprunt de la Libération, 4 %, 1945	100,—	90,10	90,—	90,30	90,30	90,20
Emprunt 4 ½ %, 1952-1962, à 10 ans	100,—	102,10	100,—	101,10	101,—	100,70
Emprunt 4 ½ %, 1952-1964, à 12 ans	100,—	100,50	97,30	98,10	97,80	98,10
Emprunt 4 ½ %, 1953-1973, à 20 ans	100,—	95,90	94,—	93,30	93,40	93,20
Emprunt 4 ½ %, 1953-1968, à 15 ans	100,—	96,30	93,40	93,80	94,20	93,80
Emprunt 4 ½ %, 1954-1972, à 18 ans	100,—	94,30	90,20	91,60	92,—	91,80
Emprunt 4 ¼ %, 1954-1974, à 20 ans, 1 ^{re} série	100,—	93,20	89,60	90,90	90,90	90,60
Emprunt 4 ¼ %, 1954-1974, à 20 ans, 2 ^e série	100,—	92,30	88,80	89,70	89,70	89,80
Emprunt 4 %, 1955-1975, à 20 ans	100,—	90,80	86,10	87,60	87,50	87,20
Emprunt 4 ¼ %, 1956-1971, à 15 ans	100,—	96,50	93,—	93,50	93,90	94,20
Emprunt 4 ¼ %, 1956-1973, à 17 ans	100,—	94,80	93,40	92,80	93,—	93,10
Emprunt 5 %, 1957-1969, à 12 ans	100,—	98,90	95,—	95,60	96,10	96,—
Emprunt 5 ¼ %, 1960-1970 à 10 ans	100,—	99,—	96,40	97,10	97,30	96,90
Certif. de Trés. à 20 ans au plus, 4 %, 1943	100,—	111,10	110,10	108,70	109,—	109,30
Certif. de Trés. à 5 ans, 5 ½ %, 1957-1963	100,—	101,60	100,—	100,40	100,40	100,80
Certif. de Trés. 5 ½ %, 1958-1964	100,—	101,20	99,—	100,50	100,—	100,10
Emprunts à lots 1941, 4 %	1.000,—	941,—	906,—	914,—	915,—	917,—
Emprunts à lots 1953 (2 %, 5 % dès 1967)	1.000,—	1.023,—	1.014,—	1.017,—	1.035,—	1.048,—
II. — Dette indir. et dette gar. par l'Etat (Int. à bonif.)						
Dommages de guerre à lots 1923, 4 %	1.050,—	1.010,—	1.004,—	1.000,—	992,—	993,—
Empr. de la Reconstr. 1 ^{re} tr. 1947, 5 %	100,—	99,90	99,30	99,40	99,—	99,10
Empr. de la Reconstr. 2 ^e tr. 1949, 5 %	100,—	99,90	99,20	99,10	99,10	99,—
Empr. de la Reconstr. 3 ^e tr. 1950, 5 %	100,—	99,20	97,50	97,10	97,30	97,40
Emprunt du Fonds des Routes 4 ¼ %, à 10 ans, 1955-1965	100,—	96,40	94,70	94,90	94,90	94,90
Soc. Nat. Ch. de fer belges (tr. belge), act. priv. 4 %	500,—	480,—	452,—	457,—	467,—	471,—
Caisse autonome des Domm. de Guerre 1 ^{re} tr. 5 % 1953	100,—	97,60	96,60	96,—	94,60	93,90
Régie des Télégr. et Téléph. à 15 ans, 4 ½ %, 1953, 1 ^{re} s.	100,—	98,50	97,—	96,80	96,80	96,40
Régie des Télégr. et Téléph. à 15 ans, 4 ½ %, 1953, 2 ^e s.	100,—	98,30	97,60	97,40	97,50	97,30
Régie des Télégr. et Téléph. à 20 ans, 4 ¼ %, 1954, 1 ^{re} s.	100,—	93,50	92,10	91,50	91,40	91,20
Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 ¼ %, 1954-1974	100,—	93,10	92,30	92,20	92,10	91,80
Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 %, 1955-1975 1 ^{re} s.	100,—	90,80	89,30	88,80	88,30	87,90
Soc. Nat. Créd. à l'Ind. à 10 ans, 4 ½ %, 1951	100,—	101,90	101,60	102,10	101,40	101,50
Soc. Nat. Créd. à l'Ind. à 10 ans, 4 ½ %, 1952 2 ^e s.	100,—	103,90	101,90	102,20	102,40	102,70
III. — Dette directe du Congo belge.						
<i>Sans coupons d'intérêt : Congo belge, emprunt à lots 1888 ...</i>						
Intérêts à bonifier :						
Dette coloniale 1936, 4 %	100,—	57,—	46,40 ¹	40,50 ¹	38,20 ²	49,10 ¹
Dette coloniale 1954-1974, 4 ¼ %	100,—	51,—	46,— ¹	40,80 ¹	35,60 ³	33,90 ¹
Dette coloniale 1958-1964, 5 ½ %	100,—	72,20	60,30 ¹	52,90 ¹	48,— ¹	45,40 ¹

¹ Cours modifié papier. — ² Cours modifié argent. — ³ Vendeur réduit.

II. — INDICES MENSUELS DES ACTIONS COTEES AUX BOURSES DE BRUXELLES ET D'ANVERS 15¹

MARCHE AU COMPTANT

Source : Institut National de Statistique.

Dates	Indice général	Secteur financier et immobilier	Sociétés à portefeuille (non spécialisées)	Holdings (Transports & électricité)	Transports	Entreprises d'électricité et de gaz	Distribution d'eau	Industries de la métallurgie	Industries des fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Industries chimiques	Charbonnages	Glaceries et verreries	Industries de la confection	Industries textiles	Industries de l'alimentation	Industries diverses	Commerce et services	Congo et Ruanda-Urundi	Plantations	
Indices par rapport aux cours du mois précédent																					
1960 12 sept. ...	98	97	99	95	102	98	—	97	102	96	102	108	101	96	101	100	93	106	100	94	
10 octobre.	98	94	96	99	101	97	—	96	95	98	94	97	97	99	94	102	106	95	103	99	
Indices par rapport à la moyenne de l'année 1953																					
1959 10 octobre.	135	209	170	217	121	157	209	183	149	213	179	82	329	202	122	176	155	307	75	119	
10 novemb.	134	214	152	222	126	157	212	188	154	228	192	81	341	204	134	184	154	315	69	123	
10 décemb.	134	206	161	217	122	152	221	185	153	223	194	78	371	209	137	188	152	323	72	129	
1960 10 janvier.	138	217	171	222	120	153	—	195	160	235	206	79	362	218	140	198	160	311	72	124	
10 février.	129	212	159	211	109	150	—	179	159	221	202	76	360	212	139	192	149	305	59	121	
10 mars.	121	199	150	207	98	147	—	170	153	211	193	60	355	210	140	187	136	305	53	116	
11 avril ...	119	207	142	210	101	151	—	174	158	205	202	60	361	215	140	189	133	314	46	117	
10 mai ...	114	193	133	205	96	149	—	166	154	202	206	57	367	211	142	185	125	307	42	115	
10 juin ...	121	201	142	212	97	147	—	172	167	213	244	57	381	225	154	188	129	322	48	116	
10 juillet.	124	206	145	211	100	144	—	189	184	212	259	59	427	226	163	197	122	333	50	112	
10 août ...	123	210	145	212	95	149	—	194	173	215	268	65	442	229	171	201	124	360	39	103	
12 sept. ...	121	204	143	202	97	146	—	189	176	206	274	70	446	221	173	201	115	382	39	97	
10 octobre.	118	192	138	200	98	141	—	182	167	201	258	68	434	219	162	205	122	364	40	96	

III. — MOUVEMENT DES OPERATIONS A LA BOURSE DE BRUXELLES

15²

Source : Bulletin mensuel des statistiques publié par la Commission de la Bourse de Bruxelles.

Périodes	Nombre de séances	Obligations de sociétés		Actions ¹		Total ¹	
		Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)
1958	246	145	158	14.928	17.148	15.078	17.306
1959	247	188	210	19.747	25.719	19.935	25.929
1959 Août	21	12	14	1.357	1.895	1.369	1.909
Septembre	22	16	18	1.258	1.685	1.274	1.703
Octobre	22	13	15	1.695	2.024	1.708	2.039
Novembre	19	13	15	1.593	2.119	1.606	2.134
Décembre	22	16	18	1.434	1.786	1.450	1.804
1960 Janvier	20	13	15	1.484	2.023	1.497	2.038
Février	21	12	14	1.573	1.900	1.585	1.914
Mars	23	12	13	1.900	2.015	1.912	2.028
Avril	19	11	12	1.539	1.558	1.550	1.570
Mai	20	10	11	1.607	1.892	1.617	1.903
Juin	21	13	15	2.200	2.998	2.213	3.013
Juillet	20	19	21	1.769	2.306	1.788	2.327
Août	22	15	17	1.718	2.286	1.733	2.303
Septembre	22	14	15	1.618	1.898	1.632	1.913
Octobre	20	9	11	1.291	1.422	1.300	1.433

¹ Marchés au comptant et à terme.

IV. — RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES 16

(en pourcentages)

Début de mois	Dette unifiée (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans	Echéance de 5 à 10 ans	Echéances de 5 à 20 ans		Echéance à plus de 20 ans		Taux médian (non compris la Dette unifiée)
		Paraétat. et Villes	Villes	Etat	Paraétat. et Villes	Etat Emprunts à lots		
		(remboursement à date fixe)	(remboursement par annuités constantes)	(remboursement par annuités variables)		Dette directe	Dette indirecte	
		4 % 1 ^{re} s.	4,5 à 5,5 %	4 %	4 à 5 ¼ %	8 à 5 ¼ %	4 %	
1959 Septembre	4,27	4,47	4,93	5,04	5,01	4,66	5,12	5,0
Octobre	4,27	4,61	4,95	5,18	5,09	4,64	5,13	5,1
Novembre	4,24	4,62	4,93	5,06	5,08	4,64	5,15	5,0
Décembre	4,22	4,59	4,90	5,11	5,08	4,64	5,13	5,0
1960 Janvier	4,21	4,79	4,92	5,21	5,10	4,63	5,24 5,12	5,1
Février	4,24	4,82	4,94	5,32	5,13	4,61	5,09 ¹	5,1
Mars	4,25	4,83	4,94	5,31	5,15	4,60	5,10	5,1
Avril	4,26	4,73	4,95	5,23	5,14	4,54	5,08	5,1
Mai	4,26	4,84	4,96	5,26	5,17	4,52	5,06	5,1
Juin	4,27	4,94	4,98	5,28	5,19	4,57	5,09	5,1
Juillet	4,27	5,01	4,97	5,29	5,17	4,70	5,14	5,1
Août	4,35	5,67	5,04	5,79	5,41	4,92	5,24	5,4
Septembre	4,35	5,15	5,08	5,74	5,45	4,88	5,24	5,3
Octobre	4,34	5,26	5,15	5,71	5,47	4,86	5,26	5,4
Novembre	4,34	5,28	5,23	5,73	5,53	4,81	5,26	5,4

N.B. Méthode d'établissement : voir Bulletin d'Information et de Documentation de février 1956, p. 84.

¹ A partir de janvier 1960, le rendement a été obtenu après déduction de la taxe mobilière.

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Constitutions de sociétés			Augmentations de capital				Emissions d'obligations		Ensemble des émissions Montant nominal	Primes d'émission 1	Libération sans espèces		Emissions nettes 4
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur val. nominale	Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur val. nominale	Nombre	Montant nominal			Apports en nature 2	Incorporations de réserves 3	

A. — Sociétés belges (sociétés anonymes et en commandite par actions, sociétés de personnes à responsabilité limitée)

1958	2.473	1.892	1.588	716	17.970	7.184	6.412	164	3.216	12.292	210,5	1.952	2.562	6.842 ⁵
1959	2.687	3.701	3.420	760	17.178	6.626	6.221	p 90 ⁶	p 5.222 ⁶	p 15.549 ⁶	138,5	4.539	1.903	p 8.546 ⁶
1959 5 prem. mois	1.226	1.344	1.225	309	8.123	2.852	2.746	13	955	5.151	24,8	1.456	985	2.500 ⁵
1960 5 prem. mois	1.694	1.694	1.302	336	5.586	2.831	2.670	7	150	4.675	47,5	1.024	812	2.334
1959 Août	136	70	66	23	912	90	88	1	20	180	4,0	63	27	88
Septembre	196	186	124	52	816	433	419	1	75	694	0,8	111	339	169
Octobre	201	254	244	61	1.316	412	398	2	401	1.067	100,0	312	43	788
Novembre	180	214	180	60	837	248	232	3 ⁶	2.200 ⁶	2.662 ⁶	1,3	204	94	2.315 ⁶
Décembre	300	923	900	111	4.874	1.556	1.474	—	—	2.479	7,5	1.535	84	763
1960 Janvier	290	193	184	40	1.000	551	539	2	25	769	17,0	144	16	605
Février	294	233	185	40	268	162	122	1	50	445	0,5	136	11	210
Mars	267	559	316	71	330	273	217	1	4	836	29,9	206	77	284
Avril	229	539	501	75	967	498	495	2	21	1.058	—	293	250	474
Mai	210	171	117	110	3.021	1.346	1.297	1	50	1.567	0,2	245	459	760
Juin	p	268	249	—	—	2.387	2.253	—	—	2.655	108,7	268	298	2.045
Juillet	p	1.102	1.022	—	—	1.382	996	—	—	2.484	—	1.560	43	415
Août	p	150	137	—	—	692	475	—	—	842	3,9	149	144	323
Septembre	p	654	608	—	—	768	288	—	—	1.422	26,2	439	92	391
Octobre	p	176	125	—	—	1.819	1.753	1 ⁷	2.000 ⁷	3.995 ⁷	—	1.324	422	2.132 ⁷

B. — Sociétés congolaises (sociétés par actions et sociétés de personnes)

1958	281	631	475	100	3.851	1.375	1.280	14	451	2.457	—	562	452	1.192
1959	237	733	509	74	2.813	1.609	1.547	p 2	p 116	p 2.458	—	596	960	p 616
1959 3 prem. mois	63	133	107	21	433	386	359	—	—	519	—	317	86	63
1960 3 prem. mois	74	630	609	10	238	80	79	—	—	710	—	593	36	59
1959 Janvier	24	48	46	13	102	173	148	—	—	221	—	93	67	34
Février	20	62	43	3	305	201	202	—	—	263	—	216	17	12
Mars	19	23	18	5	27	12	9	—	—	35	—	7	3	17
Avril	20	123	122	10	153	147	146	—	—	270	—	88	39	141
Mai	14	17	14	3	77	43	43	—	—	60	—	6	40	11
Juin	24	75	45	9	756	255	230	—	—	330	—	28	134	113
Juillet	19	45	16	6	810	273	265	—	—	318	—	6	250	25
Août	18	223	116	9	617	164	164	—	—	387	—	56	140	84
Septembre	26	47	35	5	208	269	269	—	—	316	—	16	265	23
Octobre	21	18	16	6	207	56	56	—	—	74	—	58	—	14
Novembre	18	24	12	2	9	5	4	—	—	29	—	4	—	12
Décembre	14	28	27	3	7	10	10	—	—	38	—	18	6	13
1960 Janvier	20	108	94	9	237	79	78	—	—	187	—	105	35	32
Février	19	479	478	—	—	—	—	—	—	479	—	467	—	11
Mars	35	43	36	1	1	1	0,3	—	—	44	—	20	—	16

1 Non comprises dans les montants libérés.

2 Compris dans les constitutions et augmentations de capital.

3 Comprises dans les augmentations de capital.

4 Comprendent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les libérations sans espèces, ainsi que les émissions destinées au remboursement d'anciens emprunts.

5 Déduction faite des emprunts de conversion : en 1958, 71 millions de francs; en 1959, 18 millions de francs; pour les 5 premiers mois de 1959, 10 millions de francs.

6 Y compris un emprunt de 2 milliards de francs de la S.N.C.I. émis en novembre 1959.

7 Y compris un emprunt de 2 milliards de francs de la S.N.C.I. émis en octobre 1960.

VI. — EMPRUNTS DES POUVOIRS PUBLICS ET DES ORGANISMES D'UTILITE PUBLIQUE ¹

18

(long et moyen terme)

Périodes	Emissions publiques en Belgique	Emprunts à l'étranger
	(millions de francs)	(millions)
1958	26.559	U.S. \$ 97
1959	28.308	{ U.S. \$ 62,25 D.M. 40 F.S. 50
1959 Décembre .	—	—
1960 Janvier ...	12.848	D.M. 120
Février ...	—	F.S. 50
Mars	1.500	U.S. \$ 25
Avril	8.078	U.S. \$ 35
Mai	—	—
Juin	3.638	—
Juillet ...	—	—
Août	—	—
Septembre .	—	—
Octobre ...	—	—

VII. - OPERATIONS BANCAIRES 19 DU CREDIT COMMUNAL

(Avances et remboursements opérés sur emprunts consentis aux pouvoirs publics et aux organismes d'utilité publique pour le paiement des dépenses).

Périodes	Dépenses extraordinaires		Dépenses ordinaires
	Prélèvements sur comptes 2	Rembourse- ments nets	Encours moyen des avances 3
	(millions de francs)		
1959 Moyenne .	681	161	1.177
1959 Août	555	38	1.447
Septembre .	797	58	1.500
Octobre ...	875	250	1.310
Novembre .	809	75	721
Décembre .	832	102	1.137
1960 Janvier ...	614	631	1.741
Février ...	668	106	1.772
Mars	741	105	1.526
Avril	506	412	2.075
Mai	548	69	1.148
Juin	953	93	1.516
Juillet ...	566	199	2.216
Août	1.538	33	1.298
Septembre .	1.454	39	979

VIII. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES ⁴

Périodes	Montant selon droits d'inscription perçus
	(millions de francs)
1958 Moyenne .	1.768
1959 Moyenne .	2.133
1959 Septembre .	2.157
Octobre ...	2.514
Novembre .	2.243
Décembre .	2.502
1960 Janvier ...	1.994
Février ...	1.970
Mars	2.466
Avril	2.333
Mai	2.280
Juin	2.906
Juillet ...	2.897
Août	2.865
Septembre .	2.515

¹ Emprunts de l'Etat, du Congo belge, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues et des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie). — ² Y compris les retraits sur subsides accordés par la province et l'Etat. — ³ Soldes moyens mensuels des avances non encore remboursées, accordées pour la couverture de dépenses ordinaires. — ⁴ Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 p.c. du total, mais non compris les hypothèques légales.

FINANCES PUBLIQUES

25¹

I. — SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

(millions de francs)

Fin de mois	Dettes consolidées			Dettes à moyen terme ³			Dettes à court terme ⁴			Avoirs des partic. en C.C.P.	Dettes totales 1 5	
	intérieures			extérieure 1 2	intérieure	extérieure 2	totale	intérieure 5	extérieure 2			totale
	directe	indirecte	totale									
1959 Août	184.260	19.933	204.193	18.755	22.700	1.535	24.235	73.674	14.506	88.180	26.366	361.729
Septembre ...	192.322	19.909	212.231	18.669	22.700	1.536	24.236	66.693	15.256	81.949	26.574	363.659
Octobre	191.916	19.834	211.750	18.681	22.700	1.533	24.233	75.236	14.611	89.847	26.952	371.463
Novembre ...	191.244	19.812	211.056	18.627	22.700	1.534	24.234	76.980	14.698	91.678	26.842	372.437
Décembre	190.824	19.785	210.609	18.527	23.002	1.359	24.861	75.559	15.163	90.722	29.053	373.272
1960 Janvier	189.603	19.756	209.359	20.003	24.253	1.356	25.609	77.362	14.826	92.188	26.952	374.111
Février	202.002	19.726	221.728	20.005	21.165	1.355	22.520	74.536	14.399	88.935	27.237	380.425
Mars	201.829	19.692	221.521	19.861	20.965	1.354	22.319	76.460	14.250	90.710	27.156	381.567
Avril	203.542	19.670	223.212	19.836	17.613	1.354	18.967	82.421	14.928	97.349	27.170	386.534
Mai	207.750	19.637	227.387	19.781	17.613	1.358	18.971	78.194	16.186	94.380	27.898	388.417
Juin	207.162	19.609	226.771	19.642	17.613	1.357	18.970	77.202	17.656	94.858	28.663	388.904
Juillet	206.810	19.542	226.352	19.611	17.913	1.363	19.276	76.944	17.284	94.228	28.276	387.743
Août	206.634	19.524	226.158	19.620	17.913	1.363	19.276	78.368	17.647	96.015	27.856	388.925
Septembre ...	206.460	19.501	225.961	19.421	18.107	1.361	19.468	78.138	18.969	97.107	27.162	389.119
Octobre	205.971	19.428	225.399	19.309	18.107	1.354	19.461	79.738	20.617	100.355	27.343	391.867

¹ Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918. — ² Le montant des dettes extérieures est établi d'après le cours des changes à la date indiquée. — ³ Certificats de trésorerie à échéance de plus d'un an. — ⁴ Certificats à un an d'échéance au plus. — ⁵ Non compris la Dotation des Combattants.

II. — AVOIRS EN EFFETS PUBLICS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

25²

(millions de francs)

Fin de mois	A 120 jours au maximum	A plus de cinq ans		Total
	Certificats de trésorerie 1	Créance consolidée sur l'Etat 2	Effets publics nationaux 3	
1956 Décembre	5.989	34.660	2.072	42.721
1957 Juin	7.588	34.456	2.230	44.274
Septembre	8.727	34.456	2.235	45.418
Décembre	6.616	34.456	2.239	43.311
1958 Mars	8.690	34.243	2.375	45.308
Juin	8.615	34.243	2.372	45.230
Septembre	2.115	34.243	2.376	38.734
Décembre	7.840	34.243	2.379	44.462
1959 Mars	9.465	34.030	2.465	45.960
Juin	7.315	34.030	2.463	43.808
Septembre	5.315	34.030	2.466	41.811
Décembre	8.215	34.030	2.469	44.714
1960 Mars	8.990	34.000	2.523	45.513
Juin	8.390	34.000	2.521	44.911
Septembre	9.365	34.000	2.524	45.889

1 Convention du 14 septembre 1948, conclue en vertu de l'art. 18 de la loi organique de la B.N.B. — 2 Art. 8 § b), de la loi du 28 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la B.N.B. — 3 Art. 14 de la loi organique de la B.N.B.

III. — APERÇU DE L'EXECUTION DES BUDGETS

25³

(millions de francs)

Source : *Moniteur Belge*.

Recettes	Du 1/I au 30/IX/1960		Dépenses	Du 1/I au 30/IX/1960	
	Pour compte exerc. 1959	Pour compte exerc. 1960		Pour compte exerc. 1959	Pour compte exerc. 1960
<i>Voies et moyens :</i>			<i>Dépenses ordinaires :</i>		
Impôts	6.094	72.328	Dettes publiques	1.463	10.816
Taxes, péages et redevances	53	3.037	Pensions	443	10.455
Revenus patrimoniaux	375	494	Dotations	1	303
Remboursements	313	521	Non-valeurs et remboursements	72	206
Produits divers	85	459	Administration { rémunérations	441	18.938
Impôts d'assainissement monétaire ...	—	—	générale { matériel	2.254	3.259
Recettes résultant de la guerre	22	100	Subventions	4.756	26.979
			Travaux	255	391
			Autres dépenses	— 707	3.867
Total ...	6.942	77.439	Total ...	8.978	75.214
<i>Recettes extraordinaires :</i>			<i>Dépenses extraordinaires :</i>		
Produits d'emprunts consolidés	—	20.995	Service de la dette publique	—	1.855
Diverses	19	173	Crédits relatifs aux avances	— 495	2.703
			Crédits relatifs aux participations	22	4.435
			Crédits relatifs { immob. nouv. ...	— 571	11.086
			aux immobilis. { rest. du dom. pub.	— 1	420
			Autres dépenses	— 50	3.320
Total ...	19	21.168	Total ...	— 1.095	23.819
TOTAL GENERAL ...	6.961	98.607	TOTAL GENERAL ...	7.883	99.033
Mali ...	922	426			

a) Recettes fiscales sans distinction d'exercice

(non compris les centimes additionnels provinciaux et communaux
et les sommes attribuées au Congo belge et au Ruanda-Urundi)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

Périodes	Contributions directes 1	Douanes et Accises	Enregistrement	Recettes globales 1	Recettes globales cumulatives depuis janvier 1
1958 Moyenne mens. ...	3.069	1.514	2.738	7.321	—
1959 Moyenne mens. ...	3.230	1.636	2.994	7.860	—
1959 Juillet	6.371	1.726	2.884	10.981	57.148
Août	2.410	1.434	2.783	6.627	63.775
Septembre	3.631	1.633	2.960	8.224	71.999
Octobre	2.787	1.840	3.237	7.864	79.863
Novembre	2.130	1.783	3.006	6.919	86.782
Décembre	2.502	1.810	3.223	7.535	94.317
1960 Janvier	6.065	1.592	2.902	10.559	10.559
Février	2.315	1.456	2.880	6.651	17.210
Mars	2.487	1.968	3.360	7.815	25.025
Avril	2.510	1.851	3.107	7.468	32.493
Mai	3.166	1.786	3.131	8.033	40.576
Juin	3.873	1.859	3.207	8.939	49.515
Juillet	7.027	1.961	3.070	12.058	61.573
Août	3.413	1.844	3.081	8.338	69.911
Septembre	3.436	2.002	3.572	9.010	78.921

b) Recettes totales effectuées jusqu'au 30 septembre 1960 pour les exercices 1959 et 1960

(non compris les centimes additionnels provinciaux et communaux
et les sommes attribuées au Congo belge et au Ruanda-Urundi)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

	Exercice 1959 2		Exercice 1960		Septembre 1960
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées pour l'exerc. 1960
I. Contributions directes 1	39.489	38.670	28.612	27.413	3.436
II. Douanes et accises	19.623	20.223	15.917	16.493	2.002
dont douanes	5.370	5.700	4.458	4.205	499
accises	13.353	14.253	10.686	12.095	1.398
taxes spéciales de consommat.	650		511		61
III. Enregistrement	35.927	35.701	28.299	28.385	3.572
dont enregistrement	3.653	3.550	2.908	2.804	337
successions	1.789	1.790	1.427	1.711	206
timbres et taxes assimilées ...	30.077	29.920	23.629	23.530	2.997
Total 1 ...	95.039	94.594	72.828	72.291	9.010
Différence par rapport aux éval. budgét.	+ 445		+ 537		+ 278

1 Y compris le produit des versements anticipatifs à valoir sur la taxe professionnelle.

2 L'exercice 1959 commencé le 1er janvier 1959 s'est clôturé le 31 mars 1960.

NOTE. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

REVENUS ET EPARGNE

30²

I. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Nombre de sociétés			Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividende brut mis en paiement	Dette obligataire ¹	Coupons d'obligations bruts
	recensées	en bénéfiques	en perte			bénéfice	perte			
(millions de francs)										
1958 ²	13.974	10.454	3.520	193.699	111.775	30.464	2.256	17.785	64.040 ³	2.655
1959 ²	14.454	10.184	4.270	206.952	122.423	26.918	4.121	16.893	71.717 ³	3.170
1959 Mars	1.558	1.143	415	16.670	9.832	2.286	458	1.367	5.536	246
Avril	2.730	1.957	773	34.114	23.697	3.706	589	1.978	5.337	233
Mai	2.958	2.123	835	61.665	34.173	9.174	1.179	6.360	4.818	209
Juin	1.686	1.211	475	31.679	19.136	4.413	386	2.552	6.106	290
Juillet	576	411	165	14.276	8.831	1.661	327	1.274	5.320	231
Août	195	139	56	1.438	1.084	200	83	98	4.120	162
Septembre	293	217	76	2.326	1.796	342	131	154	5.361	230
Octobre	523	354	169	9.380	3.635	1.075	253	703	4.754	203
Novembre	401	285	116	17.262	8.713	1.731	117	1.218	5.146	229
Décembre	351	233	118	7.627	4.069	773	95	471	6.584	320
1960 Janvier	116	89	27	2.510	984	290	25	183	7.419	366
Février	176	143	33	1.204	1.988	460	14	529	5.242	233
Mars	1.487	1.140	347	15.842	9.936	2.396	289	1.380	6.119	283
Avril	2.580	1.946	634	34.314	20.548	4.009	522	2.432	6.029	278
Mai	2.962	2.225	737	65.409	38.414	11.391	1.309	7.609	5.114	231

¹ En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

² Déduction faite des doubles emplois.

³ Au 31 décembre.

II. CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE 31 ET DE RETRAITE

Dépôts sur livrets des particuliers
à la Caisse d'Épargne¹ (épargne pure)
(millions de francs)

Périodes	Versements	Remboursements	Excédents	Soldes des dépôts à fin de période
1958 Moyenne mens.	1.576	1.193	383	66.700 ²
1959 Moyenne mens.	1.828	1.353	475	74.442 ²
1959 Août	1.730	1.189	541	70.962
Septembre	1.757	1.474	283	71.245
Octobre	1.824	1.419	405	71.650
Novembre	1.688	1.266	422	72.072
Décembre	1.989	1.655	334	74.442 ²
1960 Janvier	2.326	1.185	1.141	75.583
Février	1.856	1.532	324	75.907
Mars	1.853	1.636	217	76.124
Avril	1.784	1.719	65	76.189
Mai	1.777	1.660	117	76.306
Juin	1.798	1.698	100	76.406
Juillet	1.897	1.780	117	76.523
Août	1.640	1.829	-189	76.334
Septembre	1.719	1.654	65	76.399
Octobre	1.835	1.726	109	76.508

¹ Y compris les livrets des prisonniers de guerre. Nombre de livrets au 31 décembre 1958 : 6.877.430 (chiffre rectifié) et au 31 décembre 1959 : 7.034.844.

² Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice.

III. — INDICE DES REMUNÉRATIONS 32 HORAIRE BRUTES DES OUVRIERS

Base 1953 = 100

Méthode d'établissement et conditions d'utilisation :
voir Bulletin de novembre 1957, page 413

Périodes	Gain moyen brut par heure prestée (hommes + femmes)	Salaire horaire type	
		ouvrier qualifié ¹	ouvrier non qualifié ¹
1956 Juin	113,8	113,2	113,9
Septembre	115,2	115,1	115,5
Décembre	119,5	118,3	118,1
1957 Mars	121,9	121,8	122,0
Juin	125,4	124,1	124,4
Septembre	124,9	125,1	124,7
Décembre	128,9	127,7	127,8
1958 Mars	128,8	128,2	128,4
Juin	130,9	128,8	129,0
Septembre	130,5	129,0	129,0
Décembre	132,3	128,6	129,3
1959 Mars	131,2	128,6	129,8
Juin	132,1	129,9	131,4
Septembre	133,6	131,1	132,6
Décembre	136,9	133,0	133,8
1960 Mars	135,7	133,4	134,8
Juin	138,9	135,3	136,9
Septembre	137,9	135,2	136,4

¹ Non compris les ouvriers du transport.

MOUVEMENT DES AFFAIRES

I. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

35

Mouvement du débit

Périodes	Nombre de chambres à fin de période	Bruxelles										Province		Bruxelles et province	
		Argent à 1, 5 et 10 jours ¹		Titres effets publics et coupons		Virem. chèques prom., quitt., etc.		Opérations sur l'étranger		Totaux		milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs
		milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs				
1958 Moyenne	38	2,1	112,7	2,1	14,6	240,3	111,6	2,9	5,4	247,4	244,3	234,9	63,1	482,3	307,4
1959 Moyenne	38	1,9	123,6	2,2	15,1	243,1	120,7	2,9	7,1	250,1	266,5	236,5	63,7	486,7	330,2
1959 Août	39	1,7	87,8	1,5	14,4	216,0	114,2	2,4	5,6	221,6	222,0	213,4	56,1	435,0	278,1
Septembre	39	1,8	114,4	1,9	19,9	240,8	119,6	2,7	6,8	247,2	260,7	241,2	63,8	488,4	324,5
Octobre	39	1,8	100,3	1,7	13,1	248,5	119,2	2,9	8,1	254,9	240,7	241,3	65,1	496,2	305,9
Novembre	39	2,0	130,4	1,5	16,0	248,5	123,0	3,3	7,8	255,3	277,2	241,4	60,2	496,7	337,4
Décembre	39	2,6	204,4	1,8	16,7	283,4	128,2	3,6	8,2	291,4	357,5	265,3	64,1	556,8	421,6
1960 Janvier	39	2,4	197,5	1,4	13,7	238,5	114,9	3,1	9,4	245,4	335,5	220,4	58,8	465,8	394,2
Février	39	3,2	214,2	1,6	22,1	263,6	128,2	3,2	8,0	271,6	372,5	246,4	59,5	518,0	432,0
Mars	39	3,1	212,8	1,9	20,5	285,6	122,3	3,2	8,0	293,8	363,6	257,8	59,6	551,7	423,1
Avril	39	2,8	182,0	1,7	22,4	244,2	123,6	3,0	8,8	251,7	336,8	224,5	53,6	476,2	390,4
Mai	39	2,9	220,2	1,9	17,0	297,5	132,1	3,3	9,2	305,6	378,5	260,1	54,7	565,7	433,2
Juin	39	3,0	216,4	1,9	14,0	303,0	130,8	3,5	10,4	311,4	371,6	251,3	56,9	562,7	428,6
Juillet	39	2,8	253,5	1,7	17,2	280,8	142,7	3,5	13,5	288,8	426,9	225,6	53,0	514,4	479,9
Août	39	3,1	221,9	1,5	12,9	295,2	137,2	4,1	13,0	303,9	385,0	251,5	58,0	555,4	443,0
Septembre	39	3,2	201,6	1,5	15,0	285,4	126,3	3,7	9,0	293,8	351,9	248,2	57,1	542,0	409,0
Octobre	39	3,2	199,9	1,4	16,0	301,1	135,0	4,9	10,5	310,6	361,4	249,9	56,3	560,5	417,7

¹ Y compris les remboursements des capitaux prêtés la veille au jour le jour, ou précédemment à 5 et 10 jours. — Depuis le 17 novembre 1959, y compris les opérations effectuées entre organismes qui, auparavant, n'étaient pas représentés en Chambre de Compensation.

II. — MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX

36

(milliards de francs)

Périodes	Milliers de comptes à fin de période	Avoir global (moyenne journalière)	Avoirs des particuliers	Crédit		Débit		Mouvement général	Opérations sans emploi de numéraire %	Vitesse de circulation ²
				Versements	Virements	Chèques et divers	Virements			
1958 Moyenne	789 ¹	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,8	91	4,21
1959 Moyenne	819 ¹	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91	4,11
1959 Août	805	33,8	26,2	37,7	90,8	37,4	90,8	256,6	92	3,82
Septembre	810	34,4	25,9	39,3	97,7	38,6	97,7	273,3	90	3,84
Octobre	814	34,6	26,3	40,9	105,6	42,3	105,6	294,5	91	4,00
Novembre	816	33,8	26,5	37,2	93,6	37,4	93,6	261,7	90	4,07
Décembre	819	34,8	26,6	44,4	107,5	40,1	107,5	299,4	91	4,11
1960 Janvier	820	36,3	26,0	40,5	104,4	41,1	104,4	290,5	92	4,04
Février	823	36,3	26,1	41,3	103,4	43,2	103,4	291,4	92	4,07
Mars	825	36,0	26,4	40,7	102,1	39,2	102,1	284,1	92	3,66
Avril	826	35,2	26,6	40,7	100,2	41,0	100,2	282,2	92	4,21
Mai	827	37,4	27,0	42,0	103,4	41,2	103,4	290,1	92	3,89
Juin	830	38,0	27,5	43,3	104,8	41,3	104,8	294,2	92	3,87
Juillet	831	40,4	27,7	47,1	113,8	48,0	113,8	322,7	91	4,03
Août	838	38,7	27,3	43,6	106,7	44,8	106,7	301,7	92	3,77
Septembre	846	36,8	26,7	40,0	100,0	40,6	100,0	280,6	91	3,69
Octobre	850	36,6	26,8	41,3	103,8	42,8	103,8	291,7	92	3,87

¹ Au 31 décembre.

² Rapport par mois-type de 25 jours, du mouvement du débit à l'avoir journalier moyen.

* Ces avoirs comprennent : les avoirs libres et les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués.

PRIX

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

45¹

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

Périodes	Indice général	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux						Produits chimiques			Peaux et cuirs
					Indice général du groupe	Charbon	Sous-produits du charbon	Produits pétroliers	Minerais et métaux bruts	Produits des carrières	Indice général du groupe	Produits chimiques	Engrais chimiques	
<i>Nombre de produits ...</i>	135	13	14	2	19	4	4	3	5	3	11	8	3	5
1958 Moyenne	422	359	470	356	455	668	481	290	410	471	327	350	274	327
1959 Moyenne	420	371	447	359	446	629	451	316	399	471	326	350	269	387
1959 Juillet	419	376	442	357	440	624	436	311	395	470	325	349	268	408
Août	422	389	437	351	439	619	437	309	398	471	321	351	254	407
Septembre	423	386	442	354	440	620	439	310	398	471	319	348	251	409
Octobre	423	376	442	358	444	624	441	312	405	470	321	351	252	402
Novembre	424	376	425	361	443	624	441	312	401	470	327	353	269	391
Décembre	426	370	420	361	447	624	441	331	403	470	328	353	271	386
1960 Janvier	430	376	425	361	441	621	407	333	406	470	331	353	280	397
Février	426	357	418	358	441	621	407	326	411	470	332	354	280	390
Mars	425	358	418	357	437	596	407	326	410	470	332	353	281	387
Avril	424	353	417	360	434	599	398	324	408	468	331	352	281	389
Mai	427	347	441	353	433	603	396	324	408	468	326	349	271	380
Juin	427	367	443	347	433	606	398	324	401	467	321	349	256	372
Juillet	424	380	411	350	435	610	398	328	400	467	320	349	254	370
Août	422	385	411	351	435	612	401	333	397	466	321	348	257	366
Septembre	424	401	403	349	437	620	403	333	397	472	318	348	248	365

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE (suite)

45¹

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

Périodes	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles						Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques			
				Indice général du groupe	Laine	Lin	Coton	Jute	Fibres artificielles		Indice général du groupe	Sidéurgie	Fabr. métalliques	Non ferreux
<i>Nombre de produits ...</i>	1	6	4	21	5	5	6	2	3	13	26	9	13	4
1958 Moyenne	278	619	485	336	367	266	447	329	248	514	480	557	455	406
1959 Moyenne	347	592	465	326	373	271	412	290	240	516	481	551	452	434
1959 Juillet	346	574	464	323	330	266	404	277	240	518	480	553	453	424
Août	369	597	464	328	399	270	407	280	238	518	484	553	455	437
Septembre	356	609	464	332	397	284	411	275	238	518	483	557	453	433
Octobre	372	614	464	335	390	299	412	269	239	518	484	554	453	443
Novembre	429	625	464	343	339	315	416	298	237	518	485	556	452	443
Décembre	394	643	466	351	391	317	422	363	237	520	486	559	453	447
1960 Janvier	396	650	466	358	397	319	431	390	237	542	485	558	450	452
Février	395	650	467	353	390	320	428	360	238	542	484	555	449	456
Mars	409	653	467	352	387	311	425	388	238	542	483	553	449	452
Avril	414	658	467	355	387	311	426	421	238	542	483	553	449	450
Mai	440	658	469	363	385	311	429	523	238	542	481	553	449	442
Juin	417	655	469	358	383	308	435	459	238	542	483	555	451	444
Juillet	367	655	469	348	378	287	438	411	238	542	486	561	451	451
Août	383	655	469	341	371	272	433	403	238	542	485	564	451	439
Septembre	346	659	469	348	365	272	432	522	238	543	483	558	451	434

b) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE 45²
ET A L'ETRANGER

Base : moyenne 1953* = 100

Périodes	Belgique (Ministère des Affaires économiques)	Pays-Bas (Central Bureau voor de Statistiek)	France (Statistique générale de la France)	Italie (Banco di Roma)	Allemagne occidentale (Statistische Bundesamt) 1	Royaume-Uni* (Board of Trade) 1954 = 100	Etats-Unis (Department of Labor Bureau Labor Statistics)	Suisse (Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et du Travail)
1958 Moyenne	102	105	121	101	106	111	108	102
1959 Moyenne	101	106	126	98	105	111	108	100
1959 Août	102	105	126	97	105	111	108	100
Septembre	102	106	127	98	105	112	109	100
Octobre	102	108	129	99	105	112	108	101
Novembre	102	108	129	99	106	112	108	102
Décembre	103	107	130	99	106	112	108	101
1960 Janvier	104	106	131	99	106	112	108	102
Février	103	105	129	99	106	112	108	101
Mars	102	104	129	99	106	112	109	101
Avril	102	104	130	98	106	113	109	101
Mai	103	104	132	98	106	113	109	101
Juin	103	104	128	99	106	113	109	101
Juillet	102	103	128	99	106	p113	109	101
Août	102	102	128	99	107	p113	108	101
Septembre	102	102	129	98	p107	p113	108	101
Octobre	102	102			p108	p114	109	101

1 Produits finis industriels.

* Royaume-Uni : nouvel indice sur base 1954 = 100 (tous produits manufacturés).

c) INDICES DES PRIX DE DETAIL 46
EN BELGIQUE

Base : moyenne 1953 = 100

Source : Ministère des Aff. économ. (Service de l'Index).

Périodes	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services
1958 Moyenne	108,31	107,9	106,2	114,6
1959 Moyenne	109,64	109,5	106,6	120,0
1959 Septembre	110,23	110,0	107,2	120,9
Octobre	110,38	110,4	107,0	121,0
Novembre	110,62	110,8	107,1	121,1
Décembre	110,53	110,6	107,1	121,5
1960 Janvier	110,28	110,1	107,1	121,5
Février	110,17	109,8	107,1	121,7
Mars	109,89	109,3	107,0	122,0
Avril	109,79	109,1	106,8	122,3
Mai	109,76	109,3	106,7	122,2
Juin	109,96	109,6	106,8	122,3
Juillet	109,67	108,8	106,9	122,5
Août	109,56	108,6	107,0	122,5
Septembre	109,76	108,8	107,1	122,7
Octobre	110,14	109,3	107,3	123,3
Novembre	110,34	109,6	107,1	124,2

PRODUCTION

50

I. — INDICE DE L'ACTIVITE ET DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base : moyenne 1953 = 100

Périodes	Indices de l'activité industrielle Source : Institut National de Statistique							Indices de la production industrielle Source : Inst. de Recherches Econ. et Sociales					
	Indice général	Indice des industries extractives	Indices des industries manufacturières					Indice général	dont				
			Ensemble	dont					Com-bustibles et énergie	Sidérurgie	Fabrications métalliques	Fila-tures	Tissages
				Sidé-rurgie	Fabri-cations métal-liques	Fila-tures	Tissages						
1958 Moyenne	106,3	91,4	110,4	127,9	100,7	97,1	103,6	115,1	98,1	128,3	126,8	98,7	96,1
1959 Moyenne p	106,9	79,4	114,4	140,0	94,3	112,5	116,7	119,2	87,6	139,7	131,7	115,5	108,4
1959 Juin	110,7	81,1	118,8	146,2	97,9	119,5	119,6	121,1	86,2	145,0	132,8	118,6	110,4
Juillet	92,6	67,1	99,6	131,1	77,5	94,4	103,5	104,3	72,7	128,8	116,3	92,5	93,1
Août	99,9	71,4	107,7	126,9	84,8	107,1	105,0	111,1	78,6	127,0	119,7	112,1	97,3
Septembre	112,8	80,7	121,6	149,5	99,9	120,9	127,5	124,8	87,1	148,0	140,2	118,4	114,1
Octobre	119,3	86,6	128,3	160,0	104,3	126,6	136,7	127,6	90,0	153,2	142,1	121,0	116,8
Novemb. p	110,6	83,4	118,1	144,6	95,9	110,9	125,6	132,4	95,5	151,8	148,9	135,4	129,2
Décembre p	115,2	85,8	123,2	156,1	103,9	128,4	130,8	126,6	95,0	152,4	139,3	128,5	117,9
1960 Janvier p	108,1	77,4	117,2	148,0	96,7	131,5	121,6	122,2	92,4	147,0	132,8	137,7	114,4
Février p	109,9	78,0	118,2	156,3	96,5	118,6	120,6	128,4	93,7	160,2	144,5	124,9	112,2
Mars p	120,8	86,9	130,1	166,9	104,7	128,1	136,1	131,9	91,5	160,8	151,4	124,8	118,3
Avril p	114,7	82,4	123,6	148,1	101,5	117,5	122,1	129,3	89,4	150,6	145,6	121,4	116,1
Mai p	114,4	80,1	123,3	152,3	99,3	116,7	123,6	130,7	89,3	155,1	142,8	126,8	122,7
Juin p	115,4	78,6	125,5	154,9	101,5	123,1	124,5	130,4	83,8	157,9	146,4	129,8	118,2
Juillet p	95,2	65,2	103,4	135,7	81,3	95,0	103,9	109,7	76,3	137,4	119,4	99,3	98,5
Août p	109,7	77,3	118,6	156,6	98,7	108,1	107,5	121,7	83,6	154,0		109,3	99,9

Source : Ministère des Affaires économiques (Direction générale des Mines).

Périodes	Mines de houille								Nombre moyen de jours d'extraction	Stock à fin de période (milliers de tonnes)
	Nombre moyen d'ouvriers présents (milliers)		Production par bassin (milliers de tonnes)							
	du fond	fond et surf.	Mons	Centre	Charleroi	Liège	Campine	Total		
1936-1938 Moyenne	87	125	408	353	640	451	541	2.425 ¹	24,0	1.502
1958 Moyenne	91	122	300	245	540	339	831	2.255	21,3	6.928
1959 Moyenne	78	106	215	172	460	318	731	1.896	18,7	7.496
1959 Août	72	99	199	161	391	289	658	1.698	18,2	7.763
Septembre	73	100	210	174	457	326	715	1.882	19,5	7.753
Octobre	73	100	221	187	498	355	755	2.016	20,6	7.767
Novembre	73	99	222	179	465	314	812	1.992	19,7	7.716
Décembre	72	98	221	184	486	343	819	2.053	20,3	7.496
1960 Janvier	70	95	203	173	434	310	784	1.904	19,8	7.341
Février	67	92	203	170	475	316	768	1.932	20,2	7.386
Mars	69	95	215	175	494	340	824	2.048	20,7	7.440
Avril	68	93	214	166	465	317	759	1.921	19,9	7.439
Mai	65	89	198	166	463	303	739	1.869	19,9	7.441
Juin	63	87	187	170	474	298	701	1.830	19,8	7.417
Juillet	59	82	134	140	307	190	743	1.514	17,3	7.253
Août	56	78	177	171	426	294	752	1.820	22,2	7.078
Septembre	p 57	79	184	169	482	316	781	1.932	22,5	6.969
Octobre	p		172	166	474	311	814	1.937		6.805

¹ Y compris 82.000 tonnes. provenant du bassin de Namur. Les charbonnages de ce bassin ont été répartis en 1942 entre les bassins de Liège et de Charleroi.

Sources : Ministère des Affaires économiques (Direction générale des Mines et Institut National de Statistique) — Ministère des Finances (Accises).

Périodes	Cokes		Agglomérés		Pétroles bruts mis en œuvre (milliers de kilolitres)	Hauts fourneaux en activité (à la fin de la période)	Production métallurgique (milliers de tonnes)		
	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers			Fonte	Acier brut	Acier et fer finis
1936-1938 Moyenne	435	3.831	142	855	—	37	261	253	202
1958 Moyenne	576	4.632	86	477	630	49	460	501	349
1959 Moyenne	601	4.539	83	453	644	50	497	536	386
1957 Juillet	592	4.507	46	420	623	45	485	521	352
Août	594	4.549	56	423	650	48	470	506	340
Septembre	602	4.519	72	415	620	47	517	573	416
Octobre	635	4.544	82	397	577	49	557	619	442
Novembre	623	4.519	91	437	578	50	520	549	399
Décembre	652	4.529	103	450	641	50	555	604	429
1960 Janvier	646	4.551	115	491	698	51	540	562	408
Février	610	4.476	96	482	700	52	536	593	437
Mars	654	4.493	92	428	683	52	590	605	453
Avril	620	4.532	108	424	631	51	527	593	401
Mai	645	4.589	89	419	580	51	551	611	410
Juin	628	4.512	69	400	744	51	556	626	417
Juillet	628	4.531	45	402	739	51	539	565	348
Août	648	4.626	92	397	722		p578	p640	p414
Septembre	636	4.532	80	400	715				

III. — PRODUITS TEXTILES

56¹

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Production de fils (tonnes)							Production de rayonne (tonnes)	Production de tissus écrus tombés de métiers (pour compte propre, services publics et ordres à façon) (tonnes)				
	Fil de lin	Fil de jute	Fil de chanvre	Fil de coton		Fil de laine			Lin	Jute 1	Coton	Laine 2	Rayonne
				fin	cardé	peignée	cardée						
1958 Moyenne .	729	6.110	70	6.232	349	1.924	1.248	2.251	562	3.331	5.597	2.056	703
1959 Moyenne .	950	6.591	61	7.189	344	2.427	1.446	2.366	628	3.106	6.224	2.437	752
1959 Juillet ...	888	5.662	57	6.680	316	1.471	1.296	1.647	577	2.746	5.698	2.152	601
Août	735	5.502	56	6.710	241	2.674	1.415	2.417	526	2.665	5.363	2.342	638
Septembre .	1.035	6.880	66	7.458	384	2.831	1.629	2.258	691	3.449	6.680	2.707	811
Octobre ...	1.129	7.315	62	7.616	378	2.953	1.681	2.448	733	3.905	7.150	2.870	897
Novembre .	1.053	6.444	65	7.314	338	2.831	1.486	2.514	737	3.608	6.848	2.556	775
Décembre .	1.141	7.274	64	7.672	366	2.882	1.607	2.774	831	3.720	6.975	2.622	881
1960 Janvier ...	1.090	6.655	42	9.378	356	2.784	1.492	2.597	707	2.647	6.968	2.420	761
Février ...	948	6.473	100	7.273	353	2.801	1.538	2.606	695	3.223	6.646	2.377	827
Mars	1.120	7.895	75	7.728	396	3.109	1.462	2.528	796	3.713	7.528	2.574	1.025
Avril	1.109	6.596	67	7.213	329	2.707	1.333	2.291	703	3.093	6.816	2.302	926
Mai	992	6.797	47	7.108	360	2.719	1.470	2.591	734	3.288	6.919	2.401	837
Juin	1.113	6.844	57	7.375	349	3.014	1.464	2.676	700	3.202	6.958	2.468	823
Juillet ...	938	5.125	51	5.805	330	2.057	1.220	1.964	592	2.696	5.967	2.062	617
Août	938	6.026	42	7.101	278	2.299	1.239	2.149	569	2.974	6.087	2.098	712
Septembre .								2.595					

1 Y compris les tapis en jute.

2 Y compris couvertures et tapis en laine.

IV. — PRODUITS DIVERS

56²

Sources : Institut National de Statistique et Administration des Douanes et Accises.

Périodes	Ciment	Chaux	Calcaires	Ammoniaque de synthèse et dérivés		Engrais composés	Papier		Briques		Sucres				Brasseries 4	Distilleries (milliers d'hectolitres)	Allumettes (millions de tiges)	Pêche Vente de poisson 5	
				Azote primaire	Azote dans les engrais finis		Papier	Cartons	Briques ordinaires	Briques de parement	Production		Stocks (sucres bruts et raf.) 3	Déclarations en consomm.				Quantités (milliers de tonnes)	Valeurs (millions de francs)
											sucres bruts	sucres raffinés							
1936-1938 Moy. .	250 ¹	117 ²	154 ²	22,9	20,6	20,1	15,5 ¹	4,0	171	12,8	17,5	17,2	159	20,7	16,4	35,0	4.421	2,3	7,2
1958 Moyenne .	338	147	239	25,3	22,6	19,8	26,2	4,0	171	12,8	40,9	16,4	303	22,2	13,7	18,1	4.651	3,7	88,0
1959 Moyenne .	370	148	282	25,3	22,6	19,8	27,3	4,3	165	14,1	17,6	14,9	167	22,2	14,4	17,4	4.336	3,3	35,4
1959 Août	434	145	302	23,9	20,2	17,5	25,0	4,6	198	16,0	—	11,0	61	26,3	15,7	10,9	3.776	3,1	30,1
Septembre .	447	166	345	23,1	19,9	18,9	30,1	4,8	218	17,7	0,2	14,4	35	23,2	14,6	18,2	3.538	3,6	37,6
Octobre ...	426	171	340	26,4	23,0	22,1	31,3	4,3	208	17,0	55,3	20,4	62	26,9	14,7	23,7	5.212	3,1	37,5
Novembre .	388	155	277	27,1	23,8	19,0	27,3	4,2	178	15,9	127,7	27,4	163	21,5	12,1	12,3	4.129	3,3	42,3
Décembre .	334	154	284	26,1	22,8	23,9	29,7	4,8	165	15,1	17,7	16,8	167	18,6	12,6	29,7	5.240	2,6	37,1
1960 Janvier ...	250	141	219	26,9	24,3	22,8	29,7	4,4	121	10,0	—	14,2	170	19,9	12,2	17,1	4.336	3,9	44,6
Février ...	249	162	243	25,6	22,9	32,0	29,7	4,2	104	8,7	3,8	13,2	169	18,0	12,9	21,5	4.523	4,5	45,6
Mars	426	189	315	27,5	24,4	39,9	33,7	5,2	129	12,3	—	15,5	160	19,7	14,4	13,8	5.269	4,3	50,4
Avril	408	158	323	27,3	24,0	17,7	30,4	4,9	145	14,2	—	14,2	137	19,6	16,2	11,3	4.334	3,1	39,7
Mai	416	158	339	29,5	26,8	15,6	29,9	4,5	199	16,9	—	13,0	111	21,4	15,5	29,0	4.419	3,6	41,6
Juin	420	162	320	27,2	24,5	15,9	31,1	4,8	213	18,9	0,1	11,5	91	27,7	16,1	13,2	4.565	3,4	36,2
Juillet ...	390	149	303	28,4	26,2	18,1	23,0	3,3	201	17,8	—	11,8	65	30,1	15,8	15,4	3.890	2,4	27,5
Août	403	159	344	28,4	25,5	17,6	28,2	5,2	214	20,1	—	12,4	41	27,9	14,8	16,2	3.949	3,3	36,8
Septembre .	407	p173	p409	27,6	23,8	22,1	p32,7	p 5,5			4,3	13,2	17	22,6	14,6	18,8	3.696		
Octobre ...	415						p31,4	p 5,6			188,7	30,4	132	21,8	12,4	31,3			

1 Moyenne 1938.

2 Moyenne 1937-1938-1939.

3 Fin de période.

4 Quantités de matières premières déclarées (substances farineuses et substances sucrées). Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

5 Vente aux minques d'Ostende, Nieupoort, Zeebrugge et Blankenberge; en 1936-1937-1938 : vente à la minque d'Ostende uniquement. Non compris les harengs, esprots et crevettes.

V. — ENERGIE ELECTRIQUE *

58

(millions de kWh)

Source : Ministère des Affaires économiques — Direction Energie Electrique.

Périodes	Production 1				Importations (6)	Exportations (7)	Solde importation exportation (8) = (6) - (7)	Total énergie absorbée par les réseaux (9) = (5) + (8)	
	Centrales des producteurs industriels		Entreprises mixtes (8)	Centrales des auto- producteurs industriels (4)					Total pour la Belgique (5) = (1) + (4)
	Régies communales (1)	Sociétés privées (2)							
1958 Moyenne	36,9	516	45,5	445	1.043	24,7	19,5	5,2	1.048
1959 Moyenne	34,9	552	46,1	465	1.098	22,1	31,0	- 8,9	1.089
1959 Juillet	22,8	473	22,8	420	939	21,5	6,8	14,7	954
Août	29,6	515	15,1	437	997	17,4	11,9	5,5	1.002
Septembre	32,0	566	44,0	484	1.126	17,3	59,0	-41,7	1.085
Octobre	34,4	626	44,2	554	1.258	23,9	95,6	-71,7	1.186
Novembre	34,3	626	46,7	523	1.230	27,7	70,2	-42,5	1.187
Décembre	41,2	662	72,7	509	1.285	26,8	50,4	-23,6	1.261
1960 Janvier	44,5	612	101,1	472	1.232	27,3	29,7	- 2,4	1.229
Février	43,4	558	111,4	469	1.181	24,3	24,0	0,3	1.181
Mars	44,8	588	101,1	487	1.221	24,0	11,1	12,9	1.234
Avril	35,9	568	80,0	454	1.138	19,8	19,1	0,7	1.139
Mai	32,8	560	86,8	450	1.130	26,2	23,8	2,4	1.132
Juin	32,1	524	118,8	423	1.098	31,2	28,9	2,3	1.100
Juillet	24,3	511	97,2	411	1.043	25,0	24,7	0,3	1.043
Août	36,1	542	97,6	482	1.158	40,0	51,0	-11,0	1.147
Septembre	40,7	572	126,1	456	1.195	37,9	34,0	3,9	1.199

* Nombre de centrales en activité au début de l'année 1958 : 160; au début de l'année 1959 : 151; au début de l'année 1960 : 148.

1 Production nette des centrales d'une puissance installée totale de plus de 100 kW.

VI. — GAZ

59

(Production, Importation et Exportation) ¹

(millions de mètres cubes)

Source : Ministère des Affaires économiques (Administration de l'Industrie).

Périodes	Production					Importations (6)	Exportations (7)	Solde importation exportation (8) = (6) - (7)	Total de gaz disponible en Belgique (9) = (5) + (8)
	des usines à gaz 2 (1)	des cokeries		des charbon- nages (4)	total (5) = (1) + (2) + (4)				
		total (2)	dont production destinée aux fournitures industrielles directes (3)						
1958 Moyenne	0,23	171,55	100,30	16,20	188	0,76	6,58	-5,82	182
1959 Moyenne	0,23	176,49	102,91	16,00	193	0,75	5,60	-4,95	188
1959 Juin	0,26	172,62	101,80	14,70	188	0,75	6,14	-5,39	182
Juillet	0,21	161,32	97,34	11,92	173	0,59	5,27	-4,68	169
Août	0,22	162,22	94,87	11,92	174	0,78	3,30	-2,52	172
Septembre	0,21	174,12	101,50	13,69	188	0,86	5,40	-4,54	183
Octobre	0,21	186,28	109,02	16,46	203	0,81	5,97	-5,16	198
Novembre	0,20	181,89	103,57	18,53	201	0,87	6,04	-5,17	195
Décembre	0,30	197,49	113,22	19,85	218	0,93	6,45	-5,52	212
1960 Janvier	8,41	196,50	108,32	11,78	217	0,96	6,50	-5,54	211
Février	7,89	189,72	107,00	10,83	208	0,89	6,48	-5,59	203
Mars	12,14	197,86	116,43	10,82	221	1,04	6,53	-5,49	215
Avril	7,40	181,40	106,26	9,31	198	0,94	6,11	-5,17	193
Mai	6,88	189,28	113,78	9,15	205	0,87	6,02	-5,15	200
Juin	5,24	184,86	111,92	9,16	199	0,76	5,82	-5,06	194
Juillet	2,30	176,64	105,89	8,59	188	0,84	4,48	-3,64	184
Août	4,30	190,41	116,18	10,00	205	0,84	4,30	-3,46	201

1 Pour les conditions d'utilisation de cette statistique cfr. Bulletin de décembre 1957, p. 528.

2 A partir de janvier 1960, y compris la production du gaz à partir d'hydrocarbures, laquelle était comprise dans la production de gaz des charbonnages.

CONSOMMATION *

I. — Indices mensuels des ventes à la consommation : base moyenne 1953 = 100

65²

Source : Institut National de Statistique.

Mois	Grands magasins à rayons multiples																					
	Indice général	Alimentation				Habillement				Ameublement			Ménage			Tabacs	Librairie-Papeterie			Parf.		
		Périsable	Non périsable	Restaurant	Total	Annages	Dessus hommes	Dessus femmes	Bonneterie, lingerie, chemiserie, chapel.	Total 1	Textiles	Meubles, lustrerie	Total	Articles de ménage	Appareils ménagers, électricité	Total	Articles pour fumeurs	Librairie	Papeterie	Total	Toilette	Jeux, jouets, sports, voyage
1959 Août	126	125	130	150	129	84	121	106	137	113	111	123	117	127	226	144	146	110	238	220	126	82
Septembre ..	130	131	150	145	138	123	120	112	143	124	112	142	126	123	253	145	142	121	205	193	117	55
Octobre ...	154	156	162	159	158	133	228	168	191	169	123	129	125	127	290	155	152	138	130	131	126	126
Novembre ...	167	153	169	159	159	117	195	134	193	163	115	116	115	113	271	140	164	319	164	187	118	446
Décembre ...	199	172	229	196	192	106	185	148	242	196	119	144	131	170	360	202	346	316	264	272	192	305
1960 Janvier ...	135	155	149	148	153	111	120	102	190	140	148	110	130	106	260	132	153	130	127	127	112	49
Février ...	132	151	163	148	154	108	108	91	147	116	142	148	135	128	266	151	140	117	117	117	120	69
Mars	151	160	182	170	167	160	178	142	159	147	142	165	153	138	296	164	158	123	124	124	130	75
Avril	159	163	187	169	171	133	250	181	180	168	128	166	145	134	272	157	164	138	124	126	141	114
Mai	152	140	158	156	147	132	228	180	186	168	119	182	148	132	286	158	141	104	117	115	137	108
Juin	148	134	139	148	137	120	237	166	210	169	110	152	130	126	269	150	168	111	103	104	142	135
Juillet ...	161	151	173	168	160	97	228	163	224	169	129	160	144	144	309	172	178	131	108	112	161	161
Août	146	138	147	167	143	84	172	136	161	133	132	159	145	142	285	166	165	122	261	241	143	105

1 Le total comprend, en outre, les rubriques : mercerie, rubans, patrons; chaussures, pantoufles; articles divers de parure.
* Pour la consommation de sucre, voir tableau 562.

65³

Mois	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement				Coopératives										Magasins à succursales		Gros-sistes	Entreprises à succursales
	Hommes	Dames	Sous-vêtements accessoires, articles de parure	Indice général	Boulangerie	Alimentation sauf boulangerie	Habillement	Ameublement	Articles de ménage	Tabacs	Librairie papeterie	Parfumerie articles de luxe	Restaurant, tea-room	Divers	Sous-vêtements et mercerie, articles de parure	Chaussures	Alimentation générale	Alimentation
1959 Août	92	49	59	124	114	137	76	128	112	102	274	131	118	116	87	103	150	133
Septembre ...	98	86	70	130	117	139	98	170	114	103	222	130	119	130	98	106	153	135
Octobre	146	151	101	140	125	151	115	137	126	114	249	174	111	130	116	133	150	143
Novembre ...	121	90	87	127	113	134	115	170	110	106	120	144	112	122	p117	121	134	140
Décembre	135	77	129	155	134	169	130	141	138	151	147	198	129	135	p144	137	163	p170
1960 Janvier	p140	68	146	138	110	150	116	102	144	109	92	114	100	147	p107	p124	p140	p136
Février	p 92	46	56	p129	p113	p136	p112	p124	p116	p110	p 85	p134	p 94	p144	p 96	p 70	p138	p138
Mars	p139		79	p135	p125	p142	p124	p165	p127	p102	p 93	p139	p112	p126	p100	p104	p151	p142
Avril	p207		113	p135	p124	p142	p115	p154	p126	p124	p 96	p179	p120	p131	p114	p176	p150	p144
Mai	p173		103	p135	p121	p140	p114	p122	p122	p126	p109	p157	p123	p160	p116	p164	p150	p137
Juin	p127		110	p136	p123	p144	p103	p134	p100	p142	p130	p154	p114	p158	p131	p145	p159	p136
Juillet	p135		160	p138	p120	p154	p 90	p144	p102	p135	p125	p165	p127	p133	p127	p141	p166	p143
Août	p102		71												p 79	p106	p176	p137

II. — CONSOMMATION DE TABAC 66

(Fabrication et importation)

Source : Administration des Douanes et Accises.

Périodes	Cigarillos	Cigarillos	Cigarettes	Tabacs à fumer, priser et mâcher
	(millions de pièces)			(tonnes)
1936-1938 Moy. .	16,2	49,4	430	1.097
1958 Moyenne .	16,1	46,7	873	739
1959 Moyenne .	18,1	49,7	859	732
1959 Octobre ...	23,2	52,9	829	700
Novembre .	21,4	53,5	738	653
Décembre .	18,1	52,6	897	779
1960 Janvier ...	17,8	41,8	862	747
Février ...	14,9	38,7	726	564
Mars	15,6	46,2	929	660
Avril	15,8	56,0	918	734
Mai	18,5	53,7	971	710
Juin	17,6	62,0	1.079	845
Juillet ...	16,1	42,2	824	593
Août	19,2	62,2	940	712
Septembre .	24,9	66,2	1.025	781
Octobre ...	24,1	64,6	893	718

III. — ABATTAGES DANS LES 67

12 PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS

Périodes	Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses)	Chevaux	Veaux	Porcs, porcelets	Moutons, agneaux, chèvres
	(milliers de têtes)				
1936-1938 Moy. .	16,5	0,7	12,2	26,7	6,5
1958 Moyenne .	20,8	2,6	9,6	33,9	4,8
1959 Moyenne .	21,2	3,3	9,8	34,3	5,1
1959 Septembre .	25,3	3,8	10,7	36,2	3,9
Octobre ...	21,7	3,8	8,4	31,9	7,2
Novembre .	21,3	3,0	8,6	33,1	9,7
Décembre .	23,8	3,7	10,3	35,9	9,8
1960 Janvier ...	20,1	3,3	8,9	32,9	8,3
Février ...	19,5	3,2	9,7	33,8	5,1
Mars	22,8	3,6	11,3	35,3	3,9
Avril	19,0	3,2	10,3	32,2	4,0
Mai	21,1	2,9	12,8	38,1	3,0
Juin	21,0	2,9	13,5	32,5	2,3
Juillet ...	18,8	2,8	9,8	30,8	2,1
Août	22,2	2,4	11,0	37,2	2,2
Septembre .	20,6	3,2	9,8	33,5	4,5

TRANSPORTS

I. — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

70¹

c) Recettes et dépenses d'exploitation

(millions de francs)

Périodes	Recettes				Dépenses ²	Excédent des recettes totales sur les dépenses	Coefficient d'exploitation
	Voyageurs et bagages	Marchandises	Diverses ²	Total			
1938 Moyenne ¹	74	147	5	226	239	- 13	106
1958 Moyenne	304	512	346	1.162	1.136	26	98
1959 Moyenne	300	513	349	1.162	1.108	54	95
1959 Juillet	374	479	346	1.199	1.090	109	91
Août	354	468	344	1.166	1.080	86	98
Septembre	318	519	345	1.182	1.090	92	92
Octobre	293	568	354	1.215	1.131	84	93
Novembre	274	565	344	1.183	1.084	99	92
Décembre	291	588	377	1.256	1.155	101	92
1960 Janvier	301	518	318	1.137	1.100	37	97
Février	254	529	310	1.093	1.076	17	98
Mars	283	556	311	1.150	1.116	34	97
Avril	295	512	309	1.116	1.067	49	96
Mai	283	525	307	1.115	1.079	36	97
Juin	323	532	321	1.176	1.071	105	91
Juillet	380	477	312	1.169	1.071	98	92
Août	356	506	305	1.167	1.087	80	93
Septembre	324	528	304	1.156	1.094	62	95

¹ Y compris le Nord-Belge.

² Compte tenu des interventions de l'Etat.

b) Nombre de wagons fournis à l'industrie¹

c) Statistique du trafic

1° Trafic général

70²

Périodes	A	B	C	A+C	Voyageurs		Wagons complets ²					
					Nombre	Voyageurs km.	Tonnes transp.	Tonnes-km.			Total	
								Service interne belge	Service international	Transit		Total
(milliers)				(millions)		(milliers)	(millions)					
1938 Moyenne ³	389	115	91	480	16,8	535	6.169	186	154	88	428	
1958 Moyenne	214	66	64	278	22,0	755	4.816	128	246	112	486	
1959 Moyenne	204	64	70	274	21,2	710	4.874	127	256	122	505	
1959 Juillet	190	56	68	258	19,4	744	4.475	115	239	115	469	
Août	194	56	62	256	18,8	699	4.537	125	233	108	466	
Septembre	213	63	68	281	21,4	700	5.007	134	261	116	511	
Octobre	228	69	81	309	22,0	699	5.570	144	289	146	579	
Novembre	219	71	75	294	21,4	689	5.313	142	272	132	546	
Décembre	220	74	85	305	22,6	699	5.582	135	288	167	590	
1960 Janvier	197	70	74	271	p21,9	p692	5.028	125	276	133	534	
Février	203	67	75	278	p21,2	p667	5.069	120	279	133	532	
Mars	224	69	75	299	p23,0	p726	5.470	138	301	130	569	
Avril	207	66	70	277	p22,1	p725	4.965	136	259	112	507	
Mai	209	66	71	280	p20,8	p676	5.052	134	272	120	527	
Juin	214	66	72	286	p22,1	p750	5.142	133	278	119	529	
Juillet	185	56	71	256	p19,0	p728	4.496	108	257	113	478	
Août	210	66	67	277	p20,3	p734	5.210	141	281	108	530	
Septembre	215	67	70	285	p22,9	p745	5.209	134	294	113	541	

A. — Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations de la Société, y compris ceux pour transports de houille, coke et briquettes.

B. — Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes.

C. — Nombre de wagons chargés en provenance de réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.

¹ Wagons chemins de fer et particuliers.

² Depuis janvier 1956, y compris les transports militaires.

³ Y compris le Nord-Belge, sauf en ce qui concerne les tonnes-km.

c) Statistique du trafic

2° Transport des principales grosses marchandises

A. — Ensemble du trafic

Périodes	Tonnes km.	Total	Produits agricoles et alimentaires	Combustibles	Huiles industrielles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de constructions, produits des carrières	Textiles	Produits chimiques	Divers
	(millions)										
1958 Moyenne	485	4.818	180	1.810	66	959	713	742	13	271	64
1959 Moyenne	505	4.874	131	1.808	58	1.043	757	725	14	275	63
1959 Juillet	469	4.475	94	1.631	53	1.007	676	697	14	234	69
Août	466	4.537	88	1.597	52	1.026	688	751	15	262	58
Septembre ...	511	5.007	101	1.801	57	1.072	793	851	15	256	61
Octobre	579	5.570	209	1.962	62	1.159	881	887	16	324	70
Novembre ...	546	5.313	321	1.938	53	1.055	797	750	18	324	57
Décembre	590	5.582	165	2.134	63	1.143	933	691	18	373	62
1960 Janvier	534	5.028	135	2.013	65	1.102	783	558	17	298	57
Février	532	5.069	122	1.897	66	1.136	847	594	17	335	55
Mars	569	5.470	118	1.893	68	1.271	944	762	15	334	65
Avril	507	4.965	91	1.846	60	1.104	806	753	14	240	51
Mai	527	5.052	94	1.856	57	1.158	808	745	15	265	54
Juin	529	5.142	90	1.866	54	1.206	813	784	13	261	55
Juillet	478	4.496	80	1.623	50	1.127	666	636	13	243	58
Août	530	5.210	88	1.943	55	1.222	767	792	12	271	60
Septembre ...	541	5.210	99	1.886	56	1.268	803	747	19	273	59

B. — Service interne belge

Périodes	Total	Produits agricoles et alimentaires	Combustibles	Huiles industrielles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de constructions, produits des carrières	Textiles	Produits chimiques	Divers	II
											Soc. Nat. des Chemins de fer vicinaux T.-km. transportées (milliers)
(milliers de tonnes)											
1958 Moyenne	2.329	81	1.238	20	121	229	493	1	125	21	618
1959 Moyenne	2.296	46	1.240	16	132	250	468	1	123	20	364
1959 Juillet	2.052	28	1.084	14	119	219	438	2	120	28	253
Août	2.212	24	1.117	14	146	256	507	2	125	21	265
Septembre ...	2.421	22	1.249	17	139	278	558	—	136	22	290
Octobre	2.615	108	1.337	18	143	285	568	—	132	24	471
Novembre ...	2.563	207	1.372	16	130	258	455	1	106	18	760
Décembre	2.477	42	1.427	16	140	274	429	1	129	19	218
1960 Janvier	2.256	17	1.394	17	117	259	327	1	107	17	125
Février	2.223	18	1.309	17	107	274	358	1	127	12	189
Mars	2.522	19	1.374	16	119	326	485	1	163	19	232
Avril	2.393	17	1.338	14	137	274	482	1	117	13	264
Mai	2.341	17	1.289	15	141	268	481	1	115	14	180
Juin	2.382	19	1.284	16	133	302	492	1	120	15	205
Juillet	1.932	19	1.070	11	105	207	390	1	116	13	170
Août	2.506	23	1.385	13	131	281	510	1	143	19	207
Septembre ...	2.383	32	1.316	14	132	286	457	6	123	17	218

III. — MOUVEMENT DES PORTS

71¹

a) Port d'Anvers

Sources : Administration du Port d'Anvers et Institut National de Statistique.

Périodes	Navigation maritime						Navigation fluviale					
	Entrées			Sorties			Entrées			Sorties		
	Nombre de navires	Tonnage net belge (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹	Nombre de navires		Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m ³)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) ²	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m ³)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) ²
chargés				sur lest								
1958 Moyenne	1.357	3.545	1.723	1.166	190	1.210	4.208	2.063	807	4.091	2.018	1.139
1959 Moyenne	1.335	3.622	1.668	1.158	172	1.266	4.264	2.129	831	4.104	2.065	1.019
1959 Octobre	1.422	3.816	1.597	1.262	170	1.463	4.626	2.309	778	4.471	2.231	983
Novembre	1.418	3.892	1.890	1.174	193	1.270	4.556	2.242	865	4.280	2.102	1.036
Décembre	1.306	3.643	1.997	1.132	191	1.337	4.698	2.285	802	4.511	2.229	1.129
1960 Janvier	1.457	4.060	1.923	1.245	182	1.629	4.551	2.203	809	4.521	2.158	1.259
Février	1.390	3.866	1.959	1.269	146	1.368	4.245	2.126	843	4.267	2.125	1.078
Mars	1.524	4.018	2.097	1.345	173	1.406	4.515	2.225	916	4.492	2.177	1.134
Avril	1.424	3.802	1.570	1.272	162	1.426	4.400	2.124	839	4.287	2.109	1.028
Mai	1.391	3.726	1.720	1.249	121	1.081	4.434	2.162	873	4.329	2.088	1.061
Juin	1.374	3.764	1.803	1.227	153	1.290	4.369	2.093	827	4.270	2.060	1.134
Juillet	1.440	4.086	1.800	1.245	151	1.183	4.559	2.258	945	4.422	2.184	1.217
Août	1.311	3.752	1.881	1.175	170	1.232	4.129	1.983	750	4.113	1.976	1.133
Septembre	1.365	3.755	1.888	1.197	161	1.146	4.372	2.145	924	4.234	2.089	1.123
Octobre	1.526	4.167	1.356	1.356	161	1.146	4.668	2.311	993	4.412	2.153	1.201

¹ Trafic international. — ² Trafic international et intérieur.

b) Port de Gand

71²

Sources : Administration du Port de Gand et Institut National de Statistique.

Périodes	Navigation maritime						Navigation fluviale	
	Entrées			Sorties			Marchandises ¹	
	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹	Entrées	Sorties
(milliers de tonnes métriques)								
1958 Moyenne	219	163	169	217	156	82	125	73
1959 Moyenne	194	145	152	194	147	83	160	83
1959 Octobre	185	129	125	185	141	75	159	61
Novembre	181	125	161	183	148	69	159	70
Décembre	160	139	137	166	153	57	128	86
1960 Janvier	188	135	90	177	120	104	142	82
Février	174	126	161	182	143	69	127	132
Mars	205	177	124	206	171	99	164	120
Avril	183	133	216	187	142	87	172	142
Mai	154	142	126	155	140	91	146	75
Juin	169	162	147	161	148	90	151	119
Juillet	187	166	174	189	170	68	175	123
Août	192	162	189	190	166	55	123	90
Septembre	172	175	243	167	161	62	165	180
Octobre	171	165		170	152			

¹ Trafic international.

IV. — MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION INTERIEURE

72

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Bateaux chargés														
	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics
	Nombre					Milliers de tonnes métriques					Millions de tonnes-km.				
1958 Moyenne	6.842	3.698	2.745	636	13.921	1.866	1.307	932	164	4.269	181,5	89,1	66,9	23,0	360,5
1959 Moyenne	7.148	3.889	2.970	791	14.798	1.968	1.366	999	201	4.534	190,5	101,4	82,1	28,4	402,4
1959 Juillet	6.583	4.034	3.383	998	14.998	1.811	1.415	1.215	262	4.703	177,1	106,5	104,0	37,9	425,5
Août	6.879	3.735	3.179	888	14.681	1.922	1.285	1.075	236	4.518	188,9	102,3	88,6	32,8	412,6
Septembre	7.600	3.852	3.228	766	15.446	2.101	1.315	1.019	192	4.627	212,1	100,6	87,5	28,6	428,8
Octobre	8.380	5.927	3.460	902	18.669	2.334	1.980	1.078	218	5.610	227,9	136,4	94,1	33,7	492,1
Novembre	7.800	4.694	2.766	808	16.068	2.179	1.658	891	196	4.924	207,6	109,9	73,5	27,4	418,4
Décembre	8.169	4.597	2.838	856	16.460	2.313	1.614	935	207	5.069	220,6	111,8	73,8	29,0	435,2
1960 Janvier	6.454	3.474	2.300	702	12.930	1.914	1.355	824	176	4.269	186,1	88,6	64,0	25,1	363,8
Février	7.198	4.143	2.746	792	14.879	1.939	1.589	939	200	4.667	191,7	102,9	72,4	28,3	395,3
Mars	7.626	4.689	3.362	1.135	16.812	2.066	1.847	1.198	294	5.405	201,1	118,8	93,9	39,4	453,2
Avril	7.759	4.470	3.368	1.046	16.643	2.011	1.709	1.092	275	5.087	192,6	115,1	89,1	37,6	434,3
Mai	7.334	4.845	3.634	1.050	16.863	1.976	1.828	1.193	268	5.265	191,8	126,2	96,9	36,8	451,7
Juin	7.236	4.805	3.687	1.098	16.826	2.013	1.809	1.218	278	5.317	194,7	128,5	101,7	37,1	462,1
Juillet	6.893	4.814	3.581	1.024	16.312	1.977	1.788	1.214	272	5.251	192,8	119,6	102,5	38,5	453,4

COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

NOMENCLATURE DES SECTIONS DU COMMERCE SPECIAL D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DU COMMERCE INTERNATIONAL (C.T.C.I.)

75

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	(0) Produits alimen- taires	(1) Boissons et tabacs	(2) Mat. brutes non comest. à l'ex- ception des car- burants	(3) Com- bustibles miné- raux lu- brifiants et produits connexes	(4) Huiles et graisses d'origine animale ou végétale	(5) Produits chimi- ques	(6) Art. manuf., classés princi- palement d'après la mat. première	(7) Ma- chines et matériel de transport	(8) Articles manu- facturés divers	(9) Mar- chandises non dénom- mées ailleurs	Totaux	Prix moyen par tonne (francs)	Excédent (+) ou déficit (-) de la balance commerciale (millions de francs)	Rapport des exporta- tions aux importa- tions en p.c.
<i>Importations</i>														
Valeurs (millions de francs)														
1958 Moyenne	1.720	224	2.366	1.761	118	853	2.792	2.454	720	29	13.037	2.744		
1959 Moyenne	1.846	231	2.652	1.649	123	949	3.380	2.679	802	30	14.341	2.910		
1959 Octobre	2.110	257	2.777	1.610	124	1.007	3.690	2.898	994	37	15.504	2.930		
Novembre ...	2.376	231	2.975	1.572	152	1.003	3.810	2.638	776	29	15.562	3.073		
Décembre	2.248	296	3.173	1.858	160	1.078	3.751	3.341	755	32	16.692	3.082		
1960 Janvier	2.105	221	3.301	1.583	137	996	3.409	3.375	618	30	15.775	3.182		
Février	1.902	219	3.220	1.776	125	1.064	3.870	3.971	833	29	17.009	3.406		
Mars	1.946	244	3.404	1.991	144	1.158	4.014	3.192	1.001	34	17.128	2.957		
Avril	1.839	249	2.863	1.604	157	1.040	3.380	3.508	971	37	15.648	3.080		
Mai	1.863	276	3.312	1.574	187	1.051	3.765	3.164	911	26	16.129	3.083		
Juin	1.754	265	3.141	1.525	136	1.013	3.607	3.521	836	31	15.829	3.007		
Juillet	1.663	220	3.404	1.690	117	987	3.490	2.980	833	28	15.412	2.915		
Août	1.826	239	3.154	1.540	140	999	4.156	2.451	890	25	15.420	2.872		
Septembre ...	1.770	286	2.941	1.814	160	1.036	4.259	3.165	1.047	34	16.512	2.977		
Octobre ... p											16.710	3.140		
<i>Exportations</i>														
1958 Moyenne	598	38	714	793	56	962	6.999	1.775	597	159	12.691	5.499	- 346	97,3
1959 Moyenne	594	46	861	716	54	1.074	7.844	1.778	669	94	13.730	5.620	- 611	95,7
1959 Novembre ...	641	45	911	626	68	1.222	8.564	1.529	719	104	14.429	5.790	- 1.133	92,7
Décembre	601	48	1.196	586	71	1.202	8.714	2.469	718	113	15.718	5.944	- 974	94,2
1960 Janvier	602	46	1.189	821	67	1.255	9.095	2.083	683	132	15.973	6.020	+ 198	101,3
Février	564	50	1.201	669	57	1.270	8.787	1.765	702	125	15.190	6.188	- 1.819	89,3
Mars	569	51	1.229	690	66	1.244	10.215	2.002	787	215	17.068	5.859	- 60	99,6
Avril	552	58	1.128	577	54	1.143	9.399	2.452	691	197	16.251	6.216	+ 603	103,9
Mai	486	58	1.141	583	51	1.008	8.964	2.424	783	154	15.652	6.266	- 477	97,0
Juin	557	67	1.010	807	49	1.153	9.161	2.155	717	195	15.871	5.428	+ 42	100,3
Juillet	514	67	991	776	52	976	8.818	1.977	704	178	15.053	5.557	- 359	97,7
Août	481	66	826	636	41	997	7.775	1.310	799	189	13.120	4.840	- 2.300	85,1
Septembre ...	647	62	935	612	58	1.059	8.838	1.571	771	226	14.779	5.312	- 1.733	89,5
Octobre											16.427	5.950	p - 283	p 98,3
Novembre ... p											15.745	5.696		
<i>Importations</i>														
Quantités (milliers de tonnes)														
1958 Moyenne	304	18,1	2.465	1.606	9,9	152	146	43,1	7,1	1,2	4.752			
1959 Moyenne	330	27,3	2.603	1.561	10,6	161	175	51,3	8,0	1,4	4.929			
1959 Octobre	421	68,8	2.871	1.506	9,8	171	186	47,3	9,4	1,8	5.292			
Novembre ...	462	12,3	2.669	1.469	12,4	189	199	42,0	7,9	1,2	5.064			
Décembre	424	15,0	2.691	1.810	14,3	199	202	49,6	7,9	1,4	5.415			
1960 Janvier	398	47,8	2.573	1.497	11,4	179	181	61,3	6,7	1,6	4.957			
Février	316	12,3	2.548	1.660	10,4	173	206	57,9	8,3	1,5	4.993			
Mars	329	13,6	3.129	1.846	12,0	192	205	53,3	9,7	1,7	5.791			
Avril	315	51,8	2.780	1.504	14,7	150	202	52,0	9,6	1,7	5.081			
Mai	317	15,6	2.925	1.517	17,6	158	209	61,4	10,0	1,2	5.232			
Juin	298	14,6	3.075	1.450	12,6	155	205	43,0	9,4	1,3	5.264			
Juillet	309	57,1	2.902	1.609	9,4	133	203	54,9	9,2	1,2	5.288			
Août	315	13,4	3.172	1.451	11,0	138	213	45,3	9,1	1,1	5.369			
Septembre ...	304	14,8	3.042	1.736	12,2	148	209	68,2	11,3	1,2	5.547			
Octobre ... p											5.321			
<i>Exportations</i>														
1958 Moyenne	92	1,7	417	553	4,2	367	782	30,5	5,9	54,7	2.308			
1959 Moyenne	80	7,9	527	529	4,4	383	866	33,0	6,8	5,9	2.443			
1959 Novembre ...	75	1,6	521	501	5,3	432	921	20,5	7,8	6,4	2.492			
Décembre	60	74,4	532	488	5,5	460	926	83,6	7,6	7,4	2.645			
1960 Janvier	61	1,8	477	663	5,0	453	944	33,9	6,5	8,2	2.653			
Février	61	1,7	469	526	4,4	457	895	25,4	7,2	7,6	2.454			
Mars	61	92,6	615	555	5,1	453	1.067	29,6	7,4	27,7	2.913			
Avril	61	2,5	623	438	3,9	401	1.022	42,4	7,2	27,8	2.629			
Mai	54	3,2	670	461	4,0	335	907	38,6	7,6	17,4	2.498			
Juin	63	4,0	718	631	3,8	404	1.026	40,9	7,2	26,1	2.924			
Juillet	68	4,0	692	597	4,0	313	971	30,5	6,7	23,5	2.709			
Août	58	217,2	599	538	3,3	330	912	20,6	6,8	26,0	2.711			
Septembre ...	69	3,0	711	520	4,5	394	1.021	24,0	6,8	28,6	2.782			
Octobre											2.761			
Novembre ... p											2.764			

CHOMAGE

I. — CHOMAGE COMPLET ET PARTIEL

81¹

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Nombre de chômeurs contrôlés						Nombre de journées perdues		
	Chômeurs inscrits au cours du mois			Moyenne journalière			Chômeurs		Totaux
	Chômeurs		Totaux	Chômeurs		Totaux	complets	partiels et accidentels	
	complets	partiels et accidentels		complets	partiels et accidentels				
(milliers)									
1959 Novembre	148	185	333	116	45	161	3.258	1.247	4.505
Décembre	153	205	358	125	74	199	2.910	1.457	4.367
1960 Janvier	175	324	499	147	105	252	4.412	3.136	7.548
Février	161	253	414	138	91	229	3.318	2.170	5.488
Mars	150	176	326	127	50	176	3.033	1.204	4.237
Avril	136	158	294	115	46	161	2.648	1.061	3.709
Mai	130	162	292	104	44	148	2.906	1.234	4.140
Juin	119	143	262	97	40	137	2.228	914	3.142
Juillet	123	178	301	95	32	127	2.755	944	3.699
Août	111	153	264	92	30	122	2.110	685	2.795
Septembre	113	137	250	90	29	119	2.148	708	2.856
Octobre				94	27	121			
Novembre				105	27	132			

II. — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR PROVINCE

81²

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Nombre de jours ouvrables	Royaume	Anvers	Brabant	Flandre occidentale	Flandre orientale	Hainaut	Liège	Limbourg	Luxembourg	Namur
		(milliers)									

Moyenne journalière par mois

1959 Décembre	22	198,5	39,1	28,4	31,5	41,9	25,6	15,2	11,7	2,2	2,9
1960 Janvier	30	251,6	48,2	37,2	38,4	50,7	30,9	19,5	17,1	4,3	5,3
Février	24	228,6	44,6	34,2	34,6	45,2	27,6	17,1	16,4	4,1	4,8
Mars	24	176,7	34,5	25,3	26,2	34,0	25,2	13,8	13,3	1,5	2,9
Avril	23	161,3	31,1	23,0	22,7	31,8	24,0	13,3	12,3	0,7	2,4
Mai	28	147,9	27,5	20,9	19,9	28,8	22,9	12,7	12,6	0,5	2,1
Juin	23	136,6	24,9	19,7	18,5	26,6	21,3	11,5	11,6	0,5	2,0
Juillet	29	127,5	23,5	20,2	17,2	26,4	16,6	11,3	9,8	0,6	1,9
Août	23	121,5	22,5	19,2	16,0	25,1	16,0	11,0	9,2	0,6	1,9
Septembre	24	119,0	22,3	17,9	17,3	23,6	15,2	11,0	9,1	0,7	1,9
Octobre	29	121,2	23,2	17,7	19,4	23,8	14,9	10,6	8,7	0,8	2,1
Novembre	23	132,2	26,2	19,8	22,7	25,3	14,4	10,8	9,8	1,0	2,2

Moyenne journalière par semaine

1960 Novembre 6 au 12 ...	5	129,0	24,9	19,0	22,0	24,5	14,4	10,8	10,4	0,9	2,1
13 au 19 ...	6	129,0	25,4	19,8	21,9	24,8	14,1	10,8	9,0	1,0	2,2
20 au 26 ...	6	132,4	27,0	19,9	22,8	25,4	14,3	10,7	9,1	1,0	2,2
27 au 3/12	6	137,7	27,8	20,3	23,8	26,4	14,5	10,9	10,7	1,0	2,3

III. — MOYENNE JOURNALIERE DES CHOMEURS CONTROLES

81³

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Ensemble			Chômeurs complets			Chômeurs partiels		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	(milliers)								
1958 Moyenne ¹	132,3	48,6	180,9	81,3	28,5	109,8	51,0	20,1	71,1
1959 Moyenne	150,3	48,9	199,2	92,1	32,9	125,0	58,2	16,0	74,2
1959 Novembre	116,6	44,3	160,9	84,3	32,0	116,3	32,3	12,3	44,6
Décembre	145,1	53,4	198,5	98,7	33,6	132,3	46,4	19,8	66,2
1960 Janvier	200,2	51,4	251,6	112,1	35,0	147,1	88,1	16,4	104,5
Février	183,5	45,1	228,6	105,1	33,1	138,2	78,4	12,0	90,4
Mars	134,4	42,3	176,7	94,7	31,7	126,4	39,7	10,6	50,3
Avril	120,9	40,4	161,3	85,5	29,5	115,0	35,4	10,9	46,3
Mai	109,9	38,0	147,9	76,0	27,7	103,7	33,9	10,3	44,2
Juin	101,7	34,9	136,6	71,8	25,1	96,9	29,9	9,8	39,7
Juillet	92,5	35,0	127,5	71,0	24,0	95,0	21,5	11,0	32,5
Août	88,9	32,6	121,5	68,1	23,6	91,7	20,8	9,0	29,8
Septembre	87,4	31,6	119,0	65,5	24,0	89,5	21,9	7,6	29,5
Octobre	88,3	32,9	121,2	69,1	25,2	94,3	19,2	7,7	26,9
Novembre	95,8	36,4	132,2	77,5	27,5	105,0	18,3	8,9	27,2

¹ Dans ces chiffres ne sont pas compris les chômeurs dont l'interruption de travail résulte de l'incidence des grèves dans les secteurs gaz et électricité.

IV. — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR GROUPES DE PROFESSIONS

(Moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés) (milliers)

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Agriculture	Forêt, chasse, pêche	Mines	Pierre	Céramique, verre	Diamant	Construction	Bois, ameublement	Métal	Chimie	Papier	Livre	Textile	Vêtement	Cuir, peaux, chaussure	Alimentation Tabac	Transport	Dockers	Réparateurs de navires	Hôtels-restaurants	Gens de maison	Services personnels et biens	Employés	Artistes	Total
Chômeurs complets																									
1959 Août	5,0	0,6	3,7	0,8	1,9	1,0	15,4	4,6	16,6	1,4	0,6	0,7	12,4	5,7	2,1	4,6	8,8	—	—	2,6	2,7	0,4	7,6	0,9	100,1
Septembre ...	5,5	0,5	3,5	0,8	2,3	1,1	15,5	4,3	16,3	1,4	0,6	0,8	12,2	5,4	2,1	4,7	8,9	—	—	3,9	2,8	0,5	8,1	0,8	102,0
Octobre	4,8	0,5	3,4	0,8	3,7	1,0	17,5	4,5	16,3	1,3	0,7	0,7	12,5	5,4	2,1	4,6	9,0	—	—	4,7	2,8	0,5	8,4	0,7	105,9
Novembre ...	6,5	0,6	3,6	0,9	4,2	1,1	21,2	5,1	17,2	1,4	0,7	0,7	12,3	6,0	2,3	5,1	9,3	—	—	5,3	2,9	0,5	8,7	0,7	116,3
Décembre	8,7	0,6	3,7	1,0	5,2	1,2	27,5	6,0	18,8	1,5	0,7	0,8	13,2	6,9	2,4	5,7	10,2	—	—	5,3	2,9	0,5	8,8	0,7	132,3
1960 Janvier	9,7	0,7	4,0	1,2	5,9	1,3	34,9	6,5	19,8	1,6	0,7	0,8	13,9	7,6	2,6	6,4	11,0	—	—	5,3	2,8	0,5	9,2	0,7	147,1
Février	9,3	0,6	3,7	1,1	5,4	1,3	32,0	5,9	18,6	1,5	0,7	0,8	13,2	6,6	2,5	6,3	10,7	—	—	5,2	2,8	0,5	8,8	0,7	138,2
Mars	8,3	0,6	3,7	1,0	4,0	1,2	27,0	5,3	17,6	1,4	0,7	0,8	12,7	5,5	2,4	6,2	10,3	—	—	5,0	2,7	0,6	8,7	0,7	126,4
Avril	7,4	0,4	3,9	0,9	2,6	1,2	22,9	4,7	16,8	1,5	0,7	0,7	12,2	4,9	2,3	6,0	9,8	—	—	3,9	2,7	0,5	8,2	0,9	115,1
Mai	4,6	0,5	4,6	0,7	2,0	1,2	19,8	4,1	15,3	1,4	0,6	0,6	11,5	4,6	2,1	5,1	9,1	—	—	3,8	2,7	0,4	8,0	1,0	103,7
Juin	6,1	0,5	4,4	0,7	1,8	1,1	17,7	3,7	13,9	1,4	0,6	0,5	11,0	4,5	2,0	4,0	8,4	—	—	3,0	2,6	0,4	7,6	1,0	96,9
Juillet	5,9	0,6	5,1	0,7	1,7	0,9	17,9	3,4	13,6	1,3	0,6	0,5	11,0	4,8	1,9	3,7	8,0	—	—	2,2	2,7	0,4	7,3	0,8	95,0
Août	5,0	0,6	4,9	0,7	1,7	0,9	16,5	3,4	13,6	1,3	0,6	0,5	10,2	4,7	1,8	3,6	7,9	—	—	2,3	2,7	0,4	7,5	0,9	91,7
Chômeurs partiels et accidentels																									
1959 Août	0,9	0,2	17,1	0,1	0,3	0,4	1,9	1,0	4,1	0,5	0,2	0,1	5,9	4,9	1,2	1,3	1,4	3,0	1,1	0,2	0,3	0,0	0,2	0,0	46,3
Septembre ...	1,0	0,3	19,2	0,1	0,3	0,4	1,9	1,0	4,2	0,4	0,2	0,1	5,3	4,9	1,3	1,1	1,4	4,0	1,5	0,2	0,2	0,0	0,2	0,0	49,2
Octobre	1,0	0,4	18,2	0,1	0,3	0,4	2,9	1,2	4,1	0,4	0,2	0,1	5,0	5,5	2,1	1,4	1,5	4,6	1,1	0,3	0,2	0,0	0,2	0,0	51,2
Novembre ...	0,7	0,4	10,8	0,2	0,4	0,5	4,2	1,5	4,1	0,5	0,1	0,1	4,7	6,5	2,1	1,5	1,6	2,8	1,0	0,4	0,3	0,0	0,2	0,0	44,6
Décembre	1,2	0,8	11,0	0,4	0,6	0,8	9,8	3,0	5,7	0,7	0,3	0,1	7,6	10,9	3,0	2,2	2,4	3,4	1,4	0,4	0,3	0,0	0,2	0,0	66,2
1960 Janvier	2,0	1,3	10,3	2,2	1,2	0,5	43,9	5,6	6,2	0,5	0,2	0,2	7,3	9,0	1,7	2,2	4,2	3,5	1,4	0,4	0,3	0,1	0,3	0,0	104,5
Février	1,6	1,3	10,2	1,3	0,9	0,5	39,6	4,5	4,4	0,5	0,2	0,2	6,4	5,8	1,2	1,9	3,5	3,9	1,6	0,4	0,2	0,0	0,3	0,0	90,4
Mars	0,5	0,3	15,6	0,3	0,4	0,5	5,8	1,3	3,0	0,4	0,1	0,1	5,8	4,1	1,5	1,8	1,9	4,8	1,2	0,4	0,3	0,0	0,2	0,0	50,3
Avril	0,5	0,3	14,7	0,1	0,3	0,8	2,2	1,0	3,2	0,6	0,2	0,2	6,0	3,8	1,8	1,6	1,7	5,6	0,9	0,3	0,3	0,0	0,2	0,0	46,3
Mai	1,3	0,2	14,6	0,1	0,3	0,7	2,0	0,9	2,6	0,5	0,2	0,2	5,7	3,4	1,7	1,5	1,5	5,2	0,8	0,3	0,3	0,0	0,2	0,0	44,2
Juin	0,8	0,3	13,2	0,1	0,3	0,8	1,6	0,7	1,9	0,4	0,1	0,1	4,8	3,7	2,0	1,3	1,4	4,8	0,6	0,3	0,3	0,0	0,2	0,0	39,7
Juillet	1,0	0,3	5,2	0,1	0,3	0,7	1,8	0,7	2,2	0,4	0,1	0,2	5,1	4,6	2,0	1,6	1,5	3,7	0,2	0,2	0,4	0,0	0,2	0,0	32,5
Août	1,1	0,3	4,8	0,1	0,5	0,6	2,6	0,7	2,4	0,4	0,1	0,1	4,2	4,1	1,0	1,2	1,3	3,4	0,2	0,2	0,3	0,0	0,2	0,0	29,8
Total des chômeurs contrôlés																									
1959 Août	5,9	0,8	20,8	0,9	2,2	1,4	17,3	5,6	20,7	1,9	0,8	0,8	18,3	10,6	3,3	5,9	10,2	3,0	1,1	2,8	3,0	0,4	7,8	0,9	146,4
Septembre ...	6,5	0,8	22,7	0,9	2,6	1,5	17,4	5,3	20,5	1,8	0,8	0,9	17,5	10,3	3,4	5,8	10,3	4,0	1,5	4,1	3,0	0,5	8,3	0,8	151,2
Octobre	5,8	0,9	21,6	0,9	4,0	1,4	20,4	5,7	20,4	1,7	0,9	0,8	17,5	10,9	4,2	6,0	10,5	4,6	1,1	5,0	3,0	0,5	8,6	0,7	157,1
Novembre ...	7,2	1,0	14,4	1,1	4,6	1,6	25,4	6,6	21,3	1,9	0,8	0,8	17,0	12,5	4,4	6,6	10,9	2,8	1,0	5,7	3,2	0,5	8,9	0,7	160,9
Décembre	9,9	1,4	14,7	1,4	5,8	2,0	37,3	9,0	24,5	2,2	1,0	0,9	20,8	17,8	5,4	7,9	12,6	3,4	1,4	5,7	3,2	0,5	9,0	0,7	198,5
1960 Janvier	11,7	2,0	14,3	3,4	7,1	1,8	78,8	12,1	26,0	2,1	0,9	1,0	21,2	16,6	4,3	8,6	15,2	3,5	1,4	5,7	3,1	0,6	9,5	0,7	251,6
Février	10,9	1,9	13,9	2,4	6,3	1,8	71,6	10,4	23,0	2,0	0,9	1,0	19,6	12,4	3,7	8,2	14,2	3,9	1,6	5,6	3,0	0,5	9,1	0,7	228,6
Mars	8,8	0,9	19,3	1,3	4,4	1,7	32,8	6,6	20,6	1,8	0,8	0,9	18,5	9,6	3,9	8,0	12,2	4,8	1,2	5,4	3,0	0,6	8,9	0,7	176,7
Avril	7,9	0,7	18,7	1,0	2,8	2,0	25,1	5,7	20,0	2,1	0,8	0,9	18,2	8,7	4,1	7,6	11,5	5,6	0,9	4,3	3,0	0,5	8,4	0,9	161,4
Mai	5,9	0,6	19,2	0,8	2,3	1,9	21,9	5,0	17,9	1,9	0,8	0,8	17,2	8,0	3,8	6,6	10,6	5,2	0,8	4,2	2,9	0,4	8,2	1,0	147,9
Juin	6,8	0,8	17,7	0,8	2,1	1,9	19,3	4,4	15,8	1,7	0,7	0,7	15,8	8,3	4,0	5,3	9,8	4,8	0,6	3,2	2,9	0,4	7,8	1,0	136,6
Juillet	6,8	0,9	10,4	0,8	2,0	1,6	19,7	4,1	15,7	1,7	0,7	0,7	16,1	9,4	3,9	5,3	9,5	3,7	0,2	2,4	3,2	0,4	7,4	0,9	127,5
Août	6,1	0,9	9,6	0,8	2,1	1,5	19,1	4,1	16,0	1,7	0,7	0,7	14,4	8,8	2,9	4,8	9,2	3,4	0,2	2,5	3,0	0,4	7,7	0,9	121,5

STATISTIQUES BANCAIRES ET MONÉTAIRES

I. — BELGIQUE

SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES ¹

(millions de francs)

85¹

Rubriques	1960 29 février	1960 31 mars	1960 30 avril	1960 31 mai	1960 30 juin	1960 31 juillet	1960 31 août	1960 30 septembre
ACTIF								
A. Opér. d'épargne (art. 15, arr. royal 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Caisse, Banque Nation., Chèques post.	2.818	4.660	3.011	3.087	3.258	3.387	3.042	2.935
Prêts au jour le jour	2.424	2.634	2.982	2.575	2.118	2.832	2.099	2.552
Banquiers	7.082	7.043	7.327	7.824	8.010	9.324	9.153	9.748
Maison-mère, succursales et filiales ...	1.772	2.142	2.046	2.566	2.666	3.194	3.387	2.974
Autres valeurs à recevoir à court terme	5.053	5.007	6.758	6.211	6.314	6.615	5.096	5.289
Portefeuille-effets	54.938	57.559	61.811	59.956	57.994	55.415	55.545	55.992
a) Portefeuille commercial ²	19.097	20.830	21.105	19.678	18.674	17.594	18.165	18.239
b) Eff. publ. réesc. à la B.N.B. ...	23.706	24.252	26.969	24.098	24.298	21.750	23.244	23.330
c) Effets publ. mob. à la B.N.B. à concurrence de 95 %	12.135	12.477	13.737	16.180	15.022	16.071	14.136	14.423
Reports et avances sur titres	1.270	1.210	1.173	1.125	1.211	1.216	1.160	1.144
Débiteurs par acceptations	11.530	11.747	11.387	11.290	11.386	11.626	11.256	11.177
Débiteurs divers	23.770	24.184	23.895	24.155	25.404	25.066	25.478	25.376
Portefeuille-titres	35.827	36.344	37.079	36.916	37.996	37.611	38.293	39.576
a) Valeurs de la réserve légale	367	371	381	382	397	397	397	397
b) Fonds publics belges	32.810	33.286	33.977	33.770	34.853	34.478	35.180	36.389
c) Fonds publics étrangers	242	243	268	281	304	292	272	244
d) Actions de banques	1.341	1.317	1.325	1.333	1.335	1.336	1.339	1.309
e) Autres titres	1.067	1.127	1.128	1.150	1.107	1.108	1.105	1.237
Divers	1.055	985	987	1.075	1.279	1.217	1.150	1.303
Capital non versé	7	7	7	7	7	7	7	7
Total disponible et réalisable ...	147.546	153.522	158.463	156.787	157.643	157.510	155.666	158.073
C. Immobilisé :								
Frais de constitut. et de premier établ.	20	21	21	21	21	21	21	21
Immeubles	1.101	1.102	1.041	1.132	1.140	1.153	1.153	1.171
Participation dans les filiales immobil.	257	257	257	257	257	257	257	258
Créances sur filiales immobilières	348	343	336	340	341	334	339	344
Matériel et mobilier	142	145	147	150	148	150	153	150
Total de l'immobilisé ...	1.868	1.868	1.802	1.900	1.907	1.915	1.923	1.944
Total général actif ...	149.414	155.390	160.265	158.687	159.550	159.425	157.589	160.017
PASSIF								
A. Opér. d'épargne (art. 15, arr. royal 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	990	460	1.831	541	1.371	813	2.083	2.275
Emprunts au jour le jour	684	1.213	1.404	1.273	1.021	1.592	1.136	1.353
a) Garantis par des sûretés réelles	599	1.171	1.318	1.187	930	1.510	970	1.240
b) Non garant. par des sûr. réelles	85	42	86	86	91	82	166	113
Banquiers	8.165	9.768	10.687	10.533	10.973	11.758	11.247	13.301
Maison-mère, succursales et filiales ...	1.771	2.299	2.897	2.890	2.619	2.812	2.616	2.489
Acceptations	11.533	11.748	11.387	11.291	11.389	11.627	11.256	11.178
Autres valeurs à payer à court terme	2.204	2.351	3.745	3.384	3.284	3.903	2.821	3.020
Créditeurs pour effets à l'encaissement	855	927	956	956	1.021	974	900	929
Dépôts et comptes courants	101.524	105.258	105.261	105.438	105.502	103.074	102.370	101.962
a) A vue	60.756	63.286	63.897	65.075	65.545	63.280	61.782	60.481
b) A un mois au plus	3.346	3.315	3.462	3.235	3.238	3.419	3.748	4.139
c) A plus d'un mois	18.412	19.554	18.928	18.039	17.606	17.466	18.096	18.693
d) A plus d'un an	1.219	1.245	1.219	1.311	1.269	1.122	1.054	1.047
e) A plus de deux ans	2.017	2.009	1.976	1.991	2.004	1.958	1.957	1.917
f) Carnets de dépôts	14.133	14.197	14.152	14.177	14.226	14.226	14.134	14.098
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.641	1.652	1.627	1.610	1.614	1.603	1.599	1.587
Obligations et bons de caisse	6.837	6.909	6.943	7.011	7.054	7.138	7.186	7.257
Montants à libérer sur titres et partic.	662	683	680	678	698	696	697	792
Divers	4.501	4.012	4.728	4.641	4.410	4.813	5.052	5.235
Total de l'exigible ...	139.726	145.628	150.519	148.636	149.342	149.200	147.364	149.791
C. Non exigible :								
Capital	5.630	5.652	5.665	5.964	5.978	6.003	6.033	6.033
Fonds indispos. par prime d'émission ...	287	287	287	288	287	284	284	284
Réserve légale (art. 13, A. R. 185) ...	369	373	385	385	400	400	400	400
Réserve disponible	3.309	3.359	3.258	3.263	3.390	3.385	3.355	3.355
Provisions	93	91	151	161	153	153	153	154
Total du non exigible ...	9.688	9.762	9.746	10.051	10.208	10.225	10.225	10.226
Total général passif ...	149.414	155.390	160.265	158.687	159.550	159.425	157.589	160.017

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger ou au Congo belge, que des éléments d'actif et de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger ou au Congo belge apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, Succursales et Filiales ».

² L'encours des effets réescomptés par les banques à la Banque Nationale de Belgique et aux instituts paratitiques s'élevait aux 29 février, 31 mars, 30 avril, 31 mai, 30 juin, 31 juillet, 31 août et au 30 septembre 1960 respectivement à 5.480, 4.936, 4.220, 5.275, 5.954, 8.289, 7.873 et 6.561 millions de francs, montants qui ne sont pas compris dans le portefeuille commercial.

SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
(millions de francs)

85²

Rubriques	1960 24 octobre	1960 28 octobre	1960 7 novembre	1960 14 novembre	1960 21 novembre	1960 28 novembre	1960 5 décembre	1960 12 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	55.081	55.606	55.808	55.808	56.572	57.097	57.741	58.135
Monnaies étrangères	8.689	8.343	8.994	9.304	9.393	9.605	9.227	10.262
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	5.627	5.520	5.735	6.003	6.120	5.933	5.704	7.639
Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) :								
a) U.E.P.	3.846	3.846	3.846	3.846	3.827	3.827	3.827	3.827
b) A.M.E.	50	50	10	25	30	30	20	30
c) F.M.L.	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388
d) autres accords	—	—	—	—	—	—	—	—
Débiteurs pour change et or, à terme ...	7.400	7.543	7.757	7.894	8.289	8.515	8.567	10.827
Effets de commerce	3.115	3.257	2.644	2.414	2.130	1.971	2.185	1.541
Avances sur nantissement	920	1.475	1.320	915	518	15	26	20
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-48 et 15-4-52) :								
a) certificats du Trésor	8.715	9.165	9.865	9.740	9.090	7.965	9.890	9.015
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	—	—	—	—	—	—	—	—
c) autres effets publics belges	—	—	—	—	—	—	—	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	676	663	655	658	670	677	648	654
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	2	1	2	1	2	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	2.522	2.522	2.524	2.524	2.524	2.524	2.524	2.524
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.508	1.508	1.508	1.508	1.508	1.508	1.508
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.078	1.078	1.074	1.074	1.083	1.082	1.083	1.083
Divers	840	908	820	882	968	1.077	953	978
	138.456	139.874	140.949	140.985	141.111	140.216	142.293	146.433
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Instruction Publique (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.472	1.472	1.432	1.418	1.380	1.363	1.321	1.321
PASSIF								
Billets en circulation	117.885	119.824	120.171	119.237	117.616	117.125	119.416	118.474
Comptes courants :								
Trésor public {								
compte ordinaire ...	5	2	13	10	3	20	12	—
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	228	210	210	210	210	210	209	185
compte spécial liquidation U.E.P. ...	—	—	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	290	311	265	217	262	264	415	310
Comptes courants divers	1.826	1.265	1.603	2.175	3.291	2.798	2.575	4.592
Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) :								
a) A.M.E.	259	244	278	273	307	317	347	354
b) autres accords	261	269	199	234	240	247	212	180
Total des engagements à vue ...	120.754	122.125	122.739	122.356	121.929	120.981	123.186	124.095
Monnaies étrangères et or à livrer	12.996	13.035	13.464	13.872	14.382	14.424	14.254	17.479
Caisse de Pensions du Personnel	1.078	1.078	1.074	1.074	1.083	1.082	1.083	1.083
Divers	1.104	1.112	1.148	1.159	1.193	1.205	1.246	1.252
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.124	2.124	2.124	2.124	2.124	2.124	2.124	2.124
	138.456	139.874	140.949	140.985	141.111	140.216	142.293	146.433
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Instruction Publique : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.472	1.472	1.432	1.418	1.380	1.363	1.321	1.321

Comptes chèques postaux 1 3		Dépôts à vue dans les banques 2 3	
Mois		Mois	
1959 Août	3,82	1959 Juillet	1,87
Septembre	3,84	Août	1,65
Octobre	4,00	Septembre	1,82
Novembre	4,07	Octobre	1,81
Décembre	4,11	Novembre	1,97
1960 Janvier	4,04	Décembre	2,12
Février	4,07	1960 Janvier	1,91
Mars	3,66	Février	2,06
Avril	4,21	Mars	1,98
Mai	3,89	Avril	1,90
Juin	3,87	Mai	2,16
Juillet	4,03	Juin	2,12
Août	3,77	Juillet	2,04
Septembre	3,69	Août	1,98
Octobre	3,87	Septembre	1,97

1 Voir tableau n° 86.

2 Méthode d'établissement : voir notre *Bulletin d'Information et de Documentation* d'octobre 1950, p. 222.

3 Chiffres réduits en mois-type de 25 jours.

Note. — Les coefficients de rotation des comptes chèques postaux et des dépôts à vue dans les banques ne sont pas comparables, parce qu'ils ne sont pas calculés sur des bases identiques. Les coefficients relatifs aux comptes bancaires sont plus précis.

STOCK MONETAIRE INTERIEUR

(en milliards de francs)

Fin de mois	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale détenue par						Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	Mouvements du stock monétaire total
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire *	le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	les entreprises et particuliers **				Stock de monnaie scripturale			
					Comptes courants à la Banque Nationale de Belgique *	Avoirs en comptes chèques postaux *	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établissements para-banquaires *	Total				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) / (10)	(12)	
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3	+ 2,7
Juillet	5,5	117,4	120,2	6,3	0,4	24,1	55,7	80,2	86,5	206,7	58,1	+ 0,6
Août anc. sér.	5,5	116,4	119,3	7,6	0,4	23,2	56,5	80,1	87,7	207,0	57,6	+ 0,3
Août n. sér. 1	5,5	116,4	119,3	7,6	0,4	23,2	55,0 ¹	78,6 ¹	86,2 ¹	205,5 ¹	58,0 ¹	- 1,2 ¹
Septembre	5,5	115,2	118,0	8,1	0,3	22,4	53,2	75,9	84,0	202,0	58,4	- 3,5
Octobre	5,5	115,8	118,8	6,2	0,3	22,8	54,7	77,8	84,0	202,8	58,6	+ 0,8
Novembre	5,5	115,2	118,1	6,3	0,6	23,0	56,8	80,4	86,7	204,8	57,7	+ 2,0
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5	82,0	89,2	209,5	57,4	+ 4,7
1959 Janvier	5,5	115,4	118,2	6,0	0,4	23,9	55,9	80,2	86,2	204,4	57,8	- 5,1
Février	5,5	116,0	118,9	6,6	0,4	23,2	56,0	79,6	86,2	205,1	58,0	+ 0,7
Mars	5,5	116,3	119,0	7,6	0,3	24,0	58,8	83,1	90,7	209,7	58,7	+ 4,6
Avril	5,5	116,8	119,8	8,2	0,3	23,9	58,5	82,7	90,9	210,7	58,9	+ 1,0
Mai	5,5	116,5	119,4	7,1	0,5	24,4	60,7	85,6	92,7	212,1	58,3	+ 1,4
Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	58,2	+ 1,9
Juillet	5,6	118,8	121,7	6,2	0,3	24,5	58,6	83,4	89,6	211,3	57,6	- 2,7
Août	5,6	117,5	120,4	7,0	0,4	23,9	59,1	83,4	90,4	210,8	57,1	- 0,5
Septembre	5,6	115,6	118,3	8,3	0,4	24,2	58,4	83,0	91,3	209,6	58,4	- 1,2
Octobre	5,6	116,0	119,1	6,6	0,4	24,6	60,2	85,2	91,8	210,9	58,5	+ 1,3
Novembre	5,6	116,0	118,7	7,8	0,4	24,5	60,5	85,4	93,2	211,9	58,0	- 0,5
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	58,1	+ 4,4
1960 Janvier	5,6	116,6	119,6	6,6	0,4	24,3	59,9	84,6	91,2	210,8	58,7	- 5,5
Février	5,6	115,5	118,5	7,2	0,3	24,6	59,3	84,2	91,4	209,9	58,5	- 0,9
Mars	5,6	115,9	118,8	7,5	0,3	24,5	61,4	86,2	93,7	212,5	58,9	+ 2,6
Avril	5,6	117,5	120,5	6,8	0,3	24,8	62,2	87,3	94,1	214,6	58,1	+ 2,1
Mai	5,6	118,0	120,8	7,7	0,4	25,6	63,0	89,0	96,7	217,5	58,6	+ 2,9
Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	58,5	+ 2,4
Juillet	5,7	121,5	124,3	7,8	0,4	25,3	60,5	86,2	94,0	218,3	58,9	- 1,6
Août	5,7	120,1	123,0	7,8	0,5	25,0	58,6	84,1	91,9	214,9	57,2	- 3,4

* Déduction faite des encaisses des organismes émetteurs de monnaie.

** Y compris des organismes para-banquaires administratifs.

1 Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires				Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (6) =(1)+(5)	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital des pouvoirs publics et des donations officielles) (7)	Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation de la dette de l'Etat et autres fonds publics (10)	Crédits d'es-compte d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers financés par les organismes monétaires (11)	Différence entre fonds propres et immobilisations + participations des organismes monétaires (12)	Emprunts obligataires des banques de dépôts (13)	Opérations autres qu'à court terme du Fonds Monétaire et de la Caisse Nationale de Crédit professionnel (soldes) (14)	Divers		Comptes pour balance (17)	Total (18) = de (7) à (17)
		Dépôts à terme et comptes spéciaux des exportateurs vers l'U.E.P. (2)	Dépôts en devises de nationaux (3)	Avoirs du Trésor (4)	Total (5)			Etat (8)	Autres (9)						Crédits à des organismes financiers non monétaires (15)	Crédits non rangés ailleurs à des nationaux (soldes) (16)		
1954 1 ^{er} trimestre .	- 3,3	+ 0,5	- 0,1	- 0,1	+ 0,3	- 3,0	- 1,0	- 3,8	+ 0,1	+ 1,0	- 1,3	- 0,1	- 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,5	+ 1,7	- 3,0
2 ^e trimestre .	+ 5,3	- 1,4	+ 0,1	—	- 1,3	+ 4,0	- 2,8	+ 5,4	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,8	- 0,1	- 0,3	+ 0,2	+ 0,8	- 0,4	+ 0,1	+ 4,0
3 ^e trimestre .	- 2,0	+ 0,5	- 0,2	—	+ 0,3	- 1,7	- 1,5	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,6	- 0,2	- 0,2	+ 0,2	- 0,2	- 0,6	- 0,8	- 1,7
4 ^e trimestre .	+ 3,3	+ 1,1	+ 0,7	—	+ 1,8	+ 5,1	+ 0,6	- 1,3	+ 0,6	+ 1,7	+ 2,9	- 0,3	- 0,2	—	+ 0,2	+ 1,2	- 0,3	+ 5,1
Total ...	+ 3,3	+ 0,7	+ 0,5	- 0,1	+ 1,1	+ 4,4	- 4,7	+ 0,8	+ 1,0	+ 3,2	+ 3,0	- 0,7	- 1,0	+ 0,5	+ 0,9	+ 0,7	+ 0,7	+ 4,4
1955 1 ^{er} trimestre .	+ 1,1	+ 1,0	- 0,3	—	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,4	+ 2,2	- 0,6	- 0,6	- 0,4	+ 0,3	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	- 0,1	- 0,4	+ 1,8
2 ^e trimestre .	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,1	—	+ 0,2	+ 3,1	+ 0,5	- 1,1	+ 0,7	+ 1,6	+ 1,7	- 0,3	- 0,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,6	+ 0,8	+ 3,1
3 ^e trimestre .	- 0,2	- 0,2	+ 0,2	—	—	- 0,2	+ 1,7	- 0,3	+ 0,7	+ 0,6	- 1,5	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	—	+ 0,1	- 1,3	- 0,2
4 ^e trimestre .	+ 5,1	+ 1,2	+ 0,4	—	+ 1,6	+ 6,7	+ 0,5	+ 2,3	+ 0,7	+ 0,4	+ 2,9	+ 0,1	- 0,2	—	- 0,1	+ 0,1	—	+ 6,7
Total ...	+ 8,9	+ 2,1	+ 0,4	—	+ 2,5	+11,4	+ 4,1	+ 3,1	+ 1,5	+ 2,0	+ 2,7	—	- 0,9	+ 0,1	+ 0,2	- 0,5	- 0,9	+11,4
1956 1 ^{er} trimestre .	- 1,5	+ 1,1	—	—	+ 1,1	- 0,4	+ 3,2	- 1,4	- 0,9	+ 0,2	- 1,0	- 0,2	- 0,2	+ 0,1	- 0,2	+ 0,2	- 0,2	- 0,4
2 ^e trimestre .	+ 4,1	—	+ 0,4	—	+ 0,4	+ 4,5	+ 1,9	+ 1,2	- 0,3	+ 1,3	- 1,3	- 0,4	- 0,1	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,2	+ 1,5	+ 4,5
3 ^e trimestre .	+ 0,8	- 0,9	- 0,2	—	- 1,1	- 0,3	- 1,0	- 2,1	+ 0,8	+ 0,3	+ 3,0	- 0,3	- 0,1	- 0,1	—	- 0,5	- 0,3	- 0,3
4 ^e trimestre .	+ 2,4	- 1,2	+ 0,5	—	- 0,7	+ 1,7	- 1,3	- 1,3	+ 0,6	+ 1,0	+ 3,9	+ 0,2	- 0,1	—	- 0,3	+ 0,3	- 1,3	+ 1,7
Total ...	+ 5,8	- 1,0	+ 0,7	—	- 0,3	+ 5,5	+ 2,8	- 3,6	+ 0,2	+ 2,8	+ 4,6	- 0,7	- 0,5	+ 0,1	- 0,1	+ 0,2	- 0,3	+ 5,5
1957 1 ^{er} trimestre .	- 0,2	+ 1,0	+ 0,1	—	+ 1,1	+ 0,9	- 1,2	+ 3,4	- 2,0	- 1,3	+ 1,1	—	- 0,1	+ 0,1	—	+ 0,1	+ 0,8	+ 0,9
2 ^e trimestre .	+ 3,7	- 1,4	—	—	- 1,4	+ 2,3	- 0,1	- 0,4	+ 0,1	+ 1,6	+ 0,8	- 0,5	—	+ 0,1	- 0,2	- 0,3	+ 1,2	+ 2,3
3 ^e trimestre .	- 7,5	+ 0,2	+ 0,6	—	+ 0,8	- 6,7	- 2,5	- 3,1	+ 0,1	- 0,3	—	- 0,4	- 0,1	- 0,1	+ 0,2	- 0,2	- 0,3	- 6,7
4 ^e trimestre .	+ 3,7	+ 1,3	- 0,7	+ 0,2	+ 0,8	+ 4,5	+ 5,2	- 0,4	+ 0,2	- 0,5	+ 1,5	+ 0,1	- 0,4	- 0,2	+ 0,1	- 0,3	- 0,8	+ 4,5
Total ...	- 0,3	+ 1,1	—	+ 0,2	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,4	- 0,5	- 1,6	- 0,5	+ 3,4	- 0,8	- 0,6	- 0,1	+ 0,1	- 0,7	+ 0,9	+ 1,0
1958 1 ^{er} trimestre .	- 1,0	+ 2,0	- 0,2	+ 0,1	+ 1,9	+ 0,9	+ 3,9	- 0,2	+ 0,2	+ 0,2	- 3,6	—	- 0,4	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,2	- 0,2	+ 0,9
2 ^e trimestre .	+ 9,1	- 0,5	- 0,4	+ 0,1	- 0,8	+ 8,3	+ 5,6	+ 3,0	- 0,1	+ 1,8	- 3,0	- 0,4	- 0,5	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,3	+ 8,3
3 ^e trimestre .	- 4,1	+ 2,0	—	+ 0,1	+ 2,1	- 2,0	+ 2,8	- 4,1	- 0,6	+ 2,3	- 2,2	- 0,6	- 0,5	- 0,1	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,2	- 2,0
4 ^e trimestre .	+ 7,5	+ 0,5	—	+ 0,1	+ 0,6	+ 8,1	+ 2,6	+ 7,0	+ 0,4	- 0,2	+ 0,4	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1	+ 0,5	- 0,3	- 2,3	+ 8,1
Total ...	+11,5	+ 4,0	- 0,6	+ 0,4	+ 3,8	+15,3	+14,9	+ 5,7	- 0,1	+ 4,1	- 8,4	- 0,8	- 1,7	+ 0,4	+ 1,7	+ 0,5	- 1,0	+15,3
1959 1 ^{er} trimestre .	+ 0,2	+ 2,7	+ 0,6	+ 0,1	+ 3,4	+ 3,6	- 2,1	+ 1,3	+ 0,4	+ 2,5	+ 1,4	—	- 0,2	- 0,3	+ 0,2	- 0,3	+ 0,7	+ 3,6
2 ^e trimestre .	+ 4,3	- 0,8	- 0,1	—	- 0,9	+ 3,4	+ 0,3	- 0,8	+ 1,1	+ 1,1	- 0,4	- 0,4	- 0,1	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,3	+ 3,4
3 ^e trimestre .	- 4,4	+ 1,7	—	- 0,1	+ 1,6	- 2,8	- 0,3	- 2,0	—	+ 0,3	+ 0,3	- 0,4	—	—	+ 0,1	- 0,7	- 2,8	
4 ^e trimestre .	+ 6,7	+ 0,6	+ 1,2	- 0,1	+ 1,7	+ 8,4	+ 2,8	+ 4,4	+ 0,1	- 0,7	+ 3,1	—	—	- 0,1	- 0,3	- 0,3	- 0,6	+ 8,4
Total ...	+ 6,8	+ 4,2	+ 1,7	- 0,1	+ 5,8	+12,6	+ 0,7	+ 2,9	+ 1,6	+ 3,2	+ 4,4	- 0,8	- 0,3	- 0,4	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,7	+12,6
1960 1 ^{er} trimestre .	- 3,9	+ 4,5	+ 0,5	+ 0,1	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,7	- 6,7	+ 1,6	+ 1,2	+ 0,4	—	—	- 0,1	+ 0,7	- 0,5	- 0,1	+ 1,2
2 ^e trimestre .	+ 7,4	- 2,6	+ 1,0	- 0,2	- 1,8	+ 5,6	- 0,1	+ 5,0	- 0,1	- 0,3	+ 0,7	- 0,6	- 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,8	+ 5,6

* Mouvement des crédits directs aux pouvoirs publics + solde de leurs opérations en capital avec l'étranger. (Pouvoirs publics : Etat, pouvoirs subordonnés et organismes paraétatiques administratifs.)

BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(en milliards de francs)

Dates	Stock monétaire					Avoirs extérieurs nets				Créances sur le Trésor et sur d'autres emprunteurs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résident en Belgique		Divers				Sous déduction de					Différence (20) - (21) à (25)	
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale			Total	Avoirs et engagements à vue (montants nets)		Autres avoirs et engagements nets (montants nets)	Total	Créances sur l'Etat	Créances sur d'autres emprunteurs publics	Avances nettes au Fonds des Rentes	Total	financés par les organismes monétaires	Pour mémoire financés par et hors des organismes monétaires	Solde des opérations de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et du Fonds Monétaire, autres qu'à court terme	Créances et engagements sur et envers des organismes financiers non monétaires	Solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux	Comptes pour balance	Total	Engagements quasi monétaires des organismes émetteurs de monnaies envers l'économie nationale			Ecart entre les fonds propres et immobilisations et participations (Banque Nationale, et banques de dépôts)		Emprunts obligataires (banques de dépôts)
		détenue par les entreprises et particuliers	détenue par les pouvoirs publics	Total		B.N.B.	Autres organismes monétaires belges														Détenus par les entreprises et particuliers	Dépôts en devises détenus par les entreprises et particuliers	Détenus par le Trésor			
1953 Mars	101,4	65,0	6,9	71,9	173,3	+49,1	-4,6	+3,2	47,7	118,0	1,7	—	119,7	35,9	43,5	+0,2	+0,3	-3,0	+0,6	201,4	-19,9	-1,7	-0,3	-5,1	-1,1	173,3
Juin	102,6	66,3	6,9	73,2	175,8	+48,8	-4,0	+2,7	47,5	116,7	1,7	0,7	119,1	36,1	43,7	+0,3	+0,5	-1,4	+1,5	203,6	-19,3	-1,6	-0,5	-5,2	-1,2	175,8
Septembre ...	104,4	66,5	7,3	73,8	178,2	+49,7	-3,4	+2,6	48,9	121,0	1,4	0,3	122,7	36,3	43,6	+0,2	+0,5	-2,0	+1,9	208,5	-19,9	-2,3	-1,2	-5,4	-1,5	178,2
Décembre	105,9	67,3	7,1	74,4	180,3	+52,4	-4,8	+2,7	50,3	120,0	1,6	—	121,6	38,7	45,4	—	+0,1	-1,9	+1,0	209,8	-20,6	-1,5	-0,2	-5,3	-1,9	180,3
1954 Mars	102,9	66,5	7,5	74,0	176,9	+52,3	-6,8	+4,3	49,8	116,7	1,7	—	118,4	37,4	45,1	+0,1	+0,2	-1,5	+2,7	207,1	-21,1	-1,4	-0,1	-5,4	-2,2	176,9
Juin	104,3	69,9	8,1	78,0	182,3	+49,7	-4,8	+2,9	47,8	121,6	1,8	0,2	123,6	38,2	43,2	+0,3	+1,0	-1,9	+2,6	211,6	-19,6	-1,6	-0,1	-5,5	-2,5	182,3
Septembre ...	105,2	67,1	7,9	75,0	180,2	+49,6	-4,4	+2,7	47,9	120,7	2,1	—	122,8	38,8	47,0	+0,6	+0,8	-2,5	+2,0	210,4	-20,2	-1,4	-0,1	-5,7	-2,8	180,2
Décembre	106,7	69,5	7,4	76,9	183,6	+50,5	-3,7	+1,5	48,3	119,9	2,8	1,2	123,9	41,7	49,8	+0,6	+1,0	-1,2	+1,6	215,9	-21,3	-2,0	-0,1	-6,0	-2,9	183,6
1955 Mars	107,5	70,1	7,1	77,2	184,7	+53,7	-4,7	+2,4	51,4	120,4	2,5	0,1	123,0	41,4	49,6	+0,7	+1,3	-1,4	+1,3	217,7	-22,3	-1,7	-0,1	-5,7	-3,2	184,7
Juin	108,6	71,7	7,3	79,0	187,6	+52,9	-4,8	+2,7	50,8	121,1	3,3	0,9	125,3	43,0	50,1	+0,7	+1,3	-2,0	+2,2	221,3	-22,4	-1,7	-0,1	-6,1	-3,4	187,6
Septembre ...	109,7	70,3	7,4	77,7	187,4	+54,3	-4,8	+2,9	52,4	120,9	4,1	1,4	126,4	41,4	49,5	+0,8	+1,3	-1,9	+1,0	221,4	-22,2	-2,0	-0,1	-6,2	-3,5	187,4
Décembre	110,7	73,9	7,9	81,8	192,5	+56,1	-4,8	+3,4	54,7	122,3	5,0	0,7	128,0	44,4	52,0	+0,7	+1,3	-1,8	+0,9	226,2	-23,4	-2,4	-0,1	-6,0	-3,8	192,5
1956 Mars	109,5	74,0	7,5	81,5	191,0	+58,8	-4,9	+3,6	57,5	121,8	4,1	0,7	126,6	43,4	52,0	+0,7	+1,1	-1,6	+0,5	228,2	-24,5	-2,4	-0,1	-6,2	-4,0	191,0
Juin	111,4	77,0	6,7	83,7	195,1	+59,2	-3,8	+3,1	58,5	124,2	4,1	1,4	129,7	42,1	52,6	+1,0	+1,4	-1,4	+1,9	233,2	-24,5	-2,8	-0,1	-6,6	-4,1	195,1
Septembre ...	112,8	75,5	7,7	83,2	196,0	+59,2	-5,1	+2,3	56,4	123,4	5,0	1,3	129,7	45,1	55,3	+0,8	+1,4	-1,9	+1,8	233,3	-23,6	-2,6	—	-6,9	-4,2	196,0
Décembre	114,3	77,5	6,5	84,0	198,3	+56,9	-6,1	+3,2	54,0	123,4	5,6	2,0	131,0	49,0	58,4	+0,7	+1,2	-1,6	+0,6	234,9	-22,3	-3,2	-0,1	-6,7	-4,3	198,3
1957 Mars	113,6	77,4	7,2	84,6	198,2	+53,2	-6,2	+3,4	50,4	128,6	4,0	0,7	133,3	50,1	60,3	+0,8	+1,2	-1,5	+1,5	235,8	-23,3	-3,3	—	-6,6	-4,4	198,2
Juin	113,9	80,1	7,9	88,0	201,9	+53,3	-4,8	+3,0	51,5	127,5	4,2	1,8	133,5	50,9	61,0	+0,9	+1,0	-1,9	+2,7	238,6	-21,9	-3,3	—	-7,1	-4,4	201,9
Septembre ...	114,4	73,3	6,7	80,0	194,4	+51,4	-4,7	+2,6	49,3	124,3	4,2	1,2	129,7	50,9	60,0	+0,8	+1,3	-2,0	+2,5	232,5	-22,1	-3,9	—	-7,6	-4,5	194,4
Déc. anc. sér.	115,5	76,1	6,4	82,5	198,0	+57,0	-3,9	+2,8	55,9	121,8	4,3	1,7	127,8	52,3	61,5	+0,8	+1,3	-2,3	+1,4	237,2	-23,4	-3,2	-0,2	-7,5	-4,9	198,0
Déc. nouv. s. 1	115,5	76,1	6,4	82,5	198,0	+57,0	-3,9	+3,0	56,1	121,6	1,8	1,7	125,1	52,3	61,5	+0,8	+2,3	-0,8	+1,4	237,2	-23,4	-3,2	-0,2	-7,5	-4,9	198,0
1958 Mars	114,5	76,1	6,4	82,5	197,0	+60,5	-2,4	+2,1	60,2	122,5	2,0	0,4	124,9	48,8	60,2	+1,0	+2,8	-0,6	+1,4	238,5	-25,4	-3,0	-0,4	-7,4	-5,3	197,0
Juin	118,1	80,4	7,6	88,0	206,1	+67,5	-3,8	+2,5	66,2	125,0	2,2	2,0	129,2	45,7	58,3	+1,1	+3,0	-0,1	+2,6	247,7	-25,0	-2,5	-0,5	-7,8	-5,8	206,1
Septembre ...	118,0	75,9	8,1	84,0	202,0	+70,8	-4,1	+3,4	70,1	120,4	1,7	3,7	125,8	43,5	55,8	+1,1	+3,6	+0,2	+2,5	246,8	-26,9	-2,6	-0,5	-8,5	-6,3	202,0
Décembre	120,3	82,0	7,2	89,2	209,5	+74,1	-5,4	+3,4	72,1	126,7	2,1	4,1	132,9	43,9	56,3	+1,1	+4,1	+0,1	+0,8	255,0	-27,4	-2,6	-0,6	-8,3	-6,6	209,5
1959 Mars	119,0	83,1	7,6	90,7	209,7	+70,2	-2,9	+3,0	70,3	129,5	2,9	3,9	136,3	45,2	55,9	+0,8	+4,4	—	+1,4	258,4	-30,1	-3,3	-0,7	-7,8	-6,8	209,7
Juin	120,4	85,9	7,8	93,7	214,1	+72,2	-6,5	+4,0	69,7	129,6	3,9	5,0	138,5	44,8	55,8	+0,8	+4,7	+1,0	+2,6	262,1	-29,2	-3,1	-0,6	-8,2	-6,9	214,1
Septembre ...	118,3	83,0	8,3	91,3	209,6	+70,3	-5,8	+6,7	71,2	128,0	4,0	2,0	134,0	45,1	55,9	+0,7	+5,3	+1,1	+2,3	259,7	-30,9	-3,1	-0,6	-8,6	-6,9	209,6
Décembre ...	121,3	87,4	7,6	95,0	216,3	+65,8	-3,8	+8,7	70,7	132,4	4,0	4,6	141,0	48,1	59,6	+0,7	+5,1	+0,8	+1,7	268,1	-31,5	-4,3	-0,5	-8,6	-6,9	216,3
1960 Mars	118,8	86,2	7,5	93,7	212,5	+69,5	-5,2	+8,5	72,8	133,6	4,3	2,0	139,9	48,5	60,1	+0,6	+5,7	+0,3	+1,6	269,4	-36,1	-4,8	-0,5	-8,6	-6,9	212,5
Juin	122,1	89,6	8,2	97,8	219,9	+71,9	-5,5	+8,1	74,5	136,2	4,5	2,1	142,8	49,2	61,2	+0,7	+5,6	+0,3	+2,6	275,7	-33,5	-5,8	-0,3	-9,2	-7,0	219,9

* Y compris les comptes d'organismes paraétatiques administratifs.

¹ A partir de décembre 1957, l'adoption d'une ventilation plus détaillée des créances des organismes monétaires sur les organismes publics autres que l'Etat a entraîné une modification des rubriques suivantes : « Avoirs extérieurs nets : autres avoirs et engagements nets » (colonne 8), « Créances sur d'autres emprunteurs publics » (colonne 11), « Créances et engagements sur et envers des organismes financiers non monétaires » (colonne 17) et « Solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux » (colonne 18).

II. — SITUATIONS MENSUELLES

85⁶

DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO BELGE ET DU RUANDA URUNDI

(millions de francs)

Rubriques	1960 29 février	1960 31 mars	1960 30 avril	1960 31 mai	1960 30 juin	1960 31 juillet	1960 31 août	1960 30 septembre
ACTIF								
Encaisse or	1.901	1.907	1.910	1.915	1.919	1.509	1.510	1.510
Avoirs en monnaies convertibles en or ...	1.378	1.778	1.552	1.797	1.475	1.223	1.260	1.219
Avoirs en francs belges :								
Banques et divers organismes	1	1	135	2	392	1	2	—
Autres avoirs	180	120	97	199	58	309	118	109
Avoirs en autres monnaies	631	619	619	1.116	622	432	279	278
Monnaies étrangères et or à recevoir	625	616	627	1.136	620	410	254	250
Débiteurs pour change et or à terme	22	77	97	105	83	67	56	52
Effets commerc. sur le Congo et le Ruanda-Urundi	616	657	643	401	460	504	506	396
Avances sur fonds publ. et subst. précieux.	950	495	512	640	709	2.954	3.066	2.524
Avoirs aux Offices des Chèques Postaux	12	14	10	13	12	26	20	19
Effets publics (stat. : art. 6, § 1, n° 3)								
Emis par le Congo	1.615	1.615	1.965	1.810	2.150	2.200	2.700	3.400
Emis par le Ruanda-Urundi	325	200	225	375	75	—	75	—
Avances (Stat. : art. 6, § 1, n° 4, litt. a et c)								
A des organismes créés ou régis par des disp. lég. partic. ou dont les engag. sont garantis par le :								
Congo	135	118	109	125	133	151	163	149
Ruanda-Urundi	1	1	—	—	—	—	—	—
Fonds publics :								
Stat. : art. 6, § 1, nos 12 et 13	1.574	1.527	1.527	1.515	1.524	1.522	1.518	1.522
Stat. : art. 6, § 2, n° 4, al. 2	100	103	104	105	106	106	105	105
Immeubles, matériel et mobilier	482	486	497	504	510	517	522	522
Divers	65	135	111	111	183	175	149	39
	10.613	10.469	10.740	11.869	11.031	12.106	12.303	12.094
PASSIF								
Billets et monnaies métalliques en circul.	6.163	6.162	6.126	6.319	6.831	7.275	7.395	6.470
Comptes courants et créiteurs divers :								
Congo	16	23	15	16	24	86	104	183
Ruanda-Urundi	12	7	10	15	11	7	8	—
Comptes courants divers	1.017	1.131	1.448	1.499	1.528	1.295	1.556	1.208
Valeurs à payer	215	251	635	502	201	594	530	508
Total des engagements à vue	7.423	7.574	8.234	8.351	8.595	9.257	9.593	8.369
Banque d'émiss. du Rwanda et du Burundi	—	—	—	—	—	—	—	931
Engagements en francs belges :								
A vue	1.392	1.047	625	698	619	1.271	1.225	1.107
A terme	66	69	45	56	31	16	4	1
Engagements en monnaies étrangères :								
En monnaies convertibles	68	43	67	509	11	20	39	268
En autres devises	—	—	—	2	3	2	3	2
Monnaies étrangères et or à livrer	630	671	690	1.192	676	461	303	299
Divers	395	426	440	357	392	375	432	413
Capital	150	150	150	150	150	150	150	150
Fonds de réserve et d'amortissement	489	489	489	554	554	554	554	554
	10.613	10.469	10.740	11.869	11.031	12.106	12.303	12.094

III. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

86¹

BANQUE DE FRANCE

(millions de nouveaux francs français)

Rubriques	1960 7 avril	1960 5 mai	1960 9 juin	1960 7 juillet	1960 4 août	1960 8 septembre	1960 6 octobre	1960 8 novembre
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	4.747	5.159	5.608	5.362	5.465	6.119	6.006	5.465
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	—	—	—	—	444	444	656	656
Monnaies divisionnaires	74	52	23	15	14	6	8	30
Comptes courants postaux	464	553	515	495	477	493	530	715
Prêts à l'Etat ²	6.500	6.500	6.500	6.500	6.500	6.500	6.500	6.500
Avances à l'Etat ²	3.230	1.004	2.635	2.809	3.093	3.830	3.484	1.491
Portefeuille d'escompte :	15.565	16.434	15.454	16.005	15.837	15.202	15.706	16.800
<i>Effets escomptés sur la France</i>	4.404	4.563	4.629	4.723	4.554	4.472	4.594	4.716
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	1	1	1	1	1	1	1	1
<i>Effets garantis par l'Office des céré- ales</i> ³	446	321	287	215	126	166	372	621
<i>Effets de mobilisation de crédits à moyen terme</i>	10.714	11.549	10.537	11.066	11.156	10.563	10.739	11.462
Effets négociables achetés en France ⁴	2.562	3.083	2.347	3.149	3.039	2.250	2.807	2.864
Avances à 30 jours sur effets publics ...	161	192	173	171	159	154	186	180
Avances sur titres	72	74	63	70	67	65	70	79
Avances sur or	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets en cours de recouvrement	223	299	264	237	384	247	272	860
Divers	601	599	608	612	595	639	661	644
Total ...	38.521	38.271	38.512	39.747	40.396	40.271	41.208	40.606

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	34.963	34.683	34.742	36.261	36.842	36.830	37.710	37.192
Comptes courants créditeurs :	2.452	2.405	2.599	2.309	2.242	2.149	2.118	1.730
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	1	1	1	—	1	—	1	—
<i>Comptes courants des accords de coopération économique</i>	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises et étrangères</i>	1.567	1.548	1.668	1.350	1.301	1.261	1.231	772
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	884	856	930	959	940	888	886	958
Capital de la Banque	150	150	150	150	150	150	150	150
Divers	956	1.033	1.021	1.027	1.162	1.142	1.230	1.534
Total ...	38.521	38.271	38.512	39.747	40.396	40.271	41.208	40.606

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

³ Loi du 15 août 1930, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁴ Décret du 17 juin 1938.

BANK OF ENGLAND
(millions de £)

86²

Rubriques	1960 6 avril	1960 4 mai	1960 8 juin	1960 6 juillet	1960 8 août	1960 7 septembre	1960 5 octobre	1960 9 novembre
-----------	-----------------	---------------	----------------	-------------------	----------------	---------------------	-------------------	--------------------

Département d'émission

ACTIF

Dette de l'Etat	11	11	11	11	11	11	11	11
Autres fonds publics	2.186	2.236	2.236	2.236	2.336	2.236	2.237	2.237
Autres titres	1	1	1	1	1	1	1	1
Monnaies autres que monnaies d'or	2	2	2	2	2	2	1	1
Montant de l'émission fiduciaire	2.200	2.250	2.250	2.300	2.350	2.250	2.250	2.250
Monnaies d'or et lingots	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
	2.200	2.250	2.250	2.300	2.350	2.250	2.250	2.250

PASSIF

Billets émis :								
En circulation	2.167	2.183	2.215	2.245	2.319	2.230	2.220	2.224
Au Département bancaire	33	67	35	55	31	20	30	26
	2.200	2.250	2.250	2.300	2.350	2.250	2.250	2.250

Département bancaire

ACTIF

Fonds publics	263	220	306	335	356	418	428	405
Autres titres :								
Escomptes et avances	25	31	29	30	42	28	18	40
Titres	19	18	18	19	19	19	19	19
Billets	33	67	35	55	31	20	30	26
Monnaies	1	1	1	1	1	1	1	1
	341	337	389	440	449	486	496	491

PASSIF

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Réserves	3	3	3	4	4	4	3	4
Dépôts publics :	11	10	11	11	10	9	12	9
Y compris Trésor, Banques d'épargne, commissaires de la Dette publique et comptes de dividendes								
Dépôts spéciaux	—	—	55	87	125	150	150	150
Autres dépôts :								
Banquiers	248	245	240	256	229	245	251	248
Autres comptes	64	64	65	67	66	63	65	65
	341	337	389	440	449	486	496	491

FEDERAL RESERVE BANKS ¹
(millions de \$)

86³

Rubriques	1960 6 avril	1960 4 mai	1960 8 juin	1960 6 juillet	1960 8 août	1960 7 septembre	1960 5 octobre	1960 9 novembre
-----------	-----------------	---------------	----------------	-------------------	----------------	---------------------	-------------------	--------------------

ACTIF

Certificats-or	18.159	18.112	18.114	18.093	17.881	17.731	17.366	16.825
Fonds de rachat des billets des F.R.	950	951	938	936	955	970	973	994
Total des réserves de certificats-or	19.109	19.063	19.052	19.029	18.836	18.701	18.339	17.819
Billets F.R. d'autres banques	423	444	344	277	400	380	431	312
Autres encaisses	437	396	351	344	407	388	395	366
Escompte et avances	770	572	556	531	287	177	137	187
Prêts à l'économie privée	—	—	—	—	—	—	—	—
Acceptations achetées directement	32	30	29	28	29	32	35	42
Acceptations détenues en vertu d'une convention de rachat	—	—	—	—	—	—	6	10
Fonds publics :								
Achetés directement								
Effets	1.263	1.597	2.161	2.535	2.769	2.639	2.899	3.298
Certificats	8.507	8.507	8.507	8.507	8.507	14.007	14.007	14.142
Billets	13.010	13.010	13.010	13.010	13.010	7.510	7.510	7.530
Obligations	2.484	2.484	2.484	2.484	2.484	2.484	2.484	2.605
Total achetés directement ...	25.264	25.598	26.162	26.536	26.770	26.640	26.900	27.575
Détenus en vertu d'une convention de rachat	57	290	—	104	304	82	150	514
Total des fonds publics	25.321	25.888	26.162	26.640	27.074	26.722	27.050	28.089
Total des prêts et des fonds publics	26.123	26.490	26.747	27.199	27.390	26.931	27.228	28.328
Avoirs sur banques étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—
Moyens de trésorerie non encaissés	4.984	5.433	5.033	5.164	5.118	4.614	5.475	5.185
Immeubles	103	103	104	105	105	106	107	107
Autres avoirs	283	364	206	267	348	227	293	387
Total actif ...	51.462	52.293	51.837	52.385	52.604	51.347	52.268	52.504

EXIGIBLE

Billets de la Federal Reserve	27.380	27.248	27.407	27.738	27.617	27.817	27.698	27.893
Dépôts :								
Banques affiliées — compte de réserve	17.661	18.217	17.880	18.209	18.308	17.322	17.817	17.536
Trésor américain — compte général ...	417	478	479	325	378	518	376	391
Etrangers	165	170	207	267	230	195	194	258
Autres	352	303	348	372	358	376	387	387
Total dépôts	18.595	19.168	18.914	19.173	19.274	18.411	18.774	18.572
Moyens de trésor. avec disponib. différés	4.159	4.556	4.173	4.145	4.375	3.778	4.462	4.682
Autres engagements et dividendes courus	35	41	46	37	45	41	43	49
Total exigible ...	50.169	51.013	50.540	51.093	51.311	50.047	50.977	51.196

COMPTES DE CAPITAL

Capital libéré	396	398	398	400	402	402	403	405
Surplus	775	775	775	775	775	775	775	775
Autres comptes de capital	122	107	124	117	116	123	113	128
Total passif ...	51.462	52.293	51.837	52.385	52.604	51.347	52.268	52.504
Engagements éventuels sur acceptations achetées p ^r correspondants étrangers ...	159	168	172	179	183	203	202	216
Engagem. d'emprunts à l'économie privée	—	—	—	—	—	—	—	—
Coefficient des réserves de certificats-or par rapport aux dépôts et billets F.R.	41,6 %	41,1 %	41,1 %	40,6 %	40,2 %	40,5 %	39,5 %	38,3 %

¹ Situation globale des douze banques de réserve fédérales.

NEDERLANDSCHE BANK
(millions de florins)

86⁴

Rubriques	1960 4 avril	1960 9 mai	1960 7 juin	1960 4 juillet	1960 8 août	1960 5 septembre	1960 3 octobre	1960 7 novembre
ACTIF								
Or	4.403	4.403	4.537	4.655	4.733	4.733	5.091	5.204
Créances et titres libellés en or ou en monnaies étrangères	829	855	794	863	780	771	798	913
Moyens de paiement étrangers	1	—	—	—	1	1	—	3
Créances en florins sur l'étranger ¹	52	51	50	47	47	48	46	43
Effets, promesses et obligat. escomptés ²	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets, certificats du Trésor et obligations achetés par la Banque (art. 15, 4 ^o , de la loi bancaire de 1948)	363	302	302	282	250	113	197	184
Avances en comptes courants (y compris les prêts) ³	12	11	15	11	9	9	9	8
Avances à l'Etat (art. 20 de la loi bancaire de 1948)	—	—	—	—	—	—	—	—
Monnaies néerlandaises	45	48	50	53	52	54	53	52
Placement du capital et réserves	159	171	172	172	171	171	171	172
Immeubles et inventaire	1	1	1	1	1	1	1	1
Comptes divers	18	8	7	9	6	8	6	6
	5.883	5.850	5.928	6.093	6.050	5.909	6.372	6.586

PASSIF

Billets en circulation	4.431	4.435	4.541	4.687	4.613	4.663	4.706	4.607
Accréditifs	—	—	—	—	—	—	—	2
Comptes courants en florins de résidents	1.160	1.116	1.076	1.081	1.129	950	1.375	1.542
Trésor public	502	372	526	373	317	276	781	655
Banques aux Pays-Bas	528	617	420	570	682	530	426	739
Autres résidents	130	127	130	138	130	144	168	148
Comptes courants en florins de non-résidents	60	63	72	86	64	62	54	57
Banques d'émission étrangères et organismes assimilés	51	54	64	73	53	52	42	47
Autres non-résidents	9	9	8	13	11	10	12	10
Engagements libellés en monnaies étrang.	17	19	21	18	17	5	8	145
Capital	20	20	20	20	20	20	20	20
Réserves	142	152	152	152	152	152	152	152
Comptes divers	53	45	46	49	55	57	57	61
	5.883	5.850	5.928	6.093	6.050	5.909	6.372	6.586

¹ Dont, par suite de la liquidation de l'U.E.P. et d'accords bilatéraux	3	3	2	2	2	2	2	1
² Dont, certificats du Trésor (escomptés directement par la Banque)	—	—	—	—	—	—	—	—
³ Dont, à l'Indonésie (Loi du 15 mars 1938 — Staatsblad, n ^o 99)	8	8	8	8	5	5	5	5
N. B. — Billets mis en circulation par la Banque pour compte de l'Etat	103	105	106	107	108	107	108	108
— Soldes en florins de banques d'émission étrangères et d'organismes assimilés placés en bons du Trésor néerlandais ..	—	—	1	1	2	2	2	2

SVERIGES RIKSBANK
(millions de Kr.)

86⁵

Rubriques	1960 31 mars	1960 30 avril	1960 31 mai	1960 30 juin	1960 30 juillet	1960 31 août	1960 30 septembre	1960 31 octobre
ACTIF								
Monnaies et lingots d'or	377	377	377	377	377	377	377	377
Surplus de valeurs d'or	508	508	508	508	508	509	508	507
Fonds publics étrangers *	1.011	1.246	1.261	1.281	1.281	1.225	1.179	1.158
Effets sur l'étranger *	73	169	169	147	178	237	234	208
Créances nettes sur banques et banquiers étrangers *	69	— 5	— 7	46	21	121	178	247
Autres avoirs sur l'étranger	11	11	11	11	11	11	11	11
Effets et obligations du Trésor suédois *	4.057	4.437	3.982	4.246	4.256	4.441	4.295	5.114
Effets payables en Suède *	2	2	2	2	2	2	2	2
Prêts nantis *	592	43	344	391	497	438	702	57
Avances en comptes courants *	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts sur ventes à tempérament	58	58	57	57	57	57	58	58
Fonds de pensions déposés à l'administra- tion de la Dette publique	7	7	7	7	7	7	7	7
Monnaies (autres qu'en or)	31	29	28	29	29	29	29	27
Chèques et effets bancaires	39	9	6	20	214	1	12	171
Autres valeurs actives intérieures	53	56	47	44	68	65	57	103
Quota de la Suède au F.M.I.	776	776	776	776	776	776	776	776
Participation de la Suède au capital de la B.I.R.D.	103	103	103	103	103	103	104	103
Total ...	7.767	7.826	7.671	8.045	8.385	8.399	8.529	8.926

PASSIF								
Billets en circulation ¹	5.727	5.857	5.701	5.983	5.782	5.828	5.906	6.040
Effets bancaires	1	2	1	1	2	1	12	4
Dépôts en comptes courants :	126	160	158	218	140	104	134	186
Institutions officielles	100	120	126	194	102	87	113	139
Banques commerciales	25	38	31	23	37	16	20	45
Autres déposants	1	2	1	1	1	1	1	2
Dépôts	461	415	399	410	957	956	953	1.148
Comptes d'ajustements de change	535	617	616	616	616	615	614	614
Autres engagements	59	50	71	91	162	170	185	209
Capital	50	50	50	50	50	50	50	50
Fonds de prêts sur ventes à tempérament	65	65	65	65	65	65	65	65
Fonds de réserve	20	20	20	20	20	20	20	20
Fonds de pensions	7	7	7	7	7	7	7	7
Bénéfices reportés	1	1	1	1	1	1	1	1
Bénéfices pour 1959	133	—	—	—	—	—	—	—
Fonds Monétaire International	582	582	582	582	582	582	582	582
Banque Internationale de Reconstruction et de Développement	—	—	—	1	1	—	—	—
Total ...	7.767	7.826	7.671	8.045	8.385	8.399	8.529	8.926

N. B. La couverture supplémentaire des billets (art. 10 de la loi sur la Riksbank) comprend les rubriques actives marquées d'un astérisque.
¹ Le montant maximum de l'émission fiduciaire autorisée est de 7.000 millions de Kr. en vertu de la loi n° 68 du 1^{er} avril 1960.

BANCA D'ITALIA
(milliards de lires)

86⁶

Rubriques	1960 29 février	1960 31 mars	1960 30 avril	1960 31 mai	1960 30 juin	1960 31 juillet	1960 31 août	1960 30 septembre
ACTIF								
Encaisse en or	172	172	172	172	172	172	172	172
Or à l'étranger dû par l'Etat	2	2	2	2	2	2	2	2
Caisse ¹	11	11	12	10	10	10	9	8
Portefeuille d'escompte	425	426	430	430	425	427	424	432
Effets reçus à l'encaissement	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
Avances sur titres et sur marchandises et comptes courants	84	50	81	65	80	72	81	77
Disponibilités en devises à l'étranger ...	62	62	62	62	62	62	62	63
Titres émis ou garantis par l'Etat	72	71	75	65	60	59	59	59
Immeubles	—	—	—	—	—	—	—	—
Débiteurs divers	2.041	2.012	2.000	2.021	2.064	2.103	2.175	2.176
Créances diverses	3	3	3	3	2	3	3	3
Avances provisoires à l'Etat	77	75	75	75	75	75	75	75
Avances extraordinaires à l'Etat	343	343	488	488	488	488	488	488
Emissions des autorités militaires alliées ou pour leur compte	145	145	—	—	—	—	—	—
Placements en titres pour le compte du Trésor	108	98	84	74	74	64	50	40
Dépenses diverses	3	5	6	8	22	24	26	28
Total de l'actif ...	3.548	3.475	3.490	3.475	3.536	3.561	3.626	3.623
PASSIF								
Billets en circulation ²	2.032	2.035	2.053	2.063	2.095	2.179	2.147	2.168
Chèques et autres dettes à vue ³	14	17	14	14	17	15	17	17
Comptes courants à vue	74	81	80	73	106	79	84	85
Comptes courants à terme et réserves obligatoires des banques	825	831	808	814	723	820	795	817
Créditeurs divers	178	177	162	167	183	163	179	175
Compte courant du Trésor	324	226	268	235	309	194	302	251
Compte courant du Trésor, fonds spécial Trésorerie de l'Etat - plus value provenant de la réévaluation de l'or	17	17	17	17	5	5	—	—
Trésorerie de l'Etat - plus value provenant de la réévaluation de l'or	63	63	63	63	63	63	63	63
Services divers pour le compte de l'Etat	14	17	13	15	7	13	8	13
Capital	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Fonds de réserve ordinaire	3	3	3	3	3	3	3	3
Fonds de réserve extraordinaire	1	2	2	2	2	2	2	2
Bénéfices de l'exercice en cours	3	5	7	9	23	25	26	29
Bénéfice provisoire de l'exercice précédent	1	1	—	—	—	—	—	—
Total du passif et du patrimoine ...	3.548	3.475	3.490	3.475	3.536	3.561	3.626	3.623
Déposants de titres et valeurs (compte d'ordre)	3.859	3.952	3.855	4.131	5.662	5.194	5.022	4.900
Circulation du Trésor (net)	63	65	66	67	69	71	72	
Circulation bancaire et du Trésor (net) .	2.094	2.099	2.118	2.130	2.163	2.250	2.218	
Moyens de paiement	6.262	6.340	6.378	6.439	6.586	6.777		
Escomptes effectués	48	138	193	78	43	138	188	84
Avances effectuées	529	478	520	500	572	544	593	541
Opérations au comptant liquidées par les Chambres de compensation	7.821	7.415	7.262	7.022	7.689	8.200	7.809	8.306
¹ Comprend les billets et monnaies pour compte du Trésor	8	8	7	7	6	6	6	6
² Comprend les billets auprès du Trésor	1	1	1	1	1	1	3	
³ Comprend valeurs et assignations	10	11	10	10	11	10	12	11

DEUTSCHE BUNDESBANK
(millions de D.M.)

86⁷

Rubriques	1960 7 avril	1960 7 mai	1960 7 juin	1960 7 juillet	1960 6 août	1960 7 septembre	1960 7 octobre	1960 7 novembre
ACTIF								
Or	11.103	11.233	11.365	11.524	11.724	11.943	12.029	12.162
Avoirs auprès des banques étrangères et placements à court terme à l'étranger .	9.046	9.849	10.435	11.907	12.822	13.640	14.582	15.500
Monnaies étrangères, lettres de change et chèques sur l'étranger	156	142	172	170	131	133	152	156
Crédits aux institutions internationales et crédits de consolidation aux banques centrales étrangères	4.499	4.465	4.493	4.436	3.955	3.797	3.688	3.696
dont : a) U.E.P.	2.976	2.915	2.915	2.832	2.329	2.147	2.055	1.562
b) B.I.R.D.	1.381	1.406	1.441	1.481	1.506	1.531	1.512	2.014
Monnaies divisionnaires allemandes	129	123	114	110	102	104	98	98
Avoirs en comptes chèques postaux	124	110	201	138	111	151	114	138
Effets sur l'intérieur	2.191	1.315	2.469	2.498	1.630	1.949	2.200	1.288
Effets du Trésor et bons du Trésor sans intérêt	20	—	50	61	—	38	80	11
Créances sur titres	36	31	49	76	31	80	81	30
Crédits de caisse	411	407	5	9	100	8	3	12
Titres	228	226	225	224	224	224	224	224
Créances de péréquation et titre d'obligation sans intérêt	5.369	5.137	5.187	5.089	4.561	3.708	3.854	3.461
Crédits à l'Etat pour participation au capital d'institutions internationales ...	1.262	1.277	1.336	1.336	1.340	1.340	1.340	1.340
Autres valeurs actives	204	198	216	289	254	275	269	358
	34.778	34.523	36.317	37.867	36.985	37.390	38.714	38.474

PASSIF								
Billets en circulation	18.238	18.378	18.785	18.901	19.069	18.985	19.483	19.152
Dépôts :	14.047	13.968	15.090	16.569	15.500	16.001	16.918	17.070
a) institutions de crédit (y compris les Offices des Chèques et des Epargnes Postaux)	11.086	11.275	12.732	13.184	12.883	13.468	12.557	12.876
b) déposants officiels	2.750	2.483	2.144	3.171	2.391	2.332	4.156	3.977
c) autres déposants intérieurs	211	210	214	214	226	211	205	217
Engagements résultant de transactions avec l'étranger	644	470	475	443	421	403	380	369
dépôts étrangers	244	314	302	320	311	297	284	268
autres	400	156	173	123	110	106	96	101
Fonds de prévision	655	806	806	806	806	806	806	806
Capital social	290	290	290	290	290	290	290	290
Réserves	522	562	562	562	562	562	562	562
Autres passifs	382	49	309	296	337	343	275	225
	34.778	34.523	36.317	37.867	36.985	37.390	38.714	38.474

BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

86⁸

Rubriques	1960 7 avril	1960 7 mai	1960 7 juin	1960 7 juillet	1960 6 août	1960 7 septembre	1960 7 octobre	1960 7 novembre
ACTIF								
Encaisse or	7.645	7.645	7.688	7.675	8.385	8.481	8.567	8.910
Devises	433	417	531	441	677	543	547	645
Portefeuille effets sur la Suisse	50	51	52	52	52	48	46	49
<i>Effets de change</i>	50	51	52	52	52	48	46	49
<i>Rescriptions de la Confédération Suisse</i>	—	—	—	—	—	—	—	—
Avances sur nantissement	11	12	18	22	18	16	22	14
Titres	44	44	43	43	43	43	43	43
<i>pouvant servir de couverture</i>	1	1	1	1	1	1	1	1
<i>autres</i>	43	43	42	42	42	42	42	42
Correspondants :	16	15	20	17	17	15	16	16
<i>en Suisse</i>	11	8	14	10	10	10	8	9
<i>à l'étranger</i>	5	7	6	7	7	5	8	7
Autres postes de l'actif	28	27	33	32	30	28	32	33
Total ...	8.227	8.211	8.385	8.282	9.222	9.174	9.273	9.710

PASSIF

Fonds propres	52	52	52	52	52	52	52	52
Billets en circulation	5.877	5.881	5.950	6.023	6.064	6.104	6.203	6.213
Engagements à vue	2.112	2.090	2.193	2.013	2.911	2.825	2.422	2.842
<i>Comptes de virements des banques du commerce et de l'industrie</i>	1.872	1.607	1.686	1.627	2.589	2.400	2.068	2.456
<i>Autres engagements à vue</i>	240	483	507	386	322	425	354	386
Engagements à terme	—	—	—	—	—	—	400	400
Autres postes du passif	186	188	190	194	195	193	196	203
Total ...	8.227	8.211	8.385	8.282	9.222	9.174	9.273	9.710

TAUX D'ESCOMPTE DES PRINCIPALES BANQUES D'EMISSION (*)

(au 31 octobre 1960)

(en % depuis la date indiquée)

86⁹

Allemagne	3 juin 1960	5,— ¹	France	6 octobre 1960	3,50
Autriche	17 mars 1960	5,—	Grande-Bretagne	27 octobre 1960	5,50 ⁴
Belgique	4 août 1960	5,— ²	Italie	7 juin 1958	3,50
Congo et Ruanda-Urundi	11 janvier 1960	5,— ³	Norvège	14 février 1955	3,50
Danemark	26 janvier 1960	5,50	Pays-Bas	16 novemb. 1959	3,50
Espagne	11 avril 1960	5,75	Suède	15 janvier 1960	5,—
Etats-Unis (Federal Reserve Bank of New-York)	12 août 1960	3,—	Suisse	26 février 1959	2,—

 (*) Canada : depuis le 1^{er} novembre 1956, taux d'escompte fixé le jeudi de chaque semaine.

¹ Depuis le 11 novembre 1960 : 4 %.

² Taux de traites acceptées domiciliées en banque et warrants. Autres taux, voir tableau 2.

³ Taux de traites acceptées domiciliées en banque.

⁴ Depuis le 8 décembre 1960 : 5 %.

IV. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

87

Situations en milliers de francs suisses or
[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif	31 août 1960		30 septembre 1960		31 octobre 1960		Passif						
		%		%		%		%		%		%	
I. Or en lingots et monnayé	1.554.060	39,1	1.538.132	38,4	1.587.956	38,0	I. Capital :						
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	55.088	1,4	45.790	1,1	78.613	1,9	Actions libérées de 25 %	125.000	3,1	125.000	3,1	125.000	3,0
III. Portefeuille réescomptable :	640.578		573.959		601.733		II. Réserves :	23.372	0,6	23.372	0,6	23.372	0,6
1. Effets de commerce et acceptations de banque	43.604	1,1	44.656	1,1	35.139	0,8	1. Fonds de Réserve légale	10.029		10.029		10.029	
2. Bons du Trésor	596.974	15,0	529.303	13,2	566.594	13,5	2. Fonds de Réserve générale	13.343		13.343		13.343	
IV. Effets divers remobilisabl. sur dem.	21.232	0,5	23.279	0,6	21.173	0,5	III. Dépôts (or) :	1.971.174		1.897.837		1.881.282	
V. Dépôts à terme et avances :	838.064		954.492		1.021.177		1. Banques centrales :						
a) à 3 mois au maximum	529.386	13,3	778.483	19,4	795.276	19,0	a) de 6 à 9 mois	—		—		—	
b) à 3 mois au maximum (or)	3.406	0,1	3.831	0,1	6.811	0,2	b) de 3 à 6 mois	96.635	2,4	82.332	2,1	75.411	1,8
c) de 3 à 6 mois	187.715	4,7	54.172	1,4	131.827	3,2	c) à 3 mois au maximum	661.841	16,6	683.111	17,1	569.406	13,6
d) de 6 à 9 mois	62.664	1,6	62.885	1,6	32.215	0,8	d) à vue	1.073.888	27,0	1.094.155	27,3	1.187.632	28,4
e) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	46.369	1,1	2. Autres déposants :						
f) à plus d'un an	54.893	1,4	55.121	1,4	8.679	0,2	a) de 6 à 9 mois	—		—		—	
VI. Autres effets et titres :	799.687		798.163		803.230		b) de 3 à 6 mois	9.349	0,2	9.349	0,2	5.904	0,1
1. Or :							c) de 3 à 6 mois	17.698	0,4	17.709	0,4	21.164	0,5
a) à 3 mois au maximum	20.897	0,5	34.396	0,9	58.505	1,4	d) à 3 mois au maximum	111.763	2,8	11.181	0,3	21.765	0,5
b) de 3 à 6 mois	60.643	1,5	66.596	1,7	61.370	1,5	IV. Dépôts (monnaies) :	1.642.493		1.739.772		1.933.103	
c) de 6 à 9 mois	18.020	0,5	12.015	0,3	—	—	1. Banques centrales :						
d) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—	a) à plus d'un an	107.275	2,7	107.608	2,7	107.859	2,6
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—	b) de 9 à 12 mois	284	0,0	285	0,0	—	—
2. Monnaies :							c) de 6 à 9 mois	1.576	0,0	—	—	286	0,0
a) à 3 mois au maximum	427.449	10,8	456.894	11,4	446.689	10,7	d) de 3 à 6 mois	268.349	6,8	223.830	5,6	127.005	3,0
b) de 3 à 6 mois	96.987	2,4	66.421	1,7	92.277	2,2	e) à 3 mois au maximum	910.542	22,9	1.057.289	26,4	1.266.132	30,3
c) de 6 à 9 mois	63.108	1,6	64.791	1,6	47.053	1,1	f) à vue	15.375	0,4	15.373	0,4	21.646	0,5
d) de 9 à 12 mois	15.774	0,4	3.518	0,1	16.945	0,4	2. Autres déposants :						
e) à plus d'un an	96.809	2,4	93.532	2,3	80.391	1,9	a) de 9 à 12 mois	—		—		—	
VII. Actifs divers	870	0,0	1.117	0,0	496	0,0	b) de 6 à 9 mois	—		—		—	
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68.291	1,7	68.291	1,7	68.291	1,6	c) de 3 à 6 mois	308	0,0	309	0,0	—	—
							d) à 3 mois au maximum	304.461	7,7	304.457	7,6	371.747	8,9
							e) à vue	34.323	0,9	30.621	0,8	38.428	0,9
Total actif ...	3.977.870	100,0	4.003.223	100,0	4.182.669	100,0	V. Divers	38.502	1,0	39.913	1,0	42.582	1,0
							VI. Compte de profits et pertes :	7.829	0,2	7.829	0,2	7.829	0,2
							VII. Provision pour charges éventuelles	169.500	4,3	169.500	4,2	169.500	4,1
							Total passif ...	3.977.870	100,0	4.003.223	100,0	4.182.669	100,0

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : (voir note 2)				Dépôts à long terme :		
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank, et de l'adm. des chemins de fer et bons de l'adm. des postes (échus)	221.019	221.019	221.019	1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités (voir note 3)	152.606	152.606
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76.181	76.181	76.181	2. Dépôt du Gouvernem. allemand	76.303	76.303
Total ...	297.200	297.200	297.200	Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir ci-dessus)	68.291	68.291
				Total ...	297.200	297.200

Note 1. — Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris non plus l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (Union Européenne de Paiements), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

Note 2. — Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1960 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés et afférents à la date du 31 décembre 1952.

Note 3. — La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs suisses or 149.920.380,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts, le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

TABLE DES MATIERES

STATISTIQUES COURANTES

(Les chiffres précédés de la lettre « p » sont provisoires)

MARCHE DE L'ARGENT.

Ia. — Taux officiels d'escompte et de prêts	2
Ib. — Taux de l'argent au jour le jour et à très court terme	2
Ic. — Taux des certificats de trésorerie	2
II. — Taux des dépôts en banque et à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	4
III. — Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	8
IV. — Taux d'escompte des principales banques d'émission	86 ^a

METAUX PRECIEUX.

Cours des métaux précieux	9
---------------------------------	---

MARCHE DES CHANGES.

Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	10 ¹
---	-----------------

MARCHE DES CAPITAUX.

I. — Cours comparés de quelques fonds publics	14
II. — Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers	15 ¹
III. — Mouvement des opérations à la Bourse de Bruxelles	15 ²
IV. — Rendement de titres à revenu fixe cotés à la Bourse de Bruxelles	16
V. — Emissions des sociétés industrielles et commerciales :	
Tableau rétrospectif	17 ¹
VI. — Emprunts des pouvoirs publics	18
VII. — Opérations bancaires du Crédit Communal	19
VIII. — Inscriptions hypothécaires	20

FINANCES PUBLIQUES.

I. — Situation de la Dette publique	25 ¹
II. — Situation des avoirs en effets publics de la Banque Nationale de Belgique	25 ²
III. — Aperçu de l'exécution des budgets	25 ³
IV. — Rendement des impôts	26

REVENUS ET EPARGNE.

I. — Rendement des sociétés par actions belges et congolaises :	
Tableau rétrospectif	30 ²
II. — Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :	
Dépôts sur livrets des particuliers à la Caisse d'Epargne	31
III. — Indice des rémunérations horaires brutes des ouvriers	32

MOUVEMENT DES AFFAIRES.

I. — Activité des Chambres de Compensation :	
Mouvement du débit	35
II. — Mouvement des chèques postaux	36

PRIX.

a) Indices des prix de gros en Belgique	45 ¹
b) Indices des prix de gros en Belgique et à l'étranger	45 ²
c) Indices des prix de détail en Belgique	46

PRODUCTION.

I. — Indices de l'activité et de la production industrielle	50
II. — Combustibles et produits métallurgiques	55 ¹ et 55 ²
III. — Produits textiles	56 ¹
IV. — Produits divers	56 ²
V. — Energie électrique	58
VI. — Gaz	59

CONSOMMATION.

I. — Indices mensuels des ventes à la consommation : base moyenne 1953 = 100	65 ² et 65 ³
II. — Consommation de tabac	66
III. — Abattages dans les 12 principaux abattoirs du pays	67

TRANSPORT.

I. — Activité de la Société nationale des Chemins de fer belges :	
a) recettes et dépenses d'exploitation	70 ¹
b) wagons fournis à l'industrie	70 ²
c) trafic :	
1 ^o trafic général	70 ²
2 ^o grosses marchandises	70 ³
A) ensemble du trafic	
B) service interne belge	
II. — Activité de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux	70 ⁴
III. — Mouvements des ports :	
a) Port d'Anvers	71 ¹
b) Port de Gand	71 ²
IV. — Mouvement général de la navigation intérieure ...	72

COMMERCE EXTERIEUR.

Nomenclature des sections d'après la classification type du commerce international (C.T.C.I.)	75
---	----

CHOMAGE.

I. — Chômage complet et partiel	81 ¹
II. — Répartition des chômeurs contrôlés par province ...	81 ²
III. — Moyenne journalière des chômeurs contrôlés	81 ³
IV. — Répartition des chômeurs contrôlés par groupe de professions	81 ⁴

STATISTIQUES BANCAIRES ET MONETAIRES.

I. — Belgique :	
Situations globales des banques	85 ¹
Banque Nationale de Belgique :	
Situations hebdomadaires	85 ²
Vitesse de circulation de la monnaie scripturale en Belgique	85 ⁵
Stock monétaire intérieur	85 ⁴
Bilans intégrés des organismes monétaires	85 ⁴
Origines des variations du stock monétaire	85 ⁴
II. — Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda Urundi :	
Situations mensuelles	85 ⁶
III. — Banques d'émission étrangères.	
Situations :	
Banque de France	86 ¹
Bank of England	86 ²
Federal Reserve Banks	86 ³
Nederlandsche Bank	86 ⁴
Sveriges Riksbank	86 ⁵
Banca d'Italia	86 ⁶
Deutsche Bundesbank	86 ⁷
Banque Nationale Suisse	86 ⁸
Taux d'escompte	86 ⁹
IV. — Banque de Règlements Internationaux, à Bâle ...	87

Prix de l'abonnement annuel } Belgique, 250 francs.
Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
